

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL

RÉFLEXION SUR LA CONSOMMATION RESPONSABLE COMME ALTERNATIVE
AUX IMPASSES DU CAPITAL

MEMOIRE PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE DE LA
MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

CAMILLE VAILLANCOURT DE JOCAS

OCTOBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 LA CONSOMMATION RESPONSABLE.....	14
1.1 L'origine de la consommation responsable	15
1.2 L'idéologie derrière la consommation responsable.....	22
1.2.1 L'environnement.....	22
1.2.2 Développement durable.....	28
1.2.4 La consommation éthique.....	33
1.2.5 Le commerce équitable.....	34
1.2.6 Le bien-être individuel.....	38
1.3 La mise en action de la consommation responsable.....	42
CHAPITRE 2 LA CONSOMMATION DE MASSE.....	46
2.1 Historique.....	46
2.1.1 Le taylorisme	48
2.1.2 La grande crise	51
2.1.3 La Guerre et l'après-guerre.....	56
2.2 Le rôle des corporations.....	70
2.3 Les critiques de la consommation	74
2.3.1 La séparation du moment de production, de celui de consommation.....	75
2.3.2 Le travail en tant que forme naturellement auto-objectivante.	77
2.3.3 La perte de l'objectivité.....	78
2.3.4 Le rapport aux besoins.....	81
2.3.5 La liberté individuelle comme choix de consommation.....	83
2.3.6 L'aliénation.....	93

2.3.7 Le mythe de la contreculture.....	97
2.3.8 L'authenticité.....	102
2.4 Le capitalisme contraint à la crise.....	106
CHAPITRE 3 COMPRENDRE L'IMPASSE ET EN SORTIR.....	110
3.1 Les trois crises comme conséquences de la globalisation.....	111
3.2 Le capitalisme managérial.....	120
3.3 Pour sortir de la crise.....	131
CONCLUSION.....	147
BBIBLIOGRAPHIE.....	150

RÉSUMÉ

L'ère contemporaine est imprégnée d'un catastrophisme résultant d'une triple crise qui menace l'ordre planétaire en termes écologique, culturel et financier. Ayant pour cause le capitalisme globalisé, ces impasses sont le lieu de nombreuses interrogations d'avenues à suivre pour surmonter ces obstacles. Ces écrits proposent d'approfondir l'une des voies à ces crises qu'est la consommation responsable. Un examen historique aborde l'histoire commune de la consommation responsable et de la consommation de masse avançant l'hypothèse que ces mouvances consommatrices ne se sont pas développées en opposition absolue, mais qu'au contraire leurs revendications sont sensiblement les mêmes. Une étude comparative entre ces deux trajectoires établira que le geste consommateur est au fondement du système économique capitaliste qui maintient une dichotomie absolue entre le moment de production et celui de consommation. Cette coupure au fondement même d'une aliénation à l'objet, au monde et à soi-même, nous laisse donc présager qu'une sortie ne pourra être celle envisagée par une consommation citoyenne. Dans un troisième temps, il sera question d'explorer des solutions concrètes à ces crises, qui devront impérativement prendre le chemin de propositions politiques sous une forme législative et institutionnalisée, plutôt que le chemin d'une volonté particulière comme le proposent les militants de la consommation responsable.

Mots-clés : Consommation responsable; crise du capitalisme; développement durable; crise culturelle; crise financière; crise écologique.

INTRODUCTION

Le système capitaliste est, depuis sa naissance, l'objet de nombreuses critiques, tant sur son mode de production que, depuis plus récemment, sur l'orientation abusive des habitudes de consommation que pose la société consumériste. Depuis les années 1950, et encore plus depuis les années 1970, des contestataires du capitalisme se dévouent à faire prendre conscience aux populations occidentales l'impasse derrière les habitudes de consommation que promeuvent les grandes corporations. Malgré que ce mode de vie consumériste se présente après la Seconde Guerre mondiale comme une force libérant des contraintes matérielles imposées à l'humanité depuis si longtemps, ce modèle dévoile malgré lui une facette aliénante. De nombreux mouvements sociaux auront depuis tenté de démontrer la possibilité de vivre autrement en créant des alternatives à la consommation de masse, tel celui du mouvement hippie des années 1960-1970, les mouvements socialistes, ou encore les mouvements anarchistes. Le mouvement proposant une alternative à la consommation de masse qui nous intéressera plus particulièrement ici sera celui issu de la globalisation communément nommé de consommation responsable. Cette appellation fait référence à divers domaines de l'économie extrêmement disparates, elle inclut le commerce équitable, l'agriculture biologique, la gestion des déchets par le recyclage ou le compost, la production et la consommation locale, ainsi que d'autres formes de conscientisation des abus et exploitations du système capitaliste. La consommation responsable prétend pouvoir apporter des solutions concrètes aux problèmes contemporains que pose l'économie globalisée. L'objet de ce mémoire sera en fait de se questionner sur l'alternative théorique et pratique que représente ou pas ce mouvement de consommation responsable face à l'économie capitaliste. Comme nous le démontrerons, cette dernière est sur le bord d'un cataclysme, qu'il soit de nature financière, écologique ou culturelle. Ainsi, il sera question de voir en quoi consiste ce

mouvement, comment il s'articule, ce qu'il représente socialement à long terme, mais aussi en quoi il se distingue de la consommation de masse et en quoi il peut représenter une alternative idéologique à l'économie actuelle.

De par sa structure même, le capitalisme est une organisation sociétale qui a continuellement besoin de se renouveler. Afin de rester rentable, il ne suffit pas qu'il poursuive le même rythme productif et lucratif des années antérieures, mais il doit toujours se dépasser en efficacité et en rentabilité les normes d'hier. Pour ce faire, le capitalisme est dans l'obligation de constamment repousser les limites du possible, il doit réinventer des technologies, des nouveaux besoins, de nouvelles ressources à exploiter. Depuis 400 ans, ces innovations ont transformé le monde comme aucune autre structure sociétale ne l'avait fait auparavant, d'une façon extrêmement rapide, mais aussi de façon gravement destructrice. En tirant les ressources de la terre, sans considérer le lent renouvellement de celles-ci, en tentant d'imposer à un niveau planétaire un mode culturel unique, en instaurant un système financier intrinsèquement instable, le capitalisme a fragilisé le monde qui l'habite, sans jamais réaliser que son mode productif ne pouvait être soutenu éternellement. Le capitalisme a en fait mis en place une série d'éléments des plus propices à l'éventuel déclenchement d'une catastrophe planétaire. Actuellement, il est à considérer que trois crises menacent l'ordre mondial, la plus connue d'entre elle et la moins contestée est sans doute la crise écologique, mais à celle-ci s'ajoutent aussi la crise financière et la crise culturelle.

La planète subit de graves modifications écologiques et climatiques. Comme on le relaye dans les médias, de nombreux spécialistes sonnent l'alarme du point de non-retour. La majorité des discours sur la crise écologique s'orientent autour du fait que notre consommation est trop polluante et qu'il faut par le fait même réduire l'émission de pollution découlant de celle-ci. L'argument de base étant que la planète se peuple rapidement et que le mode de production industriel a engendré une consommation accrue dans la fraction la plus

prospère de la population humaine, alors que ce mode de vie ne peut pas, selon des considérations écologiques, être adopté par la totalité de la population humaine. Ainsi, la majorité des campagnes de sensibilisation écologique tente de trouver des solutions pour réduire les effets néfastes qu'a cette consommation excessive sur la nature. C'est le cas des diverses politiques publiques qui financent l'achat de marchandises éco-énergétiques, ou encore celui des campagnes incitant la mise au rancart de voitures plus anciennes connues pour être plus polluantes que celles récentes. Il est toutefois à se demander si ces mesures ne passeraient pas à côté de la question de fond sur les causes de la crise écologique. Il nous apparaît primordial lorsque nous observons les causes de la crise écologique de prendre en considération notre rapport symbolique à la nature, dont nous semblons nous déconnecter de plus en plus. Nous approfondirons dans le second chapitre cette question du rapport au monde naturel, mais à ce stade de notre argument deux autres avenues doivent être présentées en tant que causes potentielles de la crise écologique, soit: l'application d'une logique économique à l'environnement et l'utilisation abusive de techniques scientifiques.

La nature est actuellement perçue comme une ressource économique, elle se doit donc d'être rentable. Ainsi, un des problèmes principaux auxquels nous semblons confrontés est le fait que nous gérons l'environnement telle une marchandise. C'est à partir de ce principe que nous acceptons la cotation en bourse des ressources pétrolières, aquatiques et minières, ou encore, que nous pensons à émettre des droits de pollution. Les ressources écologiques sont gérées comme des biens dont le mode d'être relèverait de la loi de l'offre et de la demande. Les ressources naturelles ne sont toutefois pas des marchandises comme les autres, puisqu'elles ne sont pas produites par l'homme et leur rareté mène, non pas à une augmentation de leur valeur, mais entraîne plutôt un déséquilibre dans l'harmonie écologique du monde. À cette gestion financière des ressources naturelles s'accompagne aussi l'élaboration d'une multitude de techniques nous permettant de transformer la nature. Nous cherchons essentiellement à rendre les ressources naturelles plus utiles à l'humain pour

minimiser les imprévus, mais en se faisant nous transformons l'équilibre spontané de la nature. Ainsi pouvons-nous peut-être douter de la capacité qu'a l'humain à contrôler tous les effets secondaires des technologies qu'il génère en vue de maximiser son utilisation de la nature.

Que ce soit par la pollution résiduaire de la consommation, par la gestion économique de la nature, ou par l'élaboration de technologie utilitariste, le capitalisme met en péril l'harmonie naturelle de la planète. Ces trois phénomènes résultant de notre mode d'être économique témoignent que l'intégrité du système écologique est menacée et l'inaction mènera potentiellement à l'anéantissement de l'humain et de certaines espèces animales. Devant ce marasme écologique, nous nous questionnerons à savoir si la consommation responsable, par les avenues qu'elle envisage, réussit à opter pour un rapport à la nature qui saurait établir, ou rétablir, une relation entre l'humain et la nature qui ne menacerait pas l'intégrité ontologique de cette dernière? C'est éventuellement peut-être dans notre façon même d'envisager notre rapport à la nature qu'il faudra chercher les solutions pour sauvegarder cet équilibre écologique fondamental. Certains croient à la possibilité d'un capitalisme vert, même si cette solution pourrait peut-être éventuellement harmoniser nos rapports avec la nature, il n'en reste pas moins que le capitalisme soulève deux autres problématiques, soit: la menace financière et la menace culturelle qui planent aussi sur l'ordre planétaire

Nul ne peut nier que le système économique mondial ait été fortement secoué par la crise financière de 2007-2008 et la « grande récession » qu'elle généra. Encore aujourd'hui, les conséquences de cette crise marquent la réalité collective. Le taux de chômage soutenu, la croissance ralentie, les taux de crédit élevés, le manque de liquidité sur les marchés financiers, et à présent la mise au jour de l'endettement généralisé des pays économiquement développés tel que l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal et même les États-Unis. La liste des exemples pourrait poursuivre son dévoilement, mais déjà chacun de ceux-ci témoigne que la

confiance dans le système financier a été fortement ébranlée par son affaissement. D'ordre général, l'origine de la crise financière est attribuée à l'éclatement d'une bulle immobilière née des pays occidentaux. Des prêts hypothécaires à risques, les « subprimes », se seraient multipliés dans la fin des années 90, début des années 2000, augmentant la demande immobilière et engendrant une surévaluation du marché. Toutefois, les analyses ne sont pas consensuelles et les aguerris du domaine soulignent que la question est bien plus complexe qu'une simple bulle financière. Deux courants de l'économie hétérodoxe structurent actuellement le débat : la lignée keynésienne et la lignée marxiste, à qui s'affilient pour cette question les structuro-keynésianistes. La première école, dans laquelle on retrouve des grands noms tels que Minsky, Tobin, Stiglitz, explique la crise par une instabilité intrinsèque au système financier. Les acteurs, imaginant la croissance éternelle de la valeur financière, seraient enclins à toujours prendre plus de risque dans l'optique de faire plus de gain. Cette propension des investisseurs aurait eu pour effet de surévaluer les titres, menant à la création de bulles financières. En suivant cette ligne de pensée, la crise des « subprimes » n'est qu'une contingence, puisque d'autres bulles financières existent et auraient pu être des catalyseurs de la dépression. Alors que le courant keynésien étudie les fondements de la crise à l'intérieur du système financier, les courants marxiste et structuro-keynésianiste, à qui sont affiliés des auteurs pareils à Bellamy-Foster, McChesney, Palley, attribuent la débâcle économique aux structures de l'économie réelle instituées par le néolibéralisme. Autour de 1980 s'instaure un écart entre les salaires, qui stagnent, dû à la mondialisation naissante, et la croissance qui poursuit son évolution par le biais de nouvelles politiques de prêts à la consommation et par l'inflation du prix des actions. La disparité entre les classes économiques et les classes financières s'accroît, mais surtout la demande effective de l'économie réelle est soutenue par un endettement généralisé. Les gouvernements, par leurs politiques, auraient largement contribué à l'extension du pouvoir des corporations, et à l'affaiblissement du pouvoir d'achat réel des travailleurs. Ainsi, se serait institué depuis une trentaine d'années un système inévitablement enclin à reproduire des crises financières. Ce que nous apprennent ces deux

courants est essentiellement tant pour l'un que pour l'autre le système financier actuel est extrêmement fragile et qu'une crise est pour ainsi dire inévitable. Il nous est possible de voir à quel point le système financier actuel est sous la menace constante d'une autre crise généralisée, qui récemment semble prendre la forme d'une crise de l'endettement des pays économiquement développés. Les effets seraient évidemment directs sur l'économie réelle. Dans cette optique nous essayerons de voir encore une fois en quoi la consommation responsable est en mesure d'envisager une solution à cette crise financière potentielle.

Finalement, la globalisation entraîne une tendance à l'uniformisation des cultures. L'une des plus grandes spécificités ontologiques de l'humain est d'être un être de symbolique. Dans leur rapport pour combler leurs besoins substantifs les humains entrent aussi dans une médiation symbolique qui a une infinie de variétés possibles. Par la globalisation, la vision du monde à l'occidentale s'étend à la grandeur de la planète avec un impérialisme dynamique trouvant une foule de partisans. L'extension que prend cette monoculture tendrait à transformer le fondement de l'humanité qu'est d'engendrer des cultures différentes. La globalisation, souvent expliquée comme une mouvance quasi naturelle, ne semble pas reconnaître les différences fondamentales et irréconciliables entre les sociétés. L'idéologie libérale elle-même suppose une nature profondément économique à l'humain, ainsi elle est incapable de concevoir que des sociétés puissent s'organiser sur d'autres normes sociales que celle de l'utilité. Cette conception purement économique de l'humain laisse planer une menace d'homogénéisation des cultures, qui serait à présent toutes comprises en tant qu'*homo economicus*. Évidemment, l'on peut considérer qu'une monoculture en faveur du mode de vie à l'occidentale ne serait pas en soi une menace pour le capitalisme, puisqu'au contraire le capitalisme a tout avantage à ce que les dissidents s'enrôlent dans son idéologie. Ainsi, cette crise de l'uniformisation culturelle ne semble pas être une menace pour le capitalisme, mais le serait éventuellement plutôt pour l'humanité. Sans ces différences fondamentales l'homme serait dépourvu de sa caractéristique la plus profonde qu'est sa détermination symbolique et

culturelle. Le questionnement est alors le même que précédemment. En quoi la consommation responsable se propose-t-elle en tant que solution pour résoudre cette éventuelle uniformisation des cultures? Peut-elle, par exemple, par le commerce équitable s'assurer du respect des différences culturelles?

Ces crises potentielles ont provoqué chez ceux qui ont encore un peu d'espoir en l'humanité un travail ardu et assidu pour tenter de développer des solutions aux impasses du capitalisme, afin d'éviter que les dégâts soient irréparables. Dès son émergence le capitalisme fait l'objet de critiques, mais à cette époque c'est le mode de production qui est radicalement transformée. Ainsi les critiques anticapitalistes, telles que celle bien connue de Marx portaient davantage sur le mode de production plutôt que sur le mode de consommation. En soutenant une production de masse, le capitalisme se retrouve éventuellement en situation de surproduction, ce qui fut un des facteurs majeurs de la crise de 1930. Afin d'établir un équilibre entre sa consommation et sa production, le système doit se renouveler. C'est principalement dans les années 1950 que commence à émerger des innovations en termes de consommation. Le but était de créer une société de consommation de masse capable de soutenir la structure de production déjà en place (Cohen, 2003: 64). C'est à partir de cette période où le mode de vie consumériste va se développer que vont aussi parallèlement commencer à émerger des critiques n'ont plus uniquement sur le mode de production, mais aussi sur la consommation.

Il faut évidemment souligner que notre intérêt pour la consommation responsable vient principalement du grand intérêt qu'on lui porte, en tant que solution aux difficultés précédemment nommées, et ce, principalement dans la société civile. Si l'on repense à l'ex grand adversaire du capitalisme qu'était le socialisme, on se rappelle qu'il s'établissait entre ces structures sociétales un rapport d'opposition idéologique concret, proposant deux projets politiques distincts. À présent toutefois, il ne semble pas exister d'opposant politique au

capitalisme. Cela étant dit, il fera partie de nos interrogations de voir en quoi la consommation responsable se constitue comme une idéologie politique en conformité ou en opposition au capitalisme.

Évidemment, d'autres solutions, hors de la sphère de la consommation, sont proposées pour contrer les effets néfastes du capitalisme. Ainsi, il est à se demander pourquoi il est pertinent de s'arrêter sur le mouvement de la consommation responsable, plutôt que sur ces autres solutions, telle celles portant sur les normes écologiques de production ou encore sur les éventuelles réformes du système financier. En fait, l'alternative que représente la consommation responsable est d'un intérêt particulier, d'abord puisqu'elle est portée principalement par la société civile, bastion fondamentale de la modernité. Cette dernière a permis d'instaurer une vision selon laquelle une société se détermine et qu'elle est une entité réflexive qui peut agir pour se transformer, entre autre par cette société civile. L'état actuel de la dérive mondiale a toutefois fait perdre à plusieurs l'impression qu'ils pouvaient avoir un impact sur le déroulement des choses. Par la consommation responsable, les gens font des simples gestes quotidiens tel qu'acheter biologique ou recycler, en soutenant que chacun de ces gestes, aussi minimes soient-ils, auront un impact sur le sort que nous réserve le futur. En ces temps de crise, l'action sociale est essentielle et le moyen de participation collective par excellence pour minimiser au maximum les effets dévastateurs semble être celui de la consommation, sous sa version responsabilisée. La consommation responsable semble *a priori* maintenir le rôle originel de la société civile, qui voulait que chacun s'implique dans le bien commun. Elle donne à l'individu l'impression de choisir, d'avoir un pouvoir quasi politique. Ce qui est en fait particulier et ce qui rend la consommation responsable d'autant plus intéressante, c'est que malgré cette apparence de participation sociale, c'est un mouvement qui se fait par l'action individuelle. Cela nous laisse donc un certain scepticisme sur la visée politique de la consommation responsable.

La consommation responsable est le mouvement qui semble actuellement être l'alternative à la consommation de masse la plus populaire. Ce qui nous amène à un autre point d'autant plus intéressant de la consommation responsable, du fait qu'elle est promue entre autre par les corporations elles-mêmes. Ces dernières vont mettre au point des gammes de produits biologiques, biodégradables, voire même équitables, et même parfois elles vont adopter des politiques écologiques, de recyclage, par exemple. Pensons par exemple à l'industrie des sacs de plastique jetables qui a rapidement été récupérée par l'industrie des sacs réutilisables, vendus et promulgués par les corporations. Disons simplement que cette transformation s'est voulue en faveur de l'écologie, mais elle a rapidement été récupérée par l'économie et que les corporations derrière un grand nombre de campagnes publicitaires promulguant les sacs réutilisables ne sont pas toujours celles qui prônent un irréprochable écologisme, mais elles sont bien plutôt celles qui prônent un irrévocable droit du marché. Évidemment, l'on peut considérer que les corporations adoptent des visées écologiques ou équitables majoritairement pour des raisons lucratives, puisque reconnaissant le profit potentiel qu'il y a à faire sur ces marchés responsables. En fait, il semble qu'avec la consommation responsable on tente d'humaniser le capitalisme, mais la consommation responsable peut-elle être l'objet de cette humanisation, mais surtout à quel point est-il possible d'humaniser ce mode économique? On voit ainsi que le mouvement responsable n'est pas du tout simple à saisir, tout comme ne l'est aussi l'alternative qu'il représente.

Notre questionnement général portera donc sur le rapport entre la consommation de masse et la consommation responsable, dans une situation où le capitalisme présente des signes de crises potentielles et inévitables, alors que la consommation responsable se présente comme une solution à ces crises. Ainsi, trois questions devront être posées. D'abord, nous devons approfondir la question de la consommation responsable afin de trouver son origine, son influence sociale et sa possibilité d'avenir. Nous devons aussi étudier la consommation de masse tant dans son histoire que dans son actualité, afin de bien comprendre les méthodes

de persuasions utilisées, la forte institutionnalisation et les critiques à son endroit. Nous traiterons de trois niveaux de critique posé à l'endroit de la consommation de masse. Le premier niveau est celui qui pose la consommation comme un choix individuel, le second niveau critiquera la consommation en tant qu'activité de masse et le troisième niveau critiquera la séparation entre le moment de production et celui de consommation qu'instaure le capitalisme par la marchandisation. Ainsi, à partir de ces trois niveaux de critique de la consommation de masse, nous pourrons analyser en quoi les deux types de consommation se distinguent et ainsi nous pourrons terminer notre réflexion en observant comment la consommation responsable représente une alternative à la consommation de masse, mais surtout en quoi elle pourrait ou pas résoudre les profondes contradictions du capitalisme. Évidemment pour arriver à des conclusions pertinentes nous devons nous questionner sur ce que doit être une alternative au capitalisme, mais avant nous irons voir en quoi les crises ne sont pas uniquement le résultat de la consommation, mais sont celui d'une économie capitaliste globalisée et par le fait même les solutions ne peuvent qu'être de cet ordre. Ainsi, nous chercherons à savoir la consommation responsable peut-elle être une alternative qui permettra de solder l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme? Trois chapitres serviront à répondre au questionnement.

Le premier chapitre sur la consommation responsable servira essentiellement à définir ce mouvement. Nous chercherons à déterminer comment et à partir de quand elle émerge. Ainsi pourrons-nous voir les différents secteurs économiques auxquels elle s'applique. Entre autre, nous approfondirons la consommation responsable dans les secteurs de l'alimentation, du commerce équitable et local, de l'environnement, notamment en ce qui concerne les transports et la gestion des déchets et les discours tenus sur le développement durable. C'est alors que nous nous questionnerons sur l'alternative que propose ce mouvement qui est certes très disparate, mais qui regroupe quand même une vision d'ensemble. Nous pourrons alors voir vers quel discours s'oriente plus le mouvement, qu'il soit pour des

questions d'écologie, de santé, d'économie, mais aussi nous pourrons voir comment la consommation responsable s'articule dans la société, quelle est sa vision pour l'avenir. Une fois que les origines et l'idéal-type de la consommation responsable actuelle seront connus, il sera possible d'entrer sans un second niveau d'analyse, qui sera fait dans le second chapitre, où en traitant de la consommation de masse nous pourrons voir si ces deux phénomènes sont fondamentalement différents.

Le chapitre sur la consommation de masse va servir à comprendre comment elle s'est créée et comment elle s'articule aujourd'hui. Ainsi, nous remonterons jusqu'au taylorisme, époque où la production s'est massifiée. Ensuite, nous passerons au fordisme, première étape de la constitution de la société consumériste. À partir de la société de l'après Deuxième Guerre mondiale va concrètement s'installer le mode de vie consumériste. Une fois que nous aurons fait le tour historique de la consommation, nous présenterons les principales critiques dirigée envers la consommation de masse. Nous travaillerons sur trois niveaux de critique. Le premier sera l'illusion du choix du consommateur, où nous remettrons en question l'indépendance individuelle dans les choix de consommation et où nous pourrons illustrer l'influence des mécanismes sociaux sur la consommation. Le second niveau de critique portera sur la massification de la consommation, où l'on examinera la massification de la consommation, et ce, même des objets qui se disent alternatifs et authentiques. Et finalement, le troisième niveau de critique portera sur la séparation entre production et consommation qu'instaure le capitalisme. Nous pourrons alors illustrer la profonde aliénation que cette séparation impose par une incapacité de transformer le monde dans lequel nous vivons. En terminant nous reviendrons sur la consommation responsable afin de voir en quoi elle se distingue ou pas de ce que nous nommons la consommation de masse.

Finalement, le dernier chapitre servira à réfléchir sur les solutions aux crises. Pour ce faire nous devons toutefois voir en quoi la crise qui sévit est celle d'un système politique,

qu'est le capitalisme sous sa forme globalisée, et non seulement une problématique d'éthique ou de choix individuels. Une section de ce chapitre va être réservée à démontrer en quoi le capitalisme n'est pas un mouvement naturel, mais est une idéologie politique, mais aurons la chance de faire le point sur la globalisation du capital et sur les problématiques qu'elle engendre inévitablement. La fin de ce dernier chapitre servira à proposer des avenues qui pourraient résoudre la crise mondiale actuelle. Nous en viendrons à la conclusion que seule une solution politique peut être considérée comme une alternative à un système politique qu'est le capitalisme.

L'objectif de ce mémoire ne sera évidemment pas de dire qu'il faut laisser tomber la consommation responsable, mais plutôt de démontrer qu'elle semble être insuffisante pour résoudre les problèmes de fond que soulève l'économie actuelle. Il sera plutôt question de démontrer que le choix entre la consommation de masse et la consommation responsable n'en est pas un, d'abord à cause que toutes les critiques portées à l'endroit de la consommation de masse, s'applique aussi à la consommation responsable, mais aussi à cause qu'une alternative politique aux problèmes mondiaux actuels s'impose. La consommation de masse est une partie intégrale de l'économie capitaliste, qui est un mouvement politique à part entière, et ce, même si cette économie se prétend naturelle. À la limite, la consommation responsable pourra peut-être contrer temporairement ou limiter les dégâts du capitalisme, mais en rien n'est-elle fondamentalement distincte du mode de vie consumériste et en rien ne représente-t-elle un opposant idéologique au capitalisme. Évidemment, la conscience particulière est essentielle à une solution, mais la consommation responsable n'est en rien une conscience sociale qui pourrait orienter des politiques publiques sur le respect de la nature et de l'humain. Pour en arriver là, il sera évidemment nécessaire de faire un détour vers la nature ontologique de l'humain et des sociétés qu'il créer. Ces hypothèses s'inspirent grandement des travaux de Michel Freitag sur la globalisation et sur l'état de l'économie actuelle. Ainsi, l'argumentation

ne se basera pas sur des présupposés uniquement politiques et idéologiques, mais aussi et plus particulièrement philosophiques et ontologiques.

CHAPITRE 1 LA CONSOMMATION RESPONSABLE

Il n'est pas nouveau dans l'histoire de l'économie que des citoyens se mobilisent autour de la consommation pour faire valoir leur opinion sur les conditions de production ou des ventes des produits. Malgré que les peuples ont depuis longtemps compris le principe du boycott, le phénomène qui nous intéresse davantage à présent est la mobilisation sociale autour des problématiques mises en place par la globalisation contemporaine, que l'on nomme communément la consommation responsable. Au cours de nos lectures nous avons dénoté plusieurs éléments significatifs que nous jugeons pertinent de réunir dans la définition dont nous nous sommes dotée de la consommation responsable. Cette dernière est une implication citoyenne, visant la transformation des choix de consommation en fonction d'un meilleur respect des conditions humaines et environnementales, qui agirait par la sommes des actions individuelles sur le marché plutôt que passer par des infrastructures politiques officielles. Le but ultime de ce mouvement est de forcer indirectement, par les choix de consommation, les entreprises à transformer leur mode de production en exigeant d'elles l'application de normes de production plus respectueuses des contextes locaux, tant au niveau économique, notamment au niveau des salaires et des conditions de travail, qu'au niveau environnemental. Comme le suppose la célèbre Laure Waridel dans *Acheter c'est voter*: « Un nombre croissant d'individus se rendent compte du pouvoir politique de leurs choix de consommation. Chaque jour, ils rappellent aux entreprises que malgré le discours dominant, ils sont citoyens avant d'être consommateurs. Ils veulent des produits qui correspondent à leurs valeurs, exigeant que soient davantage respectés les travailleurs et l'environnement. » (Waridel, .2005, p.42) Concrètement, cela se traduit par le refus d'une consommation en fonction d'une rationalité strictement économique, optant pour le meilleur rapport qualité-prix. Des citoyens font volontairement le choix d'adopter des habitudes de consommation, qui

sont souvent plus dispendieuses, mais qui certifient un revenu décent pour les producteurs ainsi qu'un respect minimal de l'environnement a été appliqué au procès de production. Un des grands défis auxquels nous faisons face dans le cadre de cette étude sur la consommation responsable demeure le fait que sous cette bannière se regroupent divers sous-mouvements qui n'ont pas les mêmes priorités éthiques. Par exemple, l'on retrouve un volet plus écologique où les normes environnementales priment, c'est en autre le cas de l'agriculture biologique, mais encore l'on dénote aussi des certifications équitables où la priorité primaire est accordée aux conditions humaines. Malgré leur orientation sur des aspects spécifiques de la production, il demeure que ces mouvements cherchent à responsabiliser le consommateur dans ses choix d'achat selon des critères éthiques et citoyens. Dans un premier lieu nous distinguerons donc la spécificité écologique de celle sociale. Dans la suite du mémoire, nous nous servirons indistinctement du terme de consommation responsable pour désigner tant les analyses plus spécifiques au mouvement environnemental que celles d'un mouvement axé davantage sur les droits humains, afin de comprendre et d'analyser la consommation responsable comme un mouvement se référant à des valeurs citoyennes.

1.1 L'origine de la consommation responsable

Bien que la consommation responsable naisse dans les années 1960-1970 et qu'elle ne connaît son plein essor qu'au tournant des années 1990, ses origines surgissent bien plus tôt dans l'histoire. Dans *La consommation engagée*, Dubuisson-Quellier démontre que la consommation responsable a ses souches dans le mouvement des coopératives de consommateurs de la fin du XVIIIe siècle. Évidemment, ce point de départ est facilement jugeable d'arbitraire, puisque l'on peut s'imaginer que depuis que les humains échangent, il y a une certaine forme de sélection exclusive ou inclusive des biens de consommation. C'est plus spécifiquement à partir de cette date que s'organise plus formellement la résistance autour de la consommation à l'intérieur d'institutions structurées. Les coopératives de consommateurs naissent, presque simultanément, à deux endroits à la fois, en France et en

Angleterre, donnant naissance à deux traditions distinctes (Dubuisson-Quellier, 2009). En France, l'on voit l'émergence de coopératives à partir de la fin du XVIII^e siècle, suite à la fragmentation sociale résultant de l'abolition du droit d'association, qui mit fin aux corporations de travail en 1791 avec la Loi Le Chapelier. Cette perte du droit d'union des travailleurs incite le socialiste Charles Fourier à suggérer un modèle d'entreprise où la production, la distribution et la consommation des marchandises seraient prises en charge par la collectivité. Il imagine notamment le Phalanstère, qui serait une sorte de cité autogérée par les habitants, où les lieux privés et les lieux publics seraient à la disposition des familles voulant vivre en communauté et où les liens communautaires primeraient sur les liens familiaux. Les rapports autoritaires et législatifs étaient imaginés au strict minimum. À l'exception du familistère de Guise, cette utopie de Fourier ne se réalisa jamais complètement sur une longue période de temps, malgré que de nombreuses tentatives furent mises en place. Elle donnera toutefois naissance à une tradition coopérative axée sur l'autogestion. En 1864, naît la Première Internationale des Travailleurs qui sera ensuite abolie en 1872. Sa courte vie lui aura quand même servi de mettre en place un lieu de contestation sociale, qui sera repris par les coopératives, conjointement aux partis politiques et aux syndicats.

Quelques années plus tôt et de l'autre côté de la Manche naît, en Angleterre, une autre tradition coopérative. Parallèlement à ces coopératives ouvrières, s'organisent aussi des coopératives patronales qui n'avaient pas pour objectif d'amener des changements dans les structures même de la société, mais qui visaient plus simplement l'accessibilité à des produits de meilleure qualité pour les familles d'ouvriers, tout en espérant instaurer une certaine discipline de consommation chez les travailleurs. Celles-ci verront le jour grâce à l'initiative du philanthrope Robert Owen, industriel du coton, vivant à Manchester. Officiellement reconnu comme le père du mouvement des coopératives, il fonde au début des années 1800 les premières coopératives de consommateurs. L'objectif est alors double, le premier but que soutient Owen est d'éduquer les familles démunies à une consommation plus saine en leur

donnant accès à des produits de meilleure qualité à un prix abordable. Le second objectif est de permettre aux consommateurs de prendre un rôle actif dans l'administration des activités de la coopérative en leur octroyant un droit de vote. Dans ce modèle de coopérative, les membres accèdent non seulement à des produits ayant un meilleur rapport qualité-prix, mais ils bénéficient aussi des profits de la vente de ces produits. Ces coopératives deviennent rapidement le lieu d'une participation citoyenne, notamment pour les femmes à qui l'arène politique était refusée, mais aussi pour certains partisans socialistes qui n'avaient pas non plus leur place dans l'espace public majoritaire (Dubuisson-Quellier, 2009). Les coopératives bourgeoises anglaises connaîtront une plus grande popularité politique que celles socialistes françaises, et elles deviendront des entreprises capitalistes à part entière, accentuant du même coup le fossé entre les deux formules.

Au début de XXe siècle s'amointrissent finalement les disparités entre les coopératives ouvrières et patronales lorsqu'est fondée en France, à la proposition de l'École de Nîmes, la Fédération nationale des coopératives de consommation (FNCC), qui est finalement un compromis à mi-chemin entre les coopératives socialistes et celles bourgeoises. Contrairement à la forme socialiste, cette troisième voie prendra une forme utilitariste, afin de s'inscrire dans une économie concurrentielle, mais elle demeurera la propriété des membres en gardant l'objectif d'une meilleure satisfaction possible des besoins de consommation. Au cours du XXe siècle vont se développer en Amérique, en Europe et au Japon différentes coopératives de consommateurs majoritairement inspirées du troisième modèle de l'École des Nîmes. D'un pays à l'autre, ces coopératives vont prendre plus ou moins de place sur la scène politique, mais elles vont généralement maintenir un rôle clé dans la défense des droits de consommation.

Bien que le mouvement des coopératives reste la forme la plus institutionnalisée de mobilisation des consommateurs, se sont produits parallèlement à celles-ci d'autres

mouvements sociaux de consommateurs cherchant à moraliser le marché. Les deux principalement dénotés sont, celui des ligues de consommateurs, et celui défendant les droits humains et citoyens. Les ligues de consommateurs naissent à la fin du XIXe siècle en Amérique et en Europe. Leur but ultime est de pousser le marché à moraliser ses conditions de vente, mais aussi ses conditions de production. Ainsi, d'un côté elle cherche à sensibiliser les consommateurs à de meilleurs critères de sélection des produits et de l'autre côté elle cherche aussi à directement améliorer les conditions de travail dans les usines. Ces ligues deviennent un instrument de pression forçant les employeurs à améliorer les conditions de vie des travailleurs, elles iront même jusqu'à faire des listes blanches d'usines respectueuses des travailleurs. En guise de pression, les recommandations au patronat et aux consommateurs seront nombreuses, mais elles utiliseront aussi le boycott et le piquetage devant les magasins et les usines pour exprimer leur mécontentement. En Amérique, les ligues de consommateurs seront principalement l'ouvrage de femmes d'ouvriers, militant pour leurs propres conditions de vie, alors qu'en Europe ce seront plus majoritairement des hommes et des femmes issus de la bourgeoisie catholique voulant œuvrer pour le progrès social.

Le boycott de masse a été l'un des points cruciaux de l'affirmation de l'indépendance étasunienne face à la Couronne britannique. C'est notamment le cas du légendaire Tea Party de 1773, où du thé en provenance de l'Angleterre a été déversé dans la Baie de Boston en signe de protestation de domination sociale et économique anglaise (Dubuisson-Quellier, 2009). C'est ainsi qu'apparaît une première mobilisation de consommateurs autour des droits citoyens aux États-Unis. Elles connaîtront toutefois leur essor au XIXe siècle dans la campagne contre l'esclavagisme. C'est au milieu de ce débat social sur la liberté des Noirs que prend véritablement forme la contestation sociale, où l'on refuse les marchandises produites par des esclaves. Principalement initié par des groupes abolitionnistes et de Quakers, ce mouvement connaît une popularité limitée, même lorsqu'est créé en 1826 le premier magasin sans produits de l'esclavage à Baltimore. En fin de compte, ce ne sera pas la

mobilisation consommatrice qui aura réussi à imposer l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, ce sera plutôt la sphère politique qui s'en chargera, mais il demeure que ce mouvement aura marqué la solidarité sociale des consommateurs. Une fois l'esclavage aboli la communauté noire se servira plus tard encore de la mobilisation des consommateurs pour faire valoir leurs droits citoyens entourant la lutte pour les droits civiques. La mobilisation sera cette fois-ci faite en encourageant les Noirs à ne pas acheter des produits là où l'on ne les engageait pas pour travailler. Le mouvement féministe utilisera aussi la consommation pour faire valoir ses droits, puisque le droit de vote des femmes ne sera octroyé aux États-Unis qu'en 1920. En fait, la consommation sera un lieu clé d'action politique féminine, et ce, longtemps avant que le droit de vote des femmes ne soit accordé. Elles s'organiseront sous diverses fédérations d'acheteuses à travers le monde.

Au tournant de la Première Guerre mondiale s'organise encore une fois une mobilisation sociale autour de la consommation, mais cette fois-ci incitée par les gouvernements eux-mêmes qui vont initier de nombreuses campagnes sur l'effort de guerre des consommateurs. C'est ainsi que commence l'histoire de l'association entre l'État et des groupes de consommateurs. Une fois la guerre terminée, cette alliance va se maintenir. Les techniques publicitaires agressives se multiplient, ce qui donne de nouveaux défis aux associations de consommateurs. Le gouvernement du New Deal marquera l'implication officielle de l'État dans la défense du droit des consommateurs, légiférant plus concrètement la qualité des produits (Dubuisson-Quellier, 2009). Durant la Seconde Guerre mondiale l'effort des consommateurs et des États reprendra de plus belle, posant cette fois-ci un dilemme entre la nécessité du sacrifice personnel en vue de l'effort de guerre et les exigences personnelles d'une consommation de qualité. Cette impasse ne durera que le temps de la guerre et sera par la suite résolue par l'instauration de la société de consommation de masse qui s'installera à partir des années 1950. La consommation deviendra alors l'action citoyenne par excellence, voir même qu'elle deviendra l'un des seuls moyens par lequel il sera possible

de participer à la prospérité sociale, et ce, en contribuant au plein emploi et à la croissance économique. La Guerre Froide marquera un ralentissement de la popularité des groupes de consommateurs qui seront considérés comme étant partisans du régime socialiste. Naitra toutefois une relève dans l'intérêt porté aux consommateurs, celle du marketing. La naissance du marketing apportera avec elle l'élaboration de nombreuses théories sur la psychologie des consommateurs. C'est alors que l'on commencera à faire ce qui ressemble drôlement à une science de la consommation en scrutant délicatement la construction des besoins, mais aussi la construction de l'identité même du consommateur. Alors que le marketing sera à l'avantage du patronat cherchant à peaufiner ses stratégies de vente en catégorisant les consommateurs types, les associations de défense des consommateurs vont reprendre ces mêmes catégories pour se placer à la défense des droits particuliers. C'est aussi parallèlement au développement du marketing dans les années 1950, que vont naître tranquillement des associations incitant à une consommation responsable, consciente des nouveaux enjeux de la société de consommation et de la mondialisation naissante. En 1946, aux États-Unis est fondé Self-Help Crafts, aujourd'hui connu sous le nom de Dix-Mille Villages, une boutique d'artisanat équitable. D'autres initiatives semblables se feront ailleurs dans les pays occidentaux, notamment en Grande-Bretagne où Oxfam organisera des ventes d'artisanat fabriqué par des réfugiés chinois. Les initiatives se multiplieront, alors que s'exprimera la volonté de créer un système d'échange international alternatif fondé sur des relations plus équitables pour les artisans du sud systématiquement désavantagés par le système d'échange dominant. Vont aussi éventuellement être fondés l'European Fair Trade Associations (1960), l'International Federation for Alternative Trade (1989), la Fair Trade Federation (1994) ou encore le Network of European World Shops (1994), l'International Federation for Organic Agriculture Movements (1972), des organisations clés visant à aider la coordination du commerce équitable international. Les certifications biologiques et équitables vont graduellement s'instaurer un peu partout à travers l'Amérique du Nord et l'Europe entre les années 1970, 1980 et 1990 lorsque l'on va voir apparaître des logos tels que ceux de Fair Trade Certified,

Max Havelaar, USDA Organic, Biologique Canada ou encore Certified Naturally Grown, pour ne nommer que ceux-ci. Ainsi, par le biais des associations, des certifications légales et des logos, la consommation responsable deviendra de plus en plus règlementée, mais aussi de plus en plus identifiable sur les marchés mondiaux et locaux. Évidemment, ces initiatives auront pour effet d'instaurer un lien de confiance entre les producteurs et les consommateurs, qui vont se voir garantir l'originalité de leurs achats (Waridel, 2005, p.113).

Pendant les années 1990 on assiste à un tournant marquant dans la consommation responsable qui va réellement se populariser. Une importante fraction du consumérisme individualisé va se réorienter vers une consommation, toujours individualisée, mais sensible aux implications sociales et environnementales, rendant la consommation responsable de moins en moins marginale. C'est incontestablement les crises écologiques et humaines qu'a entraînées la globalisation de l'économie qui conduiront à ce regain d'une conscience sociale dans la consommation, cette fois-ci orientée vers des causes environnementales et internationales, plutôt que celles locales et ethniques, comme il fut le cas, par exemple, lors des mobilisations pour les droits civiques de noirs et celles de prolétaires. La consommation responsable encouragera cette fois-ci à une mobilisation autour de critères éthiques principalement environnementaux et humains, visant à amoindrir les effets dévastateurs de la consommation de masses, produite de façon mondialisée. Ainsi, les organismes incitants à la consommation responsable se multiplieront, alors qu'un nouveau phénomène entrera en ligne de compte quand les grandes corporations, ayant une part notable de responsabilité dans les désastres humains et écologiques, commenceront-elles aussi à produire et distribuer des marchandises dites responsables (Waridel, 2005, p.121). C'est alors que l'on commencera à voir des produits biologiques dans de grandes chaînes comme Walmart, ou encore du café équitable chez Starbucks, mais c'est alors aussi que se créera ce que l'on pourrait appeler une mode autour de la consommation responsable. Évidemment, ces nouveaux marchés feront monter en flèche les ventes de produits éthiques, qui deviendront de plus en plus accessibles

et même dans de nombreux cas de plus en plus abordables. Aujourd'hui, les statistiques de l'Observatoire de la Consommation Responsable (OCR), révèlent qu'au Québec, 35 % de la population se considère des adeptes de la consommation responsable, avec une priorité attribuée au recyclage, à la réduction de la consommation et à la consommation locale.

1.2 L'idéologie derrière la consommation responsable

Alors que paraissent à présent claire les origines de la mobilisation sociale autour de la consommation, il devient essentiel de se concentrer sur notre objet étude spécifique qu'est la consommation responsable afin de voir sur quelles bases elle se construit idéologiquement. Nous dénoterons trois fondements idéologiques, d'abord le respect de l'environnement, la justice sociale et finalement le bien-être particulier. En terminant ce chapitre, nous approfondirons les méthodes de mise en action prônées par la consommation responsable.

1.2.1 L'environnement

La crise écologique préalablement expliquée est l'un des plus grands défis de notre époque. Tel que le présente Gendron dans *Le développement durable comme compromis*, de nombreux courants théoriques ont traité de la question écologique. Tout comme Gendron, deux points de vue nous semblent toutefois essentiels à retenir, d'abord celui des groupes de pression environnementalistes et ensuite celui des dirigeants de la sphère économique. Évidemment, aucun de ces champs ne sont entièrement homogènes, nous verrons notamment que surtout dans la sphère économique différents points de vue s'opposent, principalement en ce qui concerne les moyens à adopter pour contrer la débâcle planétaire. L'objet n'étant toutefois pas de démontrer l'exhaustivité du débat écologique, mais bien la façon dont ces points de vue s'articulent dans la consommation responsable, nous avons décidé de nous restreindre aux points de vue généraux.

D'abord, il est essentiel de se rappeler que pour les dirigeants économiques une rationalité instrumentale, utilitariste, prime généralement sur d'autres valeurs. La priorité est donc souvent donnée à l'obtention d'un meilleur rendement économique. Le cas de l'environnement n'est évidemment pas différent. La nature est perçue comme une ressource à exploiter qui doit être soumise aux lois du marché au même titre que les autres marchandises. Cette approche instrumentale de la nature est certainement l'un des facteurs ayant permis l'émergence même du capitalisme industriel (Gendron, 2006, p.13), mais elle n'est pas sans conséquence. Plus concrètement, l'économie se considère autonome de l'environnement, dont elle n'a jamais su écouter les besoins de renouvellement, tout comme elle se considère autonomisée du politique et du social. De nombreux économistes classiques ont toutefois été confrontés à la question de l'écologie, et à l'incohérence du rapport soutenu par la majorité des penseurs du champ économique. C'est notamment le cas de Malthus qui, à la fin du XVIIIe siècle, soutenait que le développement économique pourrait éventuellement être freiné par les ressources naturelles si ces dernières étaient limitées par leur rareté, ou encore, Ricardo qui bâtit sa théorie de la rente en considérant que les ressources naturelles ne sont pas illimitées. Ce ne sera toutefois surtout qu'à partir des années 1980 que les économistes commenceront à concrètement se soucier de l'écologie, époque où la crise environnementale sera officiellement avouée, moment où naît aussi l'économie de l'environnement.

Malgré la menace pressante que pose cette crise, incontestablement causée à la surexploitation des ressources naturelles par le secteur industriel, les dirigeants économiques et politiques ne verront pas une incohérence insoutenable entre l'écologie et l'économie. Force est d'admettre qu'en fait, la majorité d'entre eux reconnaissent une tension entre ces deux sphères, mais pas une contradiction. Cette tension viendrait du fait que pour les entreprises la protection de l'environnement est un coût qu'elles cherchent à minimiser afin d'augmenter la part de plus-value, ce qui se traduit par une baisse des considérations environnementales en vue de maintenir une compétitivité. Plus spécifiquement, les

économistes ne s'entendent pas sur les causes de la crise écologique. L'on retrouve entre autres l'École des droits de propriété qui considère qu'une inadéquate répartition des droits de propriété environnementaux est à la souche du problème écologique. Ces penseurs voudraient évidemment que l'on se fie à l'autorégulation des marchés de la pollution et des ressources naturelles pour en arriver à une gestion équilibrée des ressources. Dans cette optique, une intervention gouvernementale privatisant la totalité des droits serait suffisante pour enrayer le problème (Gendron 2006, p.13). Pour l'École néoclassique, (Gendron, 2006, p.14) le problème écologique viendrait d'une sous-évaluation des ressources, menant à des prix insuffisamment élevés. Pareillement à l'École des droits de propriété, celle-ci considère qu'un certain nombre de droits devraient être privatisés, mais, contrairement à la première école, ce n'est pas la totalité des secteurs écologiques qui devrait être régulée selon la loi du marché. En fait, l'environnement devrait être divisé en plusieurs secteurs marchands, ceux-ci seraient évalués avec l'aide d'expertises techniques. Une fois les expertises approuvées, il serait possible de légiférer politiquement le marché de l'environnement, en respectant la spécificité des secteurs, tout en gardant une part d'autorégulation. C'est à partir d'initiative pareille que l'on a entendu dans les dernières années des suggestions privatisant les droits de pollution, telle que celle du *pollueur-payeur* où les entreprises devraient acquérir des titres de pollution, selon des principes politiques et scientifiques, plutôt que selon une régulation strictement économique. Ainsi, l'environnement représente certes un défi pour l'économie qui la pousse à innover ses marchés, entre autres les marchés immatériels, mais aussi en développant de nouvelles technologies moins polluantes. L'on voit bien ici comment, pour les économistes, la crise écologique n'a en rien remis en cause les bases du paradigme économique classique. C'est ainsi que pour les dirigeants économiques le compromis du développement durable est une solution très envisageable.

L'économie écologique (Gendron, 2006, p.29) est une branche de l'économie, mais qui devant l'insoutenable crise, a inclus la question écologique au centre de ses travaux, non

seulement comme considération, mais comme point clé de la discipline. Elle souhaite en fait développer une approche transdisciplinaire réunissant les deux disciplines, plutôt que de simplement appliquer les paradigmes économiques à l'écologie. L'économie écologique a d'ailleurs largement contribué à la remise en question de l'application écologique des théories économiques, telle que celle décrite de l'*École des droits de propriété* et de l'*École néoclassique*. À la base, ce courant se fonde sur l'idée qu'une activité, qu'elle soit humaine ou naturelle, est toujours destructrice. Cette destruction peut toutefois être à la fois créatrice. On reprend évidemment le classique exemple du soleil qui par l'émission de gaz et de chaleur, témoignant de sa destruction, permet à la vie sur terre d'exister. Ainsi, l'idée de l'économie écologique est finalement de corroborer le développement économique et l'équilibre écologique, afin que la destruction de l'un devienne la créativité de l'autre. Cette école de pensée se trouve ainsi à l'intersection des deux disciplines classiques, en critiquant à la fois un économisme pur, menaçant la nature, et un écologisme pur endettant le développement. Deux écoles de l'économie écologique se distinguent *a priori* selon Gendron. D'abord l'École de Londres n'est pas à la base très originale dans sa compréhension du problème puisqu'elle reconnaît à prime à bord la dépendance de l'économie à l'égard de l'écologie, d'où le fait qu'elle conçoit cette dernière comme un critère contraignant l'avenir, si négligé. Devant la nécessité d'agir, l'École de Londres n'émet que des critères d'action économique, ce qui témoigne selon Gendron, de son incapacité à sortir d'une conception économique néoclassique. L'École américaine d'économie écologique est pour sa part plus créative. Elle soutient que l'économie actuelle est littéralement insoutenable écologiquement. Ainsi, le capital naturel doit être maintenu à tout prix et trois solutions doivent être avancées. La consommation des ressources renouvelables ne doit pas excéder leur capacité de se régénérer, ensuite la consommation des ressources non renouvelables doit être soutenue par des recherches visant des produits substitutifs équivalents, finalement le niveau de pollution ne doit pas excéder la capacité d'assimilation du système écologique. Ces normes de préservations écologiques sont toutefois incompatibles avec celles d'un développement

économique classique, ainsi l'École américaine défend l'option d'une croissance zéro, évidemment controversée. Le raisonnement derrière la croissance zéro est que le système écologique ne peut simplement pas soutenir une croissance illimitée, ainsi le développement doit avoir lieu, mais sous d'autres formes que celui de la croissance économique actuellement connue, qui se traduit essentiellement par une croissance de l'abondance matérielle.

Le point de vue des environnementalistes face à la crise écologique est évidemment bien différent de celui des dirigeants économiques. L'origine de l'environnementalisme moderne remonte jusqu'à l'Antiquité, où déjà les questions écologiques étaient un souci. Ce n'est toutefois que dans les années 1970 que le mouvement environnementaliste prend concrètement forme. C'est en 1972, quatre ans après les protestations sociales de mai 1968, que le Club de Rome publie un rapport intitulé, *The Limits of Growth*, où l'on fait l'objet des limites écologiques de la croissance. Malgré que le Club de Rome est loin d'être une organisation de purs écologistes, puisque réunissant politiciens, industriels et scientifiques, il demeure que ce rapport donnera au mouvement écologiste le coup d'envoi nécessaire pour que se poursuive leur lutte en ayant une légitimité politique et scientifique. C'est dans cette vague de contestations sociales connues que se consolident des discours réclamant que des rapports harmonieux avec la nature soient instaurés. Même si la crise écologique n'était pas encore une considération politique primaire, les groupes environnementalistes anticiperont bien le problème éminent. Ils réclameront concrètement que le pouvoir politique s'impose pour préserver, restaurer et respecter l'équilibre naturel de l'environnement, et ce, par tous les moyens nécessaires, incluant évidemment la limitation de l'économie. Pour les environnementalistes, la croissance économique illimitée est littéralement insoutenable du point de vue écologique. Les ressources naturelles exigées pour soutenir cette croissance, et la pollution qui en réside, ne sauront que mener l'harmonie naturelle de la terre à une catastrophe irréparable. De façon générale, le discours environnementaliste remet en cause les bases mêmes de la société consumériste et défend une croissance économique nulle, voire

même une décroissance. La croissance économique n'est toutefois pas la seule responsable du déséquilibre écologique, selon les environmentalistes, même si elle est la première, la croissance démographique est aussi en cause.

L'écologisme regroupe évidemment différents points de vue, allant du radicalisme à la modération. L'écologie profonde s'est développée en opposition à l'écologie classique basée sur un anthropocentrisme. Plutôt que de comprendre la nature à partir des besoins humains, l'écologie profonde se développe plutôt autour des besoins de la biosphère. Elle critique donc la domination animale et végétale par l'homme, qui par sa conscience se considère comme un être à part dans l'écosystème. L'écologie profonde prône donc une éthique environnementale, considérant un droit universel de vie pour toutes les espèces de la biosphère. L'on retrouve aussi dans le mouvement écologiste des variantes regroupant des mouvements politiques aux mouvements écologistes. C'est le cas notamment de l'éco-féminisme et l'éco-anarchisme. L'éco-féminisme est le résultat d'une union de théories environmentalistes et féministes. Son point de départ est finalement une critique à la fois du capitalisme et du patriarcat. Les mécanismes de domination que subit la femme seraient sensiblement les mêmes que ceux que subit la nature à travers le capitalisme. Ainsi, comme perspective d'avenir ce mouvement adopte un modèle de société où femme et nature seraient libérées de cette domination. Pour sa part, l'éco-anarchisme ou encore l'anarcho-écologisme est l'intersection entre les théories anarchiste et écologiste. Celle-ci fait une critique de l'anthropocentrisme, comme l'écologie profonde, mais elle s'axe aussi sur une critique des technologies capitalistes qui sont perçues, non pas comme de simples moyens facilitant le rapport à la nature, mais elles sont plutôt perçues comme un système qui exploite les ressources naturelles et humaines. Comme projet de société, les anarcho-écologistes optent pour l'élimination des technologies, afin de se tourner vers des ressources renouvelables et locales. L'on retrouve aussi le conservatisme environnemental qui prône la conservation des écosystèmes et la promotion de notre rapport

premier à la nature qui voulait qu'on l'utilise modérément et que l'on n'en transforme pas son essence.

Évidemment, les deux points de vue que nous avons regroupés autour des statuts d'économiste et d'écologiste ne sont pas les seuls existants sur le débat autour de la crise écologique, et ne sont pas non plus, ni l'un, ni l'autre homogène. Ceux-ci représentent toutefois les grandes familles idéologiques étant directement concernées par le débat actuel. Il existe aussi une panoplie d'autres positions s'étant prononcées sur la crise écologique, en optant pour des compromis entre l'économie et l'écologie, c'est notamment le cas du développement durable qui se présente justement comme un accommodement raisonnable entre la position écologique et celle économique, qui se trouve aussi à être le discours typique de la consommation responsable sur le problème environnemental.

1.2.2 Développement durable

C'est pour faire face à la crise écologique qu'un compromis est élaboré, que l'on nomme le développement durable, qui s'inscrit parfaitement dans la lignée de la consommation responsable. Le développement durable fait sa première grande sortie publique en 1987 avec la parution du Rapport Brundland, suite à la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies. Le développement durable se comprend d'abord par une nouvelle conception de l'économie qui prendrait en considération les enjeux écologiques dans son procès de production. Sa définition officielle issue de ce rapport stipule que le développement durable est « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » Cette initiative n'origine évidemment pas des dirigeants économiques, mais bien plutôt des dirigeants politiques, qui dans les années 1970 commencent à prendre conscience

de la problématique écologique imminente, et qui organisent des groupes de réflexions tant nationaux, par le biais de ministères de l'environnement, et mêmes internationaux, avec le Club de Rome ou les Nations Unies. L'une des considérations principales du développement durable est que les pays occidentaux ont soutiré une grande part des ressources planétaires pour soutenir leur développement industriel, le problème étant que les pays émergents souhaiteraient aussi procéder à ce développement. La réponse est fort simple, il est littéralement impossible que les pays en développement et sous-développés suivent la même trajectoire que celle suivie dans le passé par les pays industrialisés. Les ressources sont tout simplement manquantes, alors que le niveau de pollution planétaire déséquilibrerait l'équilibre écologique mondial. Dans un monde où l'idéologie économique est perçue comme un phénomène naturel, non pas uniquement par les économistes, mais aussi par la majorité de la population, notamment par les politiciens, il est évident que devant cette crise, l'option de sacrifier l'économie est rarement un choix concrètement envisagé. C'est pourquoi la solution devrait relever trois défis, d'abord un défi écologique, un défi économique, et un défi social. Le défi social, ne doit pas être compris comme une volonté d'éliminer les inégalités sociales, mais plutôt comme la démonstration d'une prise de conscience des enjeux sociaux dans le problème environnemental qui met en péril l'avenir des générations futures, mais aussi la possibilité du développements des pays émergents. Concrètement, le développement durable exige évidemment de prendre en considération que certaines ressources ne sont pas renouvelables, mais aussi que d'autres ne se renouvellent qu'au bout de centaines d'années. Ainsi, pour réaliser le développement durable le Rapport Brundland proposait principalement trois méthodes, la première était l'efficacité, par l'utilisation de techniques plus performantes. La seconde était la sobriété, par l'adoption de comportements moins énergivores et polluants. Le dernier était l'utilisation de ressources renouvelables, telles que l'hydroélectricité ou l'énergie solaire.

Les initiatives en termes de développement durable ressortent à présent d'un peu partout tant chez les ONG, que chez les gouvernements, entreprises et citoyens, mais le respect des normes du développement durable demeure non légiférées juridiquement. Ainsi en ne fonctionnement que sur des bases volontaires, entreprises et particuliers peuvent poursuivre sans entrave leurs activités néfastes pour l'environnement. Évidemment, certaines législations de bases sont imposées, mais elles sont loin d'apporter des résultats significatifs. Cela étant dit, il n'est tout de même pas à dire que ces politiques de développement durable sont sans effets, mais ceux-ci restent minimes. Selon encore une fois Gendron, un problème de fond persiste lorsqu'il vient temps d'imposer une législation écologique (Gendron, 2006, p.50). La globalisation toujours grandissante s'est dotée de traités divers instaurant le droit marchand comme droit suprême où les États doivent eux-mêmes endosser toutes pertes de profits potentiels des entreprises. Évidemment, toutes législations environnementales se traduisent simultanément par une perte de profit, ainsi les gouvernements sont contraints par ces traités de globalisation à ne pas pouvoir imposer de législations aux entreprises. Cette profonde contraction politique limite évidemment le pouvoir législatif des États, mais laisse aussi la question environnementale en suspens, en maintenant une participation volontaire. Cette contradiction politique a aussi pour effet de laisser la question environnementale entre les mains des consommateurs, qui eux, individuellement, sont dotés du pouvoir de choisir ou non des produits respectueux de l'environnement, et peuvent par le fait même faire pression sur les corporations. Nous remettons évidemment en question ce supposé pouvoir du choix des consommateurs dans le second chapitre.

Ainsi, la question environnementale fait l'objet de nombreuses théories, et débats. Entre les écologistes et les économistes, se regroupent les penseurs de l'économie écologique, qui même eux ne font pas consensus. Nous concluons toutefois cette section en observant que le pouvoir politique pouvant légiférer l'emprise de l'économie sur l'écologie, est lui-même pris dans des contraintes puisqu'ayant octroyés aux instances économiques le droit quasi

divin du profit. En fin de compte, malgré ces débats sur l'écologie, la tâche est majoritairement relayée aux consommateurs, et ce, par le biais de la consommation responsable. C'est donc à travers la consommation du bio, des voitures hybrides, du transport en commun, des produits recyclés et biodégradables qu'une grande part des efforts écologiques sont faits, mais aussi c'est à travers le discours sur l'environnement que la consommation responsable trouve une grande part de sa légitimité et de ses adhérents. Les sacrifices économiques sont rares, voir même que la croissance économique n'est pas perçue par tous comme étant la cause principale du problème écologique. Ainsi se consolide donc le discours du développement durable, qui, ne pouvant être imposé, se sert essentiellement de la consommation responsable pour s'instaurer. Nous verrons à la fin de ce premier chapitre plus concrètement comment s'articule le volet écologique de la consommation responsable dans son application, lorsque nous ferons le tour des moyens d'action.

1.2.3 Les droits sociaux

Alors que les causes environnementales sont primordiales dans les discours de la consommation responsable, une autre conviction prend aussi une grande part du débat, soit celle des droits sociaux. Cette dernière provient de la lutte pour les droits de l'homme qui connaît déjà une longue histoire. Une grande part de cette histoire de la consommation est la résultante de luttes syndicales, qui incitèrent à une solidarité entre consommateurs et travailleurs. Les pressions syndicales insuffisantes, se jumelèrent aux pressions de boycott des consommateurs, ce qui permis de faire avancer les droits sociaux plus rapidement, notamment en ce qui concerne le travail des enfants ou les conditions de travail déplorables dans les *sweat shops*. Comme il fut aussi mentionné plus tôt dans l'historique de la mobilisation consommatrice, une grande part des luttes sociales proviennent du mouvement de lutte pour les droits civiques des Noirs. L'implication des consommateurs dans les

mouvements de défense des droits sociaux nous intéressant à présent plus particulièrement est celui contemporain où la justice sociale est bafouée non pas par cause d'esclavage ou de racisme, mais plutôt par de nouveaux mécanismes économiques internationaux ayant implanté la globalisation. Cette structure économique a été mise au point afin de donner aux corporations un droit d'investissement. Ce droit s'est en fait instaurée par une déréglementation hautement institutionnalisée tant au niveau économique, social, politique, culturel, qu'environnemental, ce qui s'est évidemment traduit par une croissance accrue des injustices sociales, principalement dans les pays sous-développés et en voie de développement, mais aussi dans les pays développés. Afin de contrer cette poussée des abus corporatifs, est né parallèlement l'altermondialisme, visant l'instauration de rapports internationaux plus égalitaires entre les pays du Sud et ceux du Nord (Waridel, 2003, p.110). Cette tentative d'équilibrer les rapports marchands internationaux se veut avant tout de passer par une démocratisation de l'économie, afin de contrer les nombreux effets néfastes de la globalisation. Les altermondialistes visant une réforme des structures actuelles dominées par des institutions telles que le FMI, l'OMC, l'OCDE, le G8, la Banque Mondiale, en optant plutôt pour la restauration de l'autonomie des peuples, de la justice économique et le respect des droits humains (Waridel, 2003 p.90). Cette objection à la globalisation libérale s'active dans des critiques du système financier, des institutions dominantes, elle élabore aussi des suggestions très concrètes visant une limitation du régime actuel, notamment avec l'idée de la Taxe Tobin, qui serait imposée à toutes transactions financières, ce qui aurait pour effets de limiter la spéculation futile. Les altermondialistes se sont aussi beaucoup impliqués dans la mouvance du commerce équitable et de la consommation éthique.

La distinction entre ce que l'on nomme le commerce équitable et le commerce éthique est bien fine. Nous les séparerons essentiellement pour des questions de certifications, puisque le commerce éthique est pratiquement impossible à labelliser, mais aussi pour des questions d'ampleur internationale, puisque le commerce équitable prend son

sens uniquement dans sa portée internationale. Ces deux types de commerces se fondent toutefois sur le même principe de base voulant établir un lien entre les consommateurs et la justice sociale.

1.2.4 La consommation éthique

La consommation éthique est un concept un peu flou sans critères descriptifs précis. Essentiellement, cette idée s'appuie sur l'adoption de critères éthiques pour faire des choix de consommation. Elle trouve son origine principalement dans la campagne anti-sweatshop, des années 1980 où l'on visait principalement les usines de textiles, de chaussures et autres, aux conditions de travail déplorables (Dubuisson-Quellier, 2009). Ces *sweat shops* héritent de leur nom grâce aux conditions de travail misérables de ces usines avec des mauvaises climatisations, des rythmes productifs très élevés, trop peu de pauses, qui fait qu'on les surnomme les ateliers de la sueur. Visant le respect des droits de l'homme, les dirigeants des diverses campagnes de commerce éthique élaborèrent des listes noires d'entreprises avec des normes productives jugées non-éthiques. Les critères de ce que l'on considère être du commerce éthique sont en fait bien moins développés et clairs que ceux du commerce équitable. Ils visent avant tout l'amélioration des conditions de vie des producteurs. Pour se faire, les promoteurs du commerce éthique mettent l'accent sur la responsabilité sociale des entreprises, principalement les entreprises occidentales faisant affaire avec des producteurs du sud, mais la description ne va pas beaucoup plus loin. Contrairement à la consommation équitable et environnementale, ce type de consommation ne fait pas l'objet d'une labellisation, ainsi, pour les consommateurs il est difficile de s'assurer l'authenticité éthique de leurs choix. Cette absence de label éthique est largement due à la non-transparence des activités corporatives rendant les normes productives largement méconnues. Ainsi, la traçabilité des produits devient en pratique impossible. Plutôt que de fonctionner de façon inclusive par le biais de logos certifiés, la consommation éthique est contrainte à fonctionner plus de façon exclusive en émettant des avis de boycott sur certaines compagnies qui sont connues pour

avoir des pratiques douteuses. L'on pense en outre à la grande campagne de boycott des produits Nike, au début des années 2000, alors qu'est sorti au grand public le fait qu'ils employaient des enfants. Lorsque ces campagnes de boycott prennent une grande ampleur, les corporations sont généralement rapides à réagir afin de ne pas nuire à leur image médiatique. Il faut bien noter que cette méthode de boycott n'a pas pour effet de créer des marchés parallèles permanents, comme peut le faire le commerce équitable. Elle a plutôt pour effet de forcer une adaptation rapide des corporations sur des points bien précis de leur production, sans changer le fondement des organisations, sans même créer des alternatives concrètes et durables.

1.2.5 Le commerce équitable

Le commerce équitable pour sa part connaît sans doute une plus grande popularité et une plus grande organisation que le commerce éthique. (Dubuisson-Quellier, 2009) Avant d'élaborer sa description, il est sans doute intéressant de remarquer que le commerce équitable ne connaît pas la popularité des discours environnementaux. Plus précisément, les droits sociaux que promeut le commerce équitable ne sont pas classés comme une crise planétaire au même titre que la crise écologique. Ainsi, très peu de dirigeants économiques et politiques portent un intérêt marqué à l'instauration d'une justice sociale internationale. Si les dirigeants de notre monde se sentent aussi peu concernés par ce sujet, c'est certainement puisqu'à leurs yeux l'économie globalisée n'est pas au fondement des nombreuses injustices que sévissent les producteurs. L'on pourrait aussi considérer que les dirigeants portent un intérêt marqué pour la crise écologique avant tout puisque celle-ci peut facilement troubler la croissance économique et que les marques du déséquilibre écologique sont devenues impossibles à nier, contrairement à celle du déséquilibre économique que l'on se permet encore de contester. Autrement dit, la globalisation n'est pas pour nos dirigeants la cause des inégalités, bien au contraire, pour les idéologues de l'économie libérale la mondialisation est une possibilité d'ouverture et d'harmonisation des rapports entre les nations. Le commerce

équitable reste pour ainsi dire largement marginalisé contrairement à la consommation écologique, et ce, même s'il connaît une popularité croissante depuis quelques années, notamment dans le commerce du café où des grandes chaînes telles que Starbuck's ont opté pour des produits équitables. L'idée promue dans le commerce équitable, tout comme dans le commerce éthique, est avant tout celle d'une justice sociale internationale, principalement économique. Pour contrer le droit au profit des entreprises qu'a instauré violemment la globalisation, l'on tente de restaurer un minimum de démocratie économique, mais aussi politique. Alors que la participation citoyenne aux instances politiques semble diminuée, la reprise du contrôle de l'économie est criante, mais les moyens de s'impliquer dans cette mobilisation sont changer. Plutôt que de participer institutionnellement, les altermondialistes choisissent d'opter pour des alternatives telles que le commerce équitable, qui leur permet une action quotidienne, où ils ont finalement l'impression de faire un choix politique par leur habitude de consommation (Waridel, 2003:42). C'est donc par la consommation que les nouveaux mouvements citoyens se mobilisent pour témoigner de leur mécontentement à l'égard des instances dirigeantes en place, ainsi cette consommation devient aussi un lieu de solidarité internationale. Étant mieux développé que le commerce éthique les principales organisations du commerce équitable (WFTO, FLO) se sont entendues sur une définition en dix points, témoignant de cette volonté de changer le fonctionnement actuel des échanges internationaux. Le premier principe est celui voulant *créer des opportunités pour les producteurs qui sont économiquement en situation de désavantage*. Ainsi, le commerce équitable cherche à améliorer la situation économique de travailleurs les plus marginalisés par l'économie dominante. Le second point adopte un principe de *gestion par la transparence et la crédibilité*. Le but de ce principe est évidemment de démontrer la bonne volonté des gestionnaires du commerce équitable, qui n'ont rien à cacher et qui veulent opter pour du *développement des capacités individuelles*, visant ainsi la réalisation de soi à travers l'exercice de ses fonctions productives dans le commerce équitable. Le quatrième objectif est celui de *promouvoir le commerce équitable*, qui vise avant tout la sensibilisation des

consommateurs du Nord aux conditions de production. Ainsi, les commerçants équitables s'engagent à être en mesure de fournir des informations sur les produits qu'ils vendent, telles que l'origine ou les conditions de travail des producteurs. Ensuite, le cinquième critère est celui du *paiement d'un juste prix*, qui prend sa justification dans le fait que les consommateurs des pays du Nord bénéficient dans leur consommation quotidienne de l'exploitation des producteurs du Sud en ne payant qu'une part du prix que devraient réellement coûter ces marchandises. S'il n'y avait pas de graves lacunes dans les conditions de travail de ces producteurs, le prix de biens dans les pays occidentaux serait plus élevé. Ainsi, les commerçants équitables s'engagent à établir un prix juste en fonction des normes de production, mais aussi des normes environnementales. Le sixième objectif est celui de *l'égalité des sexes*, voulant qu'une femme et un homme soient payés également pour le même travail, mais aussi qu'il n'y ait pas de discrimination dans le processus de production et d'échange. Le septième critère touche *les conditions de travail* qui se veulent d'être saines et sécuritaires pour les producteurs. Le huitième point concerne *le travail des enfants* qui, lorsque nécessaire, ne doit pas nuire à leur développement, à leur sécurité, à leur éducation et à leur besoin de jouer. En ce point, le commerce équitable adopte la même convention que celle des Nations-Unies. Le neuvième élément pris en considération est *l'environnement*, le commerce équitable incite à des normes productives plus respectueuses et plus responsables en termes écologiques. Et finalement, le dixième critère vise *les relations de commerce*, en stipulant que les gestionnaires du commerce équitable ne font pas de profit sur le dos des producteurs et qu'ils visent des relations commerciales de longues durées.

Ces dix principes sont donc ce sur quoi se fondent les organisations du commerce équitable pour orienter leurs pratiques. C'est d'ailleurs à partir de ces dix principes que les normes de certification équitable sont établies. Ainsi, contrairement au commerce éthique, les normes précises du commerce équitable permettent aux consommateurs d'assurer que les produits qu'ils achètent sont conformes à ces normes. Cette certification est faite par les

principaux organismes du commerce équitable. En fait, le commerce équitable est à présent structuré uniquement par des organismes non gouvernementaux. Au niveau international, l'on en dénote quatre. Fairtrade Labelling Organisation International (FLO) regroupant une vingtaine d'organisations nationales, principalement nord-américaines et européennes. Cet organisme vise, comme son nom le dit, à établir un processus de certification de marchandises équitables. La World Fairtrade Organisation (WFTO) pour sa part vise avant tout à faciliter les relations entre les marchands et les producteurs. Pour ce faire, elle met au point une liste des divers organismes et entreprises équitables. Au niveau européen, l'on retrouve le Networks of European Workshops (NEWS), qui est un réseau de boutiques équitables instauré dans 13 pays d'Europe. Finalement la European Fair Trade Association (EFTA) qui vise à faciliter les échanges équitables à travers l'Europe. Au niveau national, il existe de nombreux organismes promouvant le commerce équitable, mais les plus connus sont Artisans du Monde, Max Havelaar, Minga, Solidar, Oxfam etc.

Bien qu'il existe un consensus généralisé sur les normes à adopter pour le commerce équitable, il demeure que selon les organismes certaines variantes idéologiques existent. La plus grande divergence est sans doute sur la question du bénévolat, qui distingue les Artisans du monde et Minga. Les Artisans du Monde est une chaîne de boutique originaire de France qui veut faire la promotion du savoir-faire des artisans et de leur culture, avec des produits artisanaux de qualité. Ces points de vente se veulent d'être des lieux sociaux et solidaires, et cherche à faire retrouver le sens de la communauté à travers les achats. Pour fonctionner, ces boutiques demandent l'aide de bénévoles, ce que fait aussi Max Havelaar, qui est avant tout un organisme de certification. Toutefois pour les membres de Minga, le bénévolat va à l'encontre du principe d'équité, puisque le surplus accordé aux producteurs est compensé par le bénévolat, ce qui fait que les consommateurs ne paient toujours pas le juste prix pour leur bien. Selon cette conception, le commerce équitable se doit de redistribuer les profits sur toute la chaîne commerciale, incluant les vendeurs. Une autre controverse du commerce

équitable vient du réseau de distribution. Max Havelaar a été fortement critiqué pour avoir choisi d'emprunter de larges réseaux de distribution, ce qui élimine évidemment la proximité entre producteurs et consommateurs. En éliminant cette proximité, c'est un des principes fondamentaux du commerce équitable qui sont remis en cause, sans compter le fait que ces grandes chaînes de distribution ne fonctionnent généralement pas sur des principes équitables. Le point de vue de Max Havelaar est évidemment que ces grandes distributions permettent une plus grande étendue du commerce équitable (Waridel, 2003, p.113)

Ces deux domaines, l'environnement et la justice sociale, sont les deux principaux aspects de la consommation responsable, mais ils sont les deux côtés d'une même pièce. Ainsi, la majorité des propos environnementalistes prennent en compte les conditions humaines, alors que les groupes promouvant le commerce équitable soutiennent aussi des normes respectueuses de l'environnement. C'est donc parce que les divers mouvements se caractérisent toujours plus par l'un ou l'autre de ces critères que l'idéaltype que nous en faisons les sépare, mais généralement ces groupes prennent toujours en considération les enjeux à la fois environnementaux et sociaux.

1.2.6 Le bien-être individuel

Alors que la majorité des propos de la consommation responsable porte sur les deux thèmes préalablement traités que sont l'environnement et la justice sociale, il faut toutefois faire le point sur un autre aspect de la consommation responsable qui ne peut être ignoré, soit l'importance des discours sur les bienfaits individuels du consommateur responsable, que ce soit en termes de santé, de budget et même de bonheur.

D'abord en termes de santé, de nombreux discours sur l'alimentation biologique en font la promotion pour des raisons de santé. L'exemple le plus concluant est sans doute celui

du livre de Corre, *La consommation responsable de A à Z: santé, environnement, budget...*, où elle fait une guide du consommateur responsable en passant à revu une série d'habitudes de consommation, en traitant de l'alimentation, aux meubles, sans oublier les vêtements et les produits nettoyants. À chacun de ces produits, elle précise les avantages pour la santé, l'environnement et le budget. Par la simple structure de son livre, on voit comment elle prône une consommation responsable pour des raisons avant tout de santé, et ensuite pour des raisons environnementales, et finalement pour le budget. Plus spécifiquement, les arguments en faveur de l'alimentation biologique stipulent que l'on ne connaît pas les conséquences à long terme des modifications génétiques des aliments, mais aussi puisque les nombreux pesticides utilisés dans la culture alimentaire de masse sont reconnus pour être néfastes pour notre santé. Certains sondages ont toutefois démontré que bon nombre de gens pensent que l'alimentation biologique est plus nutritive, puisque les plantes ayant poussé à leur rythme auraient eu le temps d'absorber du sol tous les nutriments possibles. De nombreuses recherches portant sur les valeurs nutritives des aliments biologiques n'ont mené à aucune conclusion pertinente, ainsi il est impossible de démontrer que les aliments biologiques seraient réellement meilleurs pour la santé (Corre, 2008, p.42). Autre que l'alimentation biologique, le discours sur la santé est tout autant important dans les autres volets de la consommation responsable, notamment en ce qui concerne les produits nettoyants biodégradables, les tissus écologiques, le transport, où l'on fait une association directe entre le fait qu'un produit soit meilleur pour l'environnement, on le conçoit souvent comme meilleur pour nous. Évidemment l'on entend souvent dire que les aliments biologiques sont meilleurs au goût, puisqu'ayant poussé naturellement jusqu'à maturité, ils auraient eu tout le temps nécessaire pour absorber les minéraux nécessaires, mais évidemment de se servir du goût pour inciter à la consommation de fruits et légumes biologiques réfère directement à critères des avantages individuels, plutôt qu'à des critères sociaux ou politiques.

Outre la santé, le discours de la consommation responsable est promu en autre pour des raisons de bonheur. L'idée est finalement qu'en réduisant notre consommation d'objets futiles, on en vient à porter plus d'attention à des aspects moins superficiels de nos vies. L'on finit alors par travailler moins et donc à avoir plus de temps pour nous et pour nos proches, mais aussi, on finit par être moins stressé et préoccupé par des soucis matériels, ce qui en fin de compte nous rendrait plus heureux. Évidemment, ce supposé bonheur responsable serait largement liés aux échecs du bonheur promis par la société de consommation de masse, qui se serait essoufflé. En d'autres termes l'abondance matérielle a longtemps été un gage de réalisation personnelle, tant au plan social que particulier, finalement aujourd'hui l'on réaliserait que cet accomplissement ne serait finalement qu'excès et superflu. C'est notamment la perception de Jean-Marie Pelt et de Serge Papin, dans *Consommer moins, consommer mieux*. L'objectif de la consommation responsable serait en autre d'amener les gens vers d'autres désirs et réalisations que ceux de la consommation vaine. Cette déception à l'égard de la consommation de masse mènerait donc à un retour aux valeurs anciennes, perçues comme plus profondes, plus intègres, voire même plus morales. Dans *La simplicité volontaire*, cet ouvrage bien de connu de Serge Mongeau, l'on parle littéralement d'une révolution intérieure suivant l'adoption d'un mode de vie plus simple et plus sain, axé sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la solidarité plutôt que sur l'individualisme sur la participation plutôt que sur la compétition et finalement sur l'autonomie plutôt que sur la dépendance. La participation au commerce équitable est aussi présentée comme une source de bonheur personnel et ce dû à la gratification que l'on retire de contribuer au bien-être des autres. C'est entre autres les propos d'Ezzedine Mestiri dans *Le nouveau consommateur : Dimensions éthiques et enjeux planétaires*, où il stipule qu'il est possible d'arrimer le plaisir de consommer avec le respect de la planète et des autres êtres. Le bien-être passerait donc par la consommation, mais aussi l'acte de citoyenneté inhérente à celle-ci.

Le dernier point à traiter dans le discours sur la consommation responsable est celui du budget. Nous n'avons pas voulu mettre ce point plutôt dans la description avant tout pour ne pas lui donner une importance qu'il n'a pas, il est toutefois essentiel de souligner que dans sa quête de popularité la consommation responsable porte une attention particulière à l'investissement monétaire des consommateurs responsables. Évidemment comme nous le savons tous ces produits responsables sont normalement plus dispendieux que les marchandises produites massivement. Les prix plus dispendieux de ce type d'achat sont expliqués par les considérations sociales et écologiques assumées par le consommateur responsable qui engendreraient plus de frais qu'une consommation de masse. Malgré cet engagement monétaire plus important, le rapport qualité-prix est toutefois défendu comme étant meilleur, puis-qu'étant des meilleurs choix termes individuels, collectifs et environnementaux, n'ayant pas été soumis de la même façon aux lois spéculatives du marché. Dans son guide de la consommation responsable Corre fait un point des implications budgétaires sur chacune des habitudes consommation, démontrant ainsi que même pour les consommateurs responsables, la question économique ne peut être évacuée et que l'on reste malgré tout dans une logique de consommation voulant maximiser ses achats que se soit en termes de quantités, de qualités ou même de réalisations personnelles.

Ce tour d'horizon de la consommation responsable s'est voulu à la fois étendu en allant explorer les différents discours existants sur la grande diversité d'objets disponibles sur ce marché, mais elle s'est voulu aussi rassembler tous ces discours sous une même bannière, qui ont en commun la promotion d'une consommation consciente des enjeux environnementaux, sociaux et particuliers. Si conclusion doit être faite, l'on peut se permettre de noter le caractère extrêmement disparate et hétérogène du discours de la consommation responsable, voir même parfois contradictoire d'un acteur à l'autre, mais que globalement ce qui en ressort et qui unit ces discours est leur volonté de contrer une consommation de masse indifférente et insouciante des enjeux extraéconomiques. Ainsi, la consommation responsable

sous ses différentes formes tente d'intégrer des considérations principalement environnementales et sociales aux orientations économiques au choix que prennent les consommateurs. C'est ainsi que nous arrivons à la fin de notre premier chapitre en entrant dans l'application de la consommation responsable, afin de voir comme elle s'articule concrètement. Évidemment les questions de labellisation et certification ont déjà été traitées, donc nous n'y reviendrons que brièvement. Nous examinerons davantage la nature de l'implication sociale des consommateurs responsables qui est promue.

1.3 La mise en action de la consommation responsable

Nous profitons de cette dernière section sur la mise en action de la consommation responsable pour aborder la question de la consommation citoyenne, expression souvent utilisée comme synonyme de la consommation responsable. Comme son nom le dit, la consommation citoyenne se définit comme le fait d'agir politiquement, en tant que citoyen, à travers nos achats, et par le fait même d'orienter le cours des instances économiques. Selon Robert Rochefort, dans *Plus qu'un effet de mode* le concept de consommation citoyenne serait né du croisement d'une part de la société de consommation et de l'autre part de la citoyenneté. Il fait une analyse intéressante en soutenant que le rôle de consommateur a passé par quatre stades évolutifs depuis l'émergence de la société de consommation, qui naît avec les Trente glorieuses, soit donc dans les années 1950. À cette époque, les consommateurs sont en quelque sorte abasourdis par l'abondance matérielle, jadis enviée, et reste donc dans le premier stade qu'il décrit par la passivité. Rapidement, les consommateurs veulent faire valoir leurs droits face aux abus corporatifs en cours et deviennent des consommateurs-roi, organisant des groupes de défense. C'est aussi à cette époque que commencent à se succéder de nombreuses critiques sur la société de consommation. C'est alors que la consommation se charge tranquillement de valeurs sociales et solidaires, mais ce n'est qu'avec l'arrivée du commerce équitable que l'auteur marque la naissance simultanée du « consomm'acteur », qui se mobilise pour des causes bien plus grandes que son unique avantage personnel. Pour sa part,

la consommation citoyenne devra attendre qu'une politisation générale des achats s'installe, notamment avec les questions environnementales, sociales et économiques qui deviendront des points de considération essentielle dans les habitudes de consommation quotidienne. Réfléchissant sur les conséquences de ces actes, le consommateur-citoyen va devenir un acteur politique à part entière, motivant ses achats par des valeurs qui le dépassent. Dans cette perspective, le consommateur aurait acquis toujours de plus en plus de pouvoir public, en devenant toujours plus influent. Selon Mylondo, dans *Des caddies et des hommes*, ce virage citoyen de la consommation est paradoxal, puisqu'il se produit parallèlement une perte du sentiment et du pouvoir citoyen, idée dont nous aurons la chance de retraiter dans le second chapitre. Nous constatons tout de même que la consommation citoyenne se présente non pas uniquement comme un acte individuel, comme le faisait la consommation traditionnelle, mais comme un acte politique, prenant part aux débats de société. À cette implication politique se joint aussi le concept de citoyen du monde, où l'on incite à un sentiment d'appartenance mondiale, plutôt que nationale, afin d'avoir une vision du bien-être de l'humanité entière, et non seulement de nos compatriotes locaux. C'est manifestement les problématiques liées à la globalisation, qui ont incité à ce qu'une résistance internationale se mette en place, nommée aussi l'altermondialisme, dont nous avons brièvement traité plutôt. Selon Mylondo, ce vague mouvement de contestation antilibéralisme, serait le regroupement de divers mouvements en faveur d'une démocratie, témoignant d'une citoyenneté abstraite et non particulière.

C'est à partir de cette volonté d'agir politiquement que les citoyens se servent de leur pouvoir d'achat pour influencer les choix économiques des corporations, d'où prend son sens l'expression « *Acheter, c'est voter* ». Ayant ainsi intitulé son livre, Waridel soutient que les consommateurs peuvent exiger des produits conformes à leurs valeurs, et que les compagnies n'ont d'autres choix que de s'y plier si elles veulent survivre. Le rôle de citoyen primant sur celui des consommateurs fait que les gens sont prêts à payer plus cher ou à se priver de certains produits pour être conformes à leur vision sociale. Mylondo voit dans ce processus

une extension de la sphère publique, puisque le concept de citoyenneté s'étendrait au-delà de la sphère politique, en prenant position dans des débats économiques. Ce discours se base évidemment sur une conception selon laquelle les sphères économiques et politiques étaient jadis distinctes, ce qui est largement critiquable. Il n'en reste pas moins que la consommation citoyenne prend directement part aux débats que sévit l'économie, en passant par le politique. Encore selon Mylondo, il y aurait même un affaissement des frontières entre les sphères publique et privée. C'est donc dans l'optique de démocratiser l'économie que les consommateurs-citoyens agissent. Ne se voyant pas octroyer un espace politique concret, ces acteurs passent plutôt par une forme hétérodoxe de participation politique. Dans une perspective d'avenir il est à se demander ce à quoi aspirent ces actions citoyennes. Selon Waridel, c'est une législation juridique qui est visée, mais les discours de cet ordre réussissent rarement à entamer des procédures pour créer un code juridique en la matière, ainsi la mobilisation demeure généralement dans des actions individuelles concrètes non-légiférées.

C'est par l'accumulation de gestes particuliers que les consommateurs agissent de façon citoyenne, et que leurs actions prennent le sens de la responsabilité et de la citoyenneté. Terminons brièvement en rappelant comment ces actions s'articulent dans le quotidien. Il est d'abord question d'efforts individuels et de volonté particulière d'opter pour ces choix de consommation. Évidemment, personne n'a le pouvoir de pénaliser les consommateurs non responsables. Ce mouvement fonctionne par stricte bonne volonté tant des particuliers, que des entreprises et des gouvernements. En termes de garantie pour les consommateurs, il existe de nombreuses certifications écologiques et écolabels, tant gouvernementaux que non gouvernementaux, permettant d'assurer que les choix de consommation soient bel et bien environnementaux ou sociaux. Il existe les labels bien connus tels que l'Energy Star, ou encore le biologique, qui varie un peu d'un pays à l'autre. De nombreux choix de consommation responsable restent non certifiés, tels que ceux du commerce éthique traités antérieurement. Les certifications sont généralement assurées par des organismes, qui parfois

se basent sur l'aide de bénévoles pour fonctionner et d'autres fois le refuse. En fin de compte, le but ultime du commerce responsable est de créer des marchés alternatifs qui seront prendre toujours de plus en plus d'ampleur, et qui deviendront peut-être éventuellement la façon normale et commune de faire du commerce.

Dans le chapitre suivant, nous quitterons le discours de la consommation responsable pour approfondir notre compréhension de la consommation de masse, dans l'optique de se questionner sur les différences et ressemblances entre ces deux modes d'action. De plus, nous remettons en question la viabilité de la consommation responsable en tant qu'alternative au capitalisme, voir même simplement en tant que solution aux trois impasses soulevées dans l'introduction que sont l'environnement, la finance et la culture. Autrement dit, nous nous questionnerons sur la possibilité que présente la consommation responsable à résoudre ces trois impasses qu'a imposées le capitalisme au cours de son histoire et qui sont aujourd'hui devenues des contradictions insoutenables. En terminant il est toutefois possible de souligner que la consommation responsable se base quasi exclusivement sur des gestes individuels, ce qui à nos yeux entre en profonde contradiction avec le fait qu'un mouvement de nature politique devrait par sa nature être institutionnalisé et légiféré pour quitter les terrains de l'action individuelle et devenir des gestes réellement collectifs, ce qu'il semble à présent être une des limites auxquels est confrontée la consommation responsable.

CHAPITRE 2 LA CONSOMMATION DE MASSE

Afin d'approfondir notre compréhension de la consommation responsable il convient de s'attarder au geste consommateur. Ce que l'on entend par le geste de consommation est l'action résultant de la séparation entre le procès de production et du celui de consommation, où celui qui consomme n'a pas une part active dans le procès de production. En d'autres termes, consommer est le fait d'avoir accès à des biens pour lequel nous n'avons pas participé à la production. Ainsi, l'artisan qui utilise le produit de son travail ne serait pas dans un procès de consommation, contrairement à l'ouvrier qui vend sa force de travail en produisant des biens qui n'ont pour lui aucune valeur d'usage en échange d'un salaire qui lui permettra de se procurer d'autres denrées que celle qu'il a lui-même produites. Il apparaît ainsi primordial de s'attarder plus longuement à cette scission entre production et consommation lorsque nous cherchons à démystifier les implications sociales et politiques de la consommation responsable. La position que nous avancerons dans ce chapitre est en fait que par sa nature et son origine, par son rôle dans la domination et dans les crises contemporaines qui accablent le capitalisme, un geste de consommation, aussi responsable soit-il, ne peut être au fondement d'une transformation profonde du système économique globalisé, essentiellement parce qu'il est lui-même à la base d'une aliénation au monde et à sa propre personne. Pour en arriver à cette position nous commencerons d'abord avec un historique de l'implantation de la société de consommation, avec les travaux de Lizabeth Cohen. Tiré son ouvrage clé, *A Consumer's Republic*, ses recherches nous permettront de mettre à l'évidence la société consumériste qui s'est instaurée en grande part sous la pression de revendications sociales réclamant l'abondance matérielle, et non simplement sous le complot du capital voulant embourber les citoyens dans des habitudes consuméristes excessives.

2.1 Historique

Nous pourrions faire remonter l'origine de la société de consommation à la naissance même du capitalisme, puisqu'il est à croire qu'en optant pour une croissance illimitée, ce système n'avait d'autre option que de révolutionner son mode de production, le contraignant à la révolution de son mode de consommation afin de poursuivre cette dite croissance indéfinie. Toutefois, nous nous contenterons de remonter uniquement à l'époque du fordisme et du taylorisme, où se mettent réellement en place les structures rendant la transition vers la société consumériste inévitable. Dans son œuvre bien connue *A Consumer's Republic*, Lizabeth Cohen marque l'origine de la société de consommation dans la grande dépression de 1930. Malgré que nous nous inspirerons grandement de ses travaux dans les époques ultérieures, nous avons tout de même trouvé qu'il était plus pertinent d'expliquer le base de cette grande dépression, mais aussi de voir en quoi à la massification de la production commence aussi tranquillement à installer la massification de la consommation. Nous verrons aussi à travers cet historique de la société consumériste que de nombreux événements concordent avec l'histoire de la consommation responsable, que nous avons préalablement établie. En fin de chapitre, nous verrons comment cette concordance est extrêmement significative, puisque nous défendrons l'hypothèse selon laquelle la consommation responsable aurait la même origine que la consommation de masse sur laquelle se fonde la république des consommateurs, décrite par Cohen. Une telle position apparaît plutôt paradoxale, puisque la consommation responsable se fonde sur une critique du monde de consommation massifié. Les travaux de Cohen nous démontreront toutefois que l'action citoyenne a été cruciale pour que puisse s'implanter ce qu'elle nomme la *république du consommateur*, et qu'en réalité il n'est pas nouveau que la participation politique des citoyens passe par la consommation. En fait, la société de consommation et la consommation responsable apparaissent paradoxales uniquement du point de vue selon lequel le mode de vie consumériste s'est implanté sous la force d'un complot systémique. Cette vision est largement répandue dans les groupes de gauche. Une fois que l'on reconnaît la part active des citoyens dans l'instauration de la société de consommation, cette thèse n'apparaît plus paradoxale,

mais au contraire elle apparaît logique, puisque l'égalisation de l'accès à la consommation et l'accès à des produits de qualité sont des problématiques qui sévissent depuis longtemps et qui existent encore aujourd'hui sous une problématique quelque peu différente alors qu'à présent nous réclamons un pouvoir d'achat pour les populations du Sud, plutôt que pour les Noirs du Nord, et nous réclamons aussi des légumes biologiques, plutôt que de la viande à bon marché. L'histoire nous aura appris qu'il est possible d'humaniser le capitalisme en apparence, mais que les réformes de ce type ne sont en rien un frein à sa croissance et que les crises qui menacent actuellement la terre et l'humanité ne peuvent être résolues par ces réformes, mais uniquement par une transformation du rapport à la nature et à l'humain. Nous chercherons ainsi à démontrer dans ce chapitre les fondements profonds de la domination sociale et de l'aliénation individuelle découlant du rapport de consommation capitaliste, afin de mettre à l'évidence que leurs souches sont beaucoup plus complexes et violentes qu'elles ne laissent le présager, et par le fait même qu'une simple répartition du pouvoir d'achat et l'instauration de nouvelles normes d'agriculture ne sauront affecter l'emprise et la puissance de ce système. Nous passerons ainsi à revues différentes critiques de la consommation de masse pour constater qu'elles concernent aussi la consommation responsable, qui finalement, comme nous l'avions anticipé, est insuffisante pour résoudre les trois impasses auxquelles font face les sociétés contemporaines.

2.1.1 Le taylorisme

Le taylorisme apparaît en 1880 aux États-Unis, sous l'inspiration de l'ingénieur Federick Winslow Taylor. Le but de sa théorie est d'organiser scientifiquement le travail, afin que celui-ci soit plus productif et par le fait même plus rentable. Aussi nommé l'*Organisation scientifique du travail*, le taylorisme cherche à déterminer la meilleure façon de produire. Dans *The Principles of Scientific Management* (1911) où il développe sa nouvelle méthode,

Taylor propose une double division du travail. La première est une division horizontale, où le procès de production est divisé en une multitude de tâches distinctes, chacune réalisée par un individu différent. Cette division du procès de production va permettre d'éliminer la perte de temps entre le changement de tâches, mais aussi de s'assurer que les conditions de réalisation des tâches soient toujours maximisées, tout en limitant les qualifications nécessaires à la réalisation du procès de production, ce qui était digne des artisans. Cette division horizontale du travail est aussi communément appelée le travail à chaîne, où finalement personne ne réalise la totalité de la production d'un bien. La division verticale du travail, ne concerne pas l'exécution du travail en soi, mais bien sa planification. Alors qu'anciennement les producteurs étaient aussi ceux qui conceptualisaient le travail, Taylor met au point une organisation où se sont les ingénieurs qui se chargent de coordonner les tâches, perfectionnant l'organisation des tâches. Cette double division du travail aura permis de faire grimper instantanément le niveau de productivité et par le fait même la rentabilité. Alors que les avantages pour le patronat auront été marquants, le taylorisme sera fortement critiqué pour sa déshumanisation du mode de production et pour l'aliénation des travailleurs, à présent privés de leur savoir-faire. Au niveau sociétal, le taylorisme a ouvert la porte à l'abondance matérielle et à la production de masse, ce qui marquera le premier jalon du fordisme, où la consommation de masse pourra connaître sa première phase.

Le fordisme a été initié par Henri Ford, pour la première fois en 1908, dans son usine du même nom. Au taylorisme, considéré comme l'un des aspects du fordisme, s'est ajoutée une politique salariale où Henry Ford s'engageait à payer la majorité de ses employés 5 \$ par jour, alors que le salaire moyen de l'époque était de 2 à 3 \$. Les raisons de cette décision sont multiples, parfois paternalistes, parfois philanthropes et parfois strictement stratégiques. Dans son ouvrage autobiographique, *Ma vie, mon œuvre*, Ford explique cette politique des hauts salaires de quatre façons. D'abord ayant préalablement instauré l'organisation scientifique du travail, Ford avait de la difficulté à maintenir une fidélité chez ses employés qui quittaient

souvent après peu de temps, dû aux conditions de travail déplorables. Ainsi, en instaurant de meilleurs salaires, il garantissait une plus faible rotation des salariés, mais aussi une meilleure compétence de ceux-ci du à leur expérience acquise dans l'usine. Ensuite, l'industriel voulait instaurer un lien de partages de bénéfices avec ses travailleurs, qui, profitant de ces profits, se sentiraient directement concernés par le bon fonctionnement de l'entreprise et qui par le fait même seraient plus assidus au travail. Ford voulait aussi instruire les familles ouvrières en leur permettant d'avoir de meilleures conditions de vie, autrement dit, il voulait les conformer aux normes de décence et de civisme. Finalement, l'entrepreneur voulait stimuler la consommation qui n'était pas suffisante pour soutenir la production. Comme l'on démontré Boyer et Orléan dans *Les transformations des conditions salariales entre théorie et histoire : d'Henry Ford au fordisme*, le projet ne s'est pas déroulé aussi bien qu'escompté et les bénéfices de cette transformation pour Ford lui-même n'aurons pas été à la hauteur de ses attentes. D'abord les efforts de guerre lors de la Première Guerre mondiale auront eu pour effet de réduire considérablement les ventes auxquelles s'attendait l'industrie. Ensuite, avec l'organisation scientifique du travail, 79 % des emplois exigeaient une formation de moins d'une semaine. Ainsi, même si les travailleurs partaient fréquemment, les nouveaux arrivants étaient rapidement capables de les remplacer, les compétences nécessaires aux postes étaient très limitées. Ensuite, l'inflation fit que le niveau de vie des ouvriers n'était que très peu touché par l'augmentation des salaires. Ainsi, la consommation ne connut pas de croissance fulgurante, sans considérer le fait que la hausse de la demande ne bénéficiait pas seulement à Ford, mais à tous les industriels et commerçants. En fin de compte les relations de travail harmonieuses et volontaires entre patrons et ouvriers, que devait instaurer le fordisme furent rapidement renversées par des relations syndicales, beaucoup plus conflictuelles. L'interprétation de Boyer et Orléan affirme, et ce avec raison, qu'une seule entreprise ne peut pas changer les normes salariales d'une société entière. L'instauration de meilleures politiques salariales devra être faite politiquement, lorsque le gouvernement imposera des lois obligeant les entrepreneurs à fournir des salaires décents, ce qui marquera une rupture profonde avec

l'idéal paternaliste. Malgré que ce ne soit qu'après la grande dépression des années 1930 que les salaires connaîtront une croissance stable et permanente, il était toutefois intéressant de voir comment dès le début du XXe siècle commence à s'instaurer avec les travaux de Taylor et de Ford, une vision révolutionnant le capitalisme afin que se mettent tranquillement en place une société où la production de masse et la consommation de masse seront des piliers essentiels. Aussi, ce que nous rappelle cette transformation historique est que le capitalisme est en besoin de révolution constante afin de maintenir sa croissance illimitée, nous verrons comment cette révolution fordienne ne sera qu'une parmi d'autres.

2.1.2 La grande crise

Alors que le *Jeudi Noir* aura été la marque du déclenchement d'une crise boursière en 1929, suite à l'éclatement d'une bulle financière, la plus grande dépression du XXe siècle prendra rapidement la forme d'une crise de surproduction. Un déséquilibre dérisoire entre le niveau de production instauré par le fordisme et la consommation qui tardait à s'installer aura inévitablement mené les États-Unis dans une décennie de récession perpétuelle. Aussi économiquement creuse soit-elle, cette époque marquera tout de même la naissance de ce que Lizabeth Cohen appelle le *citoyen consommateur* (Cohen, 2003, p.18). Précédemment à cette époque, la notion même de consommateur était quasi inexistante. Ce n'est donc qu'à partir de la crise des années 1930 que le statut social du consommateur va prendre forme sur la scène publique, plus spécifiquement sur la scène politique. Évidemment, une première vague de consommation massive aura suivi la révolution industrielle à partir de la fin de XIXe siècle, à laquelle se développait parallèlement un début de mobilisation sociale sur les droits des consommateurs. Ce mouvement resta toutefois marginal. À partir des années 1920, la consommation de masse était physiquement possible en termes productifs, du à la récente révolution technique de l'industrie. Il faudra tout de même attendre 1930 pour que les individus se perçoivent eux-mêmes comme des consommateurs cherchant à maximiser leur pouvoir d'achat. Cette image est bien différente de celle précédente, où les citoyens restaient

dans l'échange de biens substantifs, et où le marché servait à combler des besoins réels, plutôt qu'à tirer un maximum de profit des échanges. Cette prise de conscience des intérêts des consommateurs marqua une multiplication des biens de luxe, mais surtout elle marqua le début de la prise de position politique en tant que consommateur. Entre les années 1930-1940, la crise de surproduction va facilement être traduite par une crise de sous-consommation, marquant ainsi une seconde vague, cette fois-ci beaucoup plus importante, du mouvement des consommateurs. C'est alors que l'on se mit à donner un rôle politique et économique central aux consommateurs. Captant l'intérêt des politiciens pour leur capacité à stimuler la reprise économique, l'on pouvait dénoter deux rôles consommateurs. La première tâche de ceux-ci était de maintenir le bien général de la nation en s'assurant de la conservation du pouvoir politique des gouvernements. La seconde responsabilité était de contribuer au bien-être de la société par la consommation, sans pourtant se mêler des instances politiques. Ces deux rôles, évidemment contradictoires, créèrent bizarrement un consommateur à la fois politiquement passif, et à la fois, impliqué dans des luttes de défenses des droits de consommateurs, et aussi quelques fois, impliqué dans la défense des droits citoyens. Les conditions de la crise, marquant un taux de chômage élevé et des salaires de misère, entraînèrent ce nouveau rôle social des consommateurs qui se mobilisaient autour de la défense de leurs droits, afin de limiter les effets néfastes de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la corruption. Malgré que le premier acte américain légiférant la qualité des produits parus en 1906, le *Pure Food and Drug Act* et le *Meat Inspection Act*, les réglementations étaient largement insuffisantes pour contrer les conditions de consommation déplorables. Le gouvernement étasunien tardant à réglementer sérieusement les produits afin de protéger les consommateurs des leurres, des injustices et des dangers, ces derniers se mirent à s'organiser afin de concilier la pression politique. Majoritairement organisés par des femmes de classes moyennes, sous des bannières tels que *National Consumer's League*, les groupes de défenses des consommateurs se mirent aussi à mettre de la pression sur l'État et sur les employeurs afin d'établir de meilleures normes de production, tant sur le plan des

salaires que de la santé et de la sécurité des travailleurs. Il faudra toutefois attendre le gouvernement du New-Deal, sous le président Roosevelt, pour que se mette concrètement en place une législation protégeant les consommateurs eux-mêmes. C'est uniquement sous le New-Deal que naîtra un État régulant l'économie et mettant en place divers services sociaux, institutionnalisant ainsi la protection du public. Ce régime politique permit de concilier une pluralité de groupes sociaux et d'individus, qui par leur disparité n'avaient pour ainsi dire pas de droits socio-économiques, équilibrant ainsi un peu le pouvoir entre les entrepreneurs et les citoyens. L'essentiel défit du gouvernement du New-Deal était de sortir le pays de la crise sans pour autant remettre en question les bases du capitalisme. Évidemment toute la question de la libre concurrence resurgit en incitant le gouvernement à limiter son interventionnisme, alors que le patronat se sentit extrêmement menacé par cette mobilisation des consommateurs que l'on tenta de discréditer de diverses façons notamment en les associant à l'idéologie communiste. La méfiance des entreprises n'empêcha pas le gouvernement Roosevelt de voir dans l'intérêt des consommateurs l'essentiel de la voie à prendre pour sortir la nation de la crise. C'est ainsi que l'intérêt public fut considéré avant tout sur les bases de la consommation, en d'autres termes, c'est alors que le gouvernement se mis à associer la santé nationale, l'intérêt public et la consommation, comme ne faisant parti d'un seul tout qui permettrait de retrouver une prospérité économique, et par le fait même nationale. Surtout, pour le gouvernement de Roosevelt, l'interventionnisme permettait l'expansion des marchés par la consommation de masse, mais uniquement si les consommateurs étaient juridiquement protégés. Jusqu'à présent les abus des entrepreneurs avaient limité la croissance économique que pouvait permettre la consommation. Le New-Deal, malgré son interventionnisme avantageait les instances économiques traditionnelles, notamment en protégeant les fermiers avec le *Agriculture Adjustment Act* (1933), limitant les variations sur le marché de l'agriculture en octroyant des subventions et en régulant la production, ou encore avec le *National Industrial Recovery Act* (1933), planifiant la relance des industries. Le but du New-Deal n'était donc pas de défavoriser les compagnies ou les citoyens, mais bien de créer un

État médiateur entre les producteurs, les consommateurs, la société civile, afin d'instaurer une consommation qui permettrait de sortir de la crise, évitant ainsi l'option du fascisme ou du communisme qu'avaient empruntée d'autres pays. C'est alors que se sont mises en place de nombreuses instances gouvernementales avantageant les consommateurs, mais de façon plus générale les citoyens, tel que le *Consumer's Advisory Board*, ou le *Consumer's Guide*, ou encore le *National Recovery Administration* (NRA).

Comme il fut brièvement noté dans l'historique de la consommation responsable, les femmes et les Noirs eurent un rôle marquant dans l'émergence des droits des consommateurs, notamment puisque ce fut aussi une époque de l'affirmation des identités sociales, plus particulièrement pour les groupes les plus discriminés de la société. D'abord chez les femmes, le militantisme se développa principalement à l'intérieur de groupes déjà existants, qui, voyant les injustices, se mobilisèrent afin qu'elles et leur ménage profitent davantage des bénéfices de l'industrialisation de masse. Campagnes de boycott, pressions gouvernementales, conférences de sensibilisation, publications de faits saillants, voir même lobbying, ces groupes de femmes tels que le *General Federation of Women's Club*, le *National League of Women Voter's*, ou le *National Federation of Business and Professional Women's Club*, pour ne nommer que ceux-ci, eurent un rôle prédominant dans les avancées des droits des consommateurs. Étant reconnue comme la plus grande mobilisation féminine après celui de suffragette de 1920, la plus grande victoire des femmes de l'époque aura été d'avoir fait naître en 1938 le *Federal Food, Drug and Cosmetic Act*, légiférant la qualité des produits. Les noirs aussi connurent une part importante de l'expression de leur entité sociale par des actes de consommation. Déjà dans des situations économiques précaires, les noirs auront notamment fait des boycotts comme il fut mentionné dans l'histoire de la consommation responsable, mais auront aussi orienter massivement leur vote afin de s'assurer du maintien du gouvernement Roosevelt, afin que se poursuive le New Deal. En fait les noirs ont par divers moyens contribué à politiser les habitudes de consommation, en se servant eux-

mêmes de la consommation pour affirmer leur participation politique, et ce même si dû à un taux de chômage extrêmement élevé leur rôle économique était restreint. Ils semèrent toutefois à l'époque l'idée du pouvoir de l'achat dans leur communauté, en affirmant le droit à l'égalité et en se servant du boycott comme principale campagne de sensibilisation pour que s'instaure le respect de leurs droits civiques.

L'on vit ainsi tranquillement se dessiner l'histoire commune des deux types de consommations, soit celle responsable et celle de masse, que l'on sépare catégoriquement aujourd'hui, et que l'on considère généralement comme étant fondamentalement différentes. Cette période de crise nous démontre toutefois certes le rôle prédominant du gouvernement dans l'instauration de la consommation de masse, mais surtout l'on constate le rôle du gouvernement dans l'affirmation du rôle politique des consommateurs, et ce par le biais de divers droits sociaux et instances sociales. C'est donc largement dû au gouvernement du New-Deal, si l'on a octroyé des droits aux consommateurs, mais aussi que l'on a développé une conception selon laquelle les consommateurs peuvent être actifs sur la place publique, comme le sont aujourd'hui les consommateurs responsables. Évidemment, la nature de ce rôle politique reste à être discuté ce que nous ferons plus loin dans ce chapitre, mais gardons tout de même à l'esprit qu'avant de lutter pour des droits sociaux internationaux, les consommateurs luttaient avant tout pour maximiser leur pouvoir d'achat des populations locales marginalisées, ce qui fut permis par le gouvernement du New-Deal, qui parallèlement tentait aussi de faire bénéficier les entreprises, afin de sauver le capitalisme de la débâcle que lui fut prendre la crise de 1929. En d'autres termes, les droits des consommateurs, leur rôle politique, et la notion même de citoyen consommateur furent instaurés dès les débuts dans l'unique but de sauver le capitalisme, afin donner à la consommation l'importance politique qu'elle devait avoir pour sauver l'économie. En continuant dans la voie de l'abus des entreprises en termes de qualité de produit et sans consommation soutenue, il est inévitable que le capitalisme serait entré dans une crise suffisamment profonde pour marquer sa

destruction, c'est donc dans le but de sauver cette économie que des sacrifices en termes de droits des consommateurs furent fait.

2.1.3 La Guerre et l'après-guerre

Alors que la guerre sera reconnue par plusieurs comme l'un des facteurs primaires de la sortie de la grande dépression qui a sévit pendant les années 1930, la consommation pour sa part ne connaîtra pas de croissance fulgurante pendant cette période, et ce, essentiellement due à l'effort de guerre exigeant que les populations se limitent dans leurs besoins. L'on demandait en fait au consommateur de participer activement à la gestion des ressources limitées. L'interventionnisme de Roosevelt avec le New-Deal, fut transformé en interventionnisme de guerre, où cette fois-ci le gouvernement devait non seulement gérer une guerre outre-mer, mais aussi instaurer une solidarité patriotique avec de grandes implications économiques, notamment aux États-Unis avec l'instauration de l'OPA (Office Price Administration) qui avait pour mandat de réguler les prix et les rations. Selon Cohen, (Cohen, 2003, p.63) il faut toutefois noter que la reprise économique, coïncidant avec le début de la guerre, aura considérablement fait grimper les salaires, tout en doublant la taille de la classe moyenne, augmentant, par le fait même, la consommation des ménages qui subissaient la crise depuis 10 ans. Les salaires et la consommation n'auront pas toutefois augmenté conjointement, le rationnement versus le plein emploi aura eu pour effet de stimuler l'épargne. De nombreuses campagnes publicitaires incitaient à l'épargne en prévision de la fin de la guerre, où il serait désormais possible de profiter pleinement des économies. Selon les dires de Cohen, il est estimé qu'en 1945 aux États-Unis, 21 % des revenus étaient destinés à l'épargne. Une grande part de l'espoir de la consommation d'après-guerre était dirigée dans l'acquisition de la maison unifamiliale, typique des banlieues nord-américaines. Ces dernières devraient toutefois être vêtues de divers électroménagers, tels que laveuse, télévision, bouilloire, grille-pain, cafetière, etc. Ce qui laissait évidemment planer beaucoup de fantasmes consuméristes sur la grande prospérité qui devait suivre la fin de la guerre, d'autant

plus qu'il n'y avait pas grand-chose à consommer pendant la guerre. Cette privation gentiment demandée aux consommateurs, mais aussi imposé par diverses régulations telles que le rationnement, impliquait aussi une certaine forme de jugement sur les bons et les mauvais patriotes. Le bon citoyen, donc le bon patriote, était celui qui consommait peu afin de contribuer le plus possible à l'effort de guerre. Cela menait évidemment à des dilemmes, voir même à des conflits entre ce que la production de masse avait permis de produire, la privation obligée durant la crise et la privation incitée pendant la guerre, mais dans des conditions d'abondance du pouvoir d'achat. Cette consommation d'après-guerre des bons citoyens était notamment incitée par une politique mise en place aux États-Unis, comme ailleurs, soit les Obligations de guerre, ces prêts faits aux gouvernements pour financer la guerre, qui seraient remboursés à la fin de celle-ci.

Les femmes jouèrent évidemment un grand rôle économique durant la guerre, notamment en travaillant dans les usines pour remplacer les hommes au combat, mais aussi en maintenant le rôle de gardienne du bien commun national, que leur avait donné leur implication marquante pendant les années de crises. C'est alors surtout que la femme devient l'image du consommateur américain participant activement à l'effort de guerre. La guerre fut ainsi pour les femmes une occasion unique de prendre davantage de place dans la vie publique tant à un niveau économique que politique, en incitant au respect du rationnement, et à la prise d'obligation. Les noirs pour leur part profitèrent aussi de la guerre pour réclamer une justice consummatrice. Avant la guerre la discrimination raciale faisait en sorte que les Noirs payaient généralement plus cher pour leur logement et leurs biens de subsistances, n'ayant aucune législation sur les prix, il était difficile à la fois de prouver cette discrimination, mais aussi d'exiger une équité. Avec les politiques économiques de la guerre, les régulations de prix et le rationnement ouvrirent la porte à ce que les noirs exigèrent de payer le prix dicté par la régulation étatique. Ainsi, la consommation égalitaire des Noirs fut

la marque de la reconnaissance de leur pleine citoyenneté et ce non seulement au niveau juridique, mais aussi dans leurs activités économiques quotidiennes.

Une fois la guerre terminée, de nombreux débats eurent lieu à savoir s'il devait y avoir un maintien de la régulation des prix des biens de consommation. L'une des principales préoccupations était que l'économie replonge en récession sous le poids de l'inflation qui allait sans doute faire son effet avec le retour de la loi de l'offre et de la demande. Finalement l'OPA perdit son mandat régulateur en 1946. Entre juin 1946 et juin 1948 les prix grimpèrent en moyenne de 47 %, ce qui évidemment incita de nombreuses manifestations citoyennes de boycott, notamment avec une grande campagne sur le prix de la viande. Les femmes furent encore bien présentes, en demandant souvent la réhabilitation de l'OPA. Sans succès l'autorégulation des marchés suivit son cours, mais l'on vit toutefois naître ce que Cohen appelle la *république des consommateurs*, où la démocratie se voyait tranquillement remplacée par la consommation de masse qui saurait à présent connaître sa pleine expansion en élevant le niveau de vie pour tous, mais surtout qui garderait son pouvoir de négociation politique que lui avait permis d'acquérir la crise et la guerre. En d'autres termes la guerre mit la table pour que la consommation devienne un lieu de négociation politique des citoyens.

Étonnamment, le déroulement historique que fait Cohen démontre que la société de consommation de masse ne s'est pas fait imposé de façon totalitaire par des complots corporatifs, mais bien qu'elle s'est instaurée graduellement avec d'une part les entreprises qui cherchaient à développer leur marché, de l'autre part les citoyens qui cherchaient toujours à améliorer leurs conditions matérielles de vie, et finalement pour sa part le gouvernement qui cherchait à harmoniser au meilleur de ses compétences la relation entre ces partis. Il aurait évidemment été facile tant pour Cohen que pour notre démarche sur la consommation responsable de diaboliser les entreprises et de victimiser les citoyens qui se seraient fait embourber dans la roue consommatrice contre leur gré. Force est de constater qu'une grande

part de ce que Cohen appelle la *république des consommateurs* s'est construite à partir des revendications citoyennes, et non uniquement à partir des pressions corporatives. La période de l'après-guerre de reconversion ne fera pas exception à cette tendance, où surtout les noirs maintiendront leurs revendications à l'égalité, d'autant plus que les promesses de l'égalité et de l'abondance pour tous promises durant la guerre ne se réaliseront pas aussi bien qu'espérées.

Les années de crise, suivies des années de guerres ont laissé les citoyens nord-américains dans une grande hâte de l'abondance matérielle. La prospérité financière durant la guerre, et les carences de biens, laissa, comme il fut préalablement mentionné, beaucoup d'épargne pour la période de l'après-guerre. La production de masse possible depuis déjà un bon moment, devait finalement trouver son acolyte la consommation de masse. Cette dernière devait essentiellement éliminer les inégalités de richesses, en rendant les biens disponibles pour tous et à des prix raisonnables, mais elle promettait aussi une société universellement prospère. En fait, la consommation de masse était perçue à l'époque comme une triple solution, d'abord au niveau économique elle était source de croissance, ensuite au niveau politique elle était synonyme de démocratie et d'égalité et finalement au niveau idéologique elle était le symbole de l'autorégulation du marché. Cet aspect idéologique ne faisait évidemment pas unanimité, puisque l'interventionnisme de l'État, présent depuis le New Deal, avait permis de sortir la nation de la crise, mais il avait aussi permis de sortir de la guerre avec une prospérité économique certaine. Alors que beaucoup souhaitaient que l'État instaure une politique de plein emploi, d'autres voulaient que le marché trouve de lui-même son équilibre. Les politiques de plein emploi servaient essentiellement à assurer la demande des consommateurs, qui se voyaient à présent décerner la responsabilité de maintenir la stabilité nationale par le biais de la consommation. Les interventionnistes auront certes gagné la bataille de l'après-guerre, où dès 1946 une politique du plein emploi aura été instaurée, et où de nombreux services sociaux contribuaient à maintenir le pouvoir d'achat des ménages. Tout

comme pendant la guerre, le bon citoyen était avant tout un bon consommateur, qui pendant la guerre se privait pour économiser et qui à présent dépensait pour assurer la prospérité économique nationale, témoignant d'une solidarité avec les autres citoyens. Entre 1946 et 1956 la consommation des biens et services aurait doublé et allait redoubler avant 1970 et ce malgré les récessions qui ont frappé les années 1953, 1957 et 1961. (Cohen, 2003, p.121) Comme prévu un nombre incroyable de maisons unifamiliales fut construites dans les années 1950. Une fois construites et habitées, il fallut les remplir avec une panoplie d'objets ménagers produits industriellement, ce qui représentait évidemment un marché durable. Le milieu industriel ne fut toutefois pas le seul à connaître cet essor, puisque le secteur tertiaire, constitué de services fut aussi largement sollicités. En 1960 une maison sur quatre avait été construite dans les années 1950, et ce, principalement dans les banlieues. Il est estimé qu'à l'époque 62 % des Américains étaient propriétaires immobiliers. Évidemment les économies qui avaient été amassées durant la guerre permirent une sortie de guerre plutôt glorieuse économiquement, mais ces épargnes furent rapidement épuisées. Devant toutefois soutenir la croissance économique, afin de maintenir, voir même d'augmenter le niveau de consommation, la solution fut évidemment le développement d'une multitude de prêts, tant hypothécaire, combinés à des mises de fonds basses, mais aussi de nombreux crédits à la consommation, sur des voitures par exemple ou encore avec l'invention des cartes de crédit distribuées directement par les grands commerçants. Cohen mentionne d'ailleurs que dans les années qui ont suivi la guerre le taux d'endettement des ménages augmentait plus rapidement que les salaires.

La guerre froide qui suivra directement la Seconde Guerre mondiale servira d'ailleurs grandement à renforcer cet idéal idéologique de liberté, de démocratie, de prospérité, d'égalité, qui servira finalement à mettre sur pied les bases de *The American Way of life*. Cette façon de vivre à l'américaine deviendra telle une religion, souvent autant dogmatique et présentée comme l'unique façon de prospérer également. Tous mouvements de

contestation des valeurs libérales seront rapidement stigmatisés de communiste, ce qui portera grandement atteinte aux mouvements des consommateurs durant la guerre froide. En plus, l'abondance matérielle donnera finalement l'impression que le niveau d'exploitation était moins élevé, la majorité des gens bénéficiant après la guerre d'un pouvoir d'achat beaucoup plus élevé qu'avant la guerre.

Cette période marquée par le besoin de stimuler les besoins des consommateurs marquera aussi la naissance de la psychologie des consommateurs, où les entrepreneurs chercheront à prévoir le comportement des acheteurs. Afin de stimuler les marchés, les compagnies chercheront désormais à prévoir les comportements futurs, mais aussi à comprendre le raisonnement des individus venant pour acheter, tant au niveau de la sécurité, de la marque, de l'utilité, du prix, etc. Cela dit, l'intérêt des compagnies pour la psychologie des consommateurs ne sera à cette époque qu'à son stade précoce. Ce n'est que plus tard que ces dernières commenceront à littéralement utiliser les outils développés par les sciences sociales pour stimuler et influencer les marchés.

Le retour des hommes des champs de bataille, fit évidemment que les femmes furent très fortement incitées à retrouver leur cuisine, mais surtout leur fit perdre une grande part de l'influence publique qu'elles avaient acquise sur la scène politique durant la guerre, leur faisant ainsi perdre l'autorité civile qu'elles avaient gagné lors des années de guerre. Ce retour du père pourvoyeur sera notamment grandement facilité par le G.I. Bill of Rights. À la base, le but du G.I. Bill of Rights était de faciliter le retour au bercail des soldats, en leur donnant des outils de réinsertion sociale, mais en fait cette politique allait largement contribuer à la redéfinition des rôles de genres, de races et de classes au retour de la Seconde Guerre mondiale. Plus concrètement le G.I. Bill of Right était un plan constitué principalement en trois points, le premier était de fournir un revenu minimum aux soldats revenus des champs de bataille. Ce programme leur octroyait un salaire de 20 \$ par semaine leur donnant la

chance de se réorienter dans un autre domaine. Ensuite, ce projet leur offrait aussi divers domaines de formation, afin de parfaire leur scolarité. Finalement, le plan favorisait aussi diverses formes de prêts, hypothécaires ou entrepreneuriaux pour les anciens soldats, que garantissait le gouvernement auprès des institutions financières. Par ces trois moyens de bases le G.I. Bill devait permettre aux soldats victorieux de mieux réintégrer la société américaine, mais en faisant ainsi, il aura aussi eu pour effet d'accentuer les différences entre les groupes sociaux en permettant une grande mobilité sociale à ces soldats, sans pour autant que puissent suivre les autres groupes comme les femmes ou les noirs. Ne serait-ce, par exemple, qu'avec l'augmentation de l'accessibilité aux universités ou encore aux prêts avec des taux d'intérêts spéciaux, les anciens soldats, grandement avantagés dans cette période auront pu d'une part se réapproprier l'influence que les femmes avaient acquise durant la guerre, mais aussi réaffirmer leur supériorité sociale devant leurs collègues noirs. C'est aussi au retour de la guerre que se mis en place le rapport d'impôt et l'instauration de l'impôt progressif, devant diminuer l'écart entre les classes économiques. Ces premiers rapports d'impôt favorisaient largement les familles et les hommes chômeurs, incitant ainsi à ce que les femmes ne travaillent pas et redeviennent dépendantes de leur mari. Aussi les femmes étaient largement discriminées face au crédit, à la scolarité, voire même aux emplois. Le rôle des femmes s'est donc rapidement transformé en un rôle d'acheteuse qui s'assurait du bon fonctionnement des ménages en procurant les biens nécessaires, mais ce toujours sous l'autorité économique du mari.

Pour leur part, les Afro-Américains s'imaginaient sortir de la guerre avec un statut social égal à celui des américains blancs, puisqu'ils avaient combattu à leur côté pendant ces années défendant aussi les idéaux de la nation étasuniennes. Toutefois même pour les ex-G.I. afro-américains, une discrimination perdurait, voir même qu'elle était accentuée par l'ascension sociale des hommes blancs. La ségrégation des noirs et les luttes pour l'égalité qui ont suivies pendant les années 1920-1930, s'étaient certes soldées en échec, mais elles avaient

au moins marqué la sortie publique et les revendications politiques des afro-américains. Pendant la guerre, leur participation aux combats, et les avantages acquis leur laissaient présager la fin des inégalités. La fin de la guerre confirmera toutefois la fausseté de leurs espoirs, lorsqu'ils se firent de nouveau exclure de l'espace public où ils luttèrent pour leur droit à la consommation. Les Noirs d'Amérique se retrouvaient toutefois beaucoup mieux armés que dans le passé, puisqu'ils avaient acquis cette fois-ci un certain sens de la politique, de l'économie et de la scolarité, qui les aidaient même si ces acquis les laissaient tout de même désavantager face aux Blancs. Les noirs se retrouvèrent donc avec l'accès aux services publics, tel que les hôpitaux et les écoles, mais la discrimination persistait dans les domaines relevant de la discrétion particulière telle que les emplois ou les magasins. En théorie, les anciens soldats noirs et des femmes ayant combattu pendant la guerre avaient droit aux mêmes avantages que les hommes blancs, mais dans les faits ils subissaient une forte discrimination.

Évidemment il aurait été facile de s'imaginer un programme d'aide semblable à celui des soldats, mais axé plutôt sur de l'aide aux classes économiques les plus défavorisées, notamment en instaurant de meilleures conditions syndicales, plutôt que de soutenir un programme d'aide individualisé favorisant les hommes blancs. Dans les faits le G.I. Bill, était tranquillement en train de constituer les bases des grandes banlieues américaines de classes moyennes en permettant une grande mobilité sociale aux hommes d'origine caucasienne. Le *Taft Hartley Act* 1947 faisait d'ailleurs retour sur les acquis syndicaux du New Deal, en entravant le travail des organisations syndicales en prohibant des actions tels que le boycott, les manifestations ou les grèves, et en permettant l'emploi de briseurs de grève. (Cohen, 2003, p.153) Ainsi, d'une part le G.I. Bill laissait une grande place à la discrimination, en axant sur l'aide individuelle et de l'autre part le Taft Hartley Act ne laissait autre choix aux syndicats que de s'orienter vers des luttes individualisées pour défendre avant tout le pouvoir d'achat

des particuliers, axant ainsi les débats des classes sociales presque uniquement sur cette question de la consommation.

Les résultats escomptés de G.I. Bill n'auront pas tous été atteints, au contraire, beaucoup de citoyens qui auraient pu en profiter ne l'ont pas fait. Essentiellement, il aura été bénéfique pour les hommes blancs ayant déjà un certain statut social et économique qui n'auront fait que parfaire cette position, mais de l'autre côté, il aura tout de même servi à renforcer les inégalités qui devaient s'estomper avec la consommation de masse. Jugé du point de vue de la consommation, l'après-guerre aura certes été marquée par une plus grande accessibilité aux biens, mais du point de vue des emplois et de la scolarité cette période maintient voir même accentue les inégalités et la discrimination. Mais chose certaine, est que l'on verra manifestement une réorientation des luttes sociales à cette époque mettant l'accent plus particulièrement sur les droits individuels de consommation. L'une des plus évidentes marques de ces nouvelles discriminations et cette nouvelle orientation des luttes sociales se trouve selon Cohen dans le développement des banlieues, mais aussi dans les inégalités flagrantes entre celles-ci. Alors que la guerre en laissait envier plus qu'un sur le rêve de la maison unifamiliale typique, les banlieues avec leurs autoroutes, leurs grandes cours et leurs stationnements se développaient à perte de vue, marquant ainsi un exode urbain. La demande de maisons, augmentant évidemment le prix de ces dernières, avait toutefois pour effet de les rendre inaccessibles aux familles plus démunies. Désavantagés par leur scolarité et leur emploi, les noirs avaient rarement accès à ce genre de consommation, ce qui eut pour effet de créer des quartiers typiquement ethniques, avec des banlieues blanches et des villes noires. Cette séparation eut pour effet selon Cohen de renforcer l'exclusion, puisqu'auparavant il y avait certes du racisme, mais les différentes cultures devaient tout de même cohabiter dans les centres urbains, alors qu'à présent aucune proximité ne les unissait. En plus, les municipalités commencèrent à prendre à leur charge de nombreux services, ce qui vient d'autant plus accentuer les inégalités de l'accessibilité des services publics, notamment avec des écoles,

telles que les Community College, essentiellement payés par des taxes municipales. D'autres méthodes furent employées pour s'assurer du statut économique des habitants des banlieues, notamment avec le zonage des lots qui s'assurait d'une taille minimum des terrains, et par le fait même d'un prix minimum de ceux-ci, ou encore en imposant des taxes municipales élevées, s'assurant l'accès unique à une clientèle fortunée.

Alors que les banlieues restèrent dépendantes des villes pour un certain temps en termes de consommation, elles allaient rapidement développer les centres d'achats afin de rapprocher la consommation des consommateurs. Le concept des centres d'achat était essentiellement de reconstituer le paysage consommateur des villes, sans pour autant avoir le souci de la distance et de l'encombrement, notamment avec le stationnement et le trafic automobile. Ces petites cités piétonnières cherchaient finalement à unir dans un même lieu la réponse aux besoins de toute la famille, tout en pouvant y passer toute la journée à magasiner, manger et se divertir avec les arcades ou le cinéma. La fonction sociale des centres d'achat allait toutefois dépasser celle du divertissement, puisque ces lieux allaient non seulement devenir des centres économiques, mais aussi et surtout, les centres communautaires des banlieues en reprenant l'importance jadis accordée aux églises. Ces marchés d'allure urbaine devinrent en fait le point de ralliement des communautés, en cristallisant la vie des banlieues à présent autonomes des villes. La consommation de masse devient avec l'instauration des centres d'achats plus accessible tant dû à la proximité que de la concentration des services, mais elle se massifia aussi beaucoup avec la multiplication des chaînes de commerces, qui firent connaître la fin de l'heure de gloire des commerces locaux. Paisible, sécuritaire, pédestre le centre d'achat confirma le confort de se retrouver entre nos confrères blancs de classe moyenne pour une belle après-midi de balade magasinière.

Alors que les centres culturels, sportifs, religieux et politiques se firent déloger par la naissance des centres d'achats, Cohen constate aussi que cette transformation bouleversa les bases mêmes de la société en privatisant l'espace public. Malgré que tous avaient en théorie

accès aux centres d'achats, il demeure que ces lieux appartenaient, et appartiennent toujours, à des propriétaires privés. Au début cela créa un certain problème au niveau légal, à savoir s'il était possible de faire de la discrimination officielle à l'intérieur de ces murs ou encore d'y interdire toutes manifestations politiques ou militantes. Avec le *Marsch Doctrine*, il fut considéré que malgré qu'un lieu soit considéré privé, comme le centre d'achat, il est accessible au public, donc est considéré comme l'extension de la rue, et par le fait même les droits sociaux s'y appliquent. Malgré cette liberté d'expression et ce droit d'entrée qui fut permis à tous, il demeura qu'une très forte influence du privé limitait ces lieux commerciaux, ne serait-ce que par le droit d'affichage entièrement dominé par la publicité, mais surtout par la marque de la consommation comme principale occupation sociale. C'est ainsi que le centre d'achats en tant que lieu communautaire par excellence venait déloger l'importance des autres implications citoyennes, alors que la consommation devenait la principale occupation sociale. Insistant sur les besoins des familles, les centres d'achats devenaient aussi un important lieu de réunion familiale, orientant non seulement la vie sociale, mais aussi la vie privée. En 1949 sera voté le Freeman Bill garantissant l'accès de tous aux services publics, incluant les commerces, ce qui sera un grand pas vers l'ouverture de l'espace public aux femmes et aux noirs, mais surtout ce qui marquera d'autant plus l'accès pour tous à la consommation de masse.

Alors que la consommation de masse était considérée après la Seconde Guerre Mondiale comme un outil d'égalisation, le marché cherchait avant tout à uniformiser et accroître les besoins des consommateurs. Constamment axés sur la majorité blanche de classe moyenne et visant avant tout à ce que tout le monde se sente concerné par les besoins de ces groupes, certains signes laissaient entrevoir que le marché des maisons unifamiliales bien garnies allait éventuellement se saturer. La récession de 1957 confirma le besoin de ne plus orienter le marché sur la conformité de la classe moyenne, mais plutôt de mettre l'accent sur la diversité, en créant une inconcevable panoplie de styles, de couleurs, d'odeurs, de tailles,

de qualités, qui viendrait stimuler la demande selon des besoins respectifs. Dans les années 1960 et 1970, cette segmentation des marchés allait encourager le perfectionnement de la symbolisation consummatrice. Évidemment il n'était pas nouveau que les biens de consommation soient perçus comme des symboles sociaux forts, mais avant la segmentation des marchés ils n'étaient pas déterminants dans la construction des personnalités. L'âge, le sexe, la classe, l'ethnie, l'emplacement géographique, l'excentricité, la scolarité, les loisirs seront tous d'aussi bonnes raisons les unes que les autres pour se distinguer dans nos besoins et dans notre consommation. Pour les commerçants, cette nouvelle segmentation des marchés allait évidemment exiger une meilleure connaissance des sujets à exploiter, alors que les bases de la psychologie des consommateurs étaient déjà utilisées, l'on allait à présent emprunter des nombreux outils aux sciences sociales afin de mieux comprendre les mécanismes de catégorisation sociale. Les commerçants, développant la science du marketing, allaient littéralement emprunter les catégories sociales aux sciences humaines afin de s'en servir comme outils d'analyse, de prévisions, mais aussi d'influence. Cette époque marquée par une sophistication des techniques marchandes, contribuant à la segmentation, sera aussi marquée par une explosion des points de vue politiques sur la scène publique. L'expression des différences par la consommation, marquera la fin de la conformité, et l'acceptation de la différence, mais aussi la récupération de ces différences par les instances marchandes. Comme nous le verrons avec les travaux d'Andrew Potter dans la *Révolution consommée*, la différence, voir même la contestation de l'espace marchand ne sera plus considérée comme un obstacle à la consommation, au contraire, cet espace de contestation deviendra un lieu de créativité pour le marché, qui saura très bien reprendre à son avantage même les plus virulentes critiques, notamment par exemple en créant un espace de consommation typiquement féminin pour contrer les critiques voulant que les femmes soient exclues de la consommation de masse. Ce tour de force du système lui permettant de tirer avantage des critiques de ses adversaires, laisse évidemment présager que la consommation responsable sera aussi un lieu de récupération, nous traiterons toutefois de cette question

ultérieurement. Alors que les nouveaux maîtres du marketing approfondirent et profitèrent de cette segmentation, les politiciens feront de même en se servant de divers statuts sociaux des consommateurs pour gagner du terrain en influence politique. Ainsi, partout dans la sphère publique vont s'accroître des traits de différenciation des groupes divisant selon l'âge, l'ethnie, la classe. Ce sont aussi les luttes sociales elles-mêmes qui vont grandement se segmenter en se spécifiant autour de ces groupes très spécifiques. Les instances juridiques contribueront beaucoup à cette implantation de la segmentation en octroyant des droits très particuliers aux groupes les plus discriminés.

Alors qu'une première vague consumériste était marquée par l'ère progressive d'avant la crise, une seconde par le New Deal, une troisième vague marquera la consommation dans les années 1960-1970, où l'on pourra dénoter une concrète politisation de la consommation désormais protégée par des lois et des législations. Tant au niveau de la nourriture, des médicaments, des fausses publicités, du crédit, les abus des commerçants de toutes branches vont forcer le gouvernement à s'impliquer dans la réglementation de la consommation. En plus, la segmentation des marchés aura eu pour effet de raviver les revendications particulières, en politisant les groupes d'identification. Même si les questions législatives étaient très étroites et particulières, de nombreux débats sur la pauvreté furent ouverts notamment avec la révélation publique de l'abondance des consommateurs à faible revenu. Ainsi, la pauvreté et les abus des marchands servirent essentiellement à mettre en évidence les imperfections du marché autorégulateur, tout en démontrant la nécessité d'une réglementation étatique plus sévère, marquant une fois de plus la fin de l'illusion égalitariste de la consommation. Cette troisième vague politique de consommation se fit par trois niveaux d'actions étatiques, la première fut de créer des lois pour protéger les consommateurs, la seconde fut un interventionnisme étatique favorisant les consommateurs face aux compagnies et le troisième fut de créer une voie permanente des consommateurs au sein des gouvernements. Évidemment aucun de ces trois niveaux d'intervention n'est venu

remettre en question les bases du capitalisme, mais au contraire elles eurent pour effet de redonner confiance aux consommateurs dans le système. Ainsi, malgré les nombreuses critiques et les effets néfastes, les bases du système de consommation ne furent pratiquement jamais réellement remise en question, du moins jamais par les institutions officielles. Avec cette troisième vague de consommation le nombre l'organisation tant nationale, étatique que locale explosa, critiquant la perte du pouvoir d'achat. Femme et noirs seront encore au rendez-vous afin de défendre leurs droits.

Cela nous amène donc à conclure que la *république des consommateurs* s'est grandement développée sous l'influence des revendications des groupes sociaux réclamant de meilleurs pouvoirs d'achat pour soutenir le consumérisme. Comme Cohen nous l'a démontré, les groupes de pression, principalement de noirs et de femmes, ont été aux barricades pour défendre le droit des consommateurs et ont beaucoup contribué à ce que la consommation devienne un enjeu politique majeur, mais aussi à ce que la consommation devienne un symbole de l'égalité et de la démocratie. L'histoire nous a démontré que l'importance sociale de la consommation ne s'est pas construite uniquement sous la force d'un lobbying corporatif complotant pour entourlouper les citoyens. Les techniques de marketing se sont raffinées au cours des décennies et tous les éléments nécessaires à la mise en place d'une société de consommation, tel le centre d'achat, ont été mis en place pour créer un marché extrêmement influant sur le plan social, culturel et familiale. Il faut toutefois reconnaître que la société de consommation ne s'est pas imposée à l'encontre de la volonté des citoyens, ces derniers l'ont réclamé tout autant que le capital a cherché à poursuivre sa croissance. En fait ce que nous apprend l'histoire de la *république des consommateurs* est que l'histoire de la consommation de masse n'est pas si différente de celle de la consommation responsable. Alors que les partisans de la consommation responsable réclament historiquement et actuellement des meilleures normes sur les produits, un étiquetage et de meilleures conditions pour les producteurs, la consommation que l'on nomme aujourd'hui de masse s'est fondée sur les

mêmes revendications. L'égalité dans la consommation qui fut jadis réclamée pour les noirs d'Amérique, l'est aujourd'hui pour les travailleurs du tiers-monde. Ce parallèle entre l'histoire de la consommation de masse et celle de la consommation responsable nous laisse en fait envisager la possibilité que malgré que les partisans de la consommation responsable se réclament idéologiquement opposés à la consommation de masse qui est continuellement diabolisée, il existe entre ces deux gestes une ressemblance profonde à plusieurs égards. C'est dans cet esprit de rapprochement entre la consommation de masse et la consommation responsable que nous allons approfondir les critiques largement développées, portées à l'égard de la consommation de masse, afin de voir en quoi elles peuvent concerner la consommation en général, mais aussi comment ces deux types de consommations que l'on sépare *a priori* ne sont peut-être pas si différents. Surtout, nous verrons comment la solution que propose la consommation responsable apparaît beaucoup moins efficace et profonde pour envisager une alternative au capitalisme.

2.2 Le rôle des corporations

L'on reconnaît ainsi à partir des travaux de Cohen le rôle qu'ont eu les groupes les plus discriminés dans l'instauration de la consommation de masse. Le mode de vie consumériste s'est développé dans une dynamique entre ces groupes opprimés, le capital et gouvernement. En fait, le capital a aussi joué un rôle élémentaire dans l'instauration de la consommation comme forme sociale. C'est à partir de l'ouvrage de Start Ewen, *Captains of Consciousness* que l'explication de ce rôle du capital nous est apparu déterminant, même si pour sa part Ewen n'attribue pas aux groupes sociaux un rôle prédominant. Ewen présente l'autre côté de la médaille en démontrant l'influence accrue des hommes d'affaires qui ont cherché depuis les années 1920 à influencer les besoins des consommateurs afin que la demande des marchés soit soutenue. C'est en fait dans leur capacité de percer le train

quotidien des consommateurs, et dans leur aptitude à s'inspirer de l'idéologie contestataire de leurs opposants qu'a été le tour de force du capital, lui octroyant une influence socio-économique des plus marquantes. Cette partie du travail nous intéresse évidemment, afin de dénoter en quoi l'influence du capital a été déterminante dans l'émergence de la société de consommation. Ceci étant dit, Ewen n'a pas écrit une théorie du complot, il se contente plutôt de mettre à l'évidence le rôle des industriels qui cherchaient à instaurer, voir instituer, leur influence afin de s'assurer de leur survie. Pour reprendre ses propres mots: « *Consumerism, the mass participation in the values of the mass-industrial market, thus emerged in the 1920s not as a smooth progression from earlier and less developed pattern's of consumption, but rather as an aggressive device of corporate survival.* » (Ewen, 1983, p.54) Toutefois, un autre aspect du travail de Ewen nous intéresse, soit sa compréhension du phénomène consommateur lui-même, puisque même si son ouvrage se veut essentiellement historique en retraçant les origines de la consommation dans le tournant des années 1920, il est tout de même parsemé de divers critiques et constats sur l'essence de la consommation.

Ce qui marque la fin des années 1910 et le début des années 1920 pour Ewen est une transformation radicale du mode productif. Les industriels se mettent alors à contrôler le rythme productif, tout en l'augmentant considérablement. Ewen met en évidence la pacification des relations sociales entourant le mode de production qui ont graduellement acquis une importance déterminante au fur et à mesure que le travail s'est aliéné sous le capitalisme. Selon Ewen, c'est donc essentiellement dans le travail que va s'instaurer la domination. La mécanisation du travail va devenir un outil dictant le rythme productif, question que nous approfondirons plus loin avec les travaux de Coriat et Postone. Toutefois, cette domination va entraîner une série de conflits sociaux, d'où va naître aussi la nécessité de pacifier ces rapports productifs. Tel que cité dans son texte « *It became a central function of the business to be able to define social order which would feed and adhere to the demands of the productive process at the same time absorb, neutralize and contain the transitional*

impulses of a working class emerging for the unrequited drudgery of the nineteenth-century industrialization. » (Ewen, 1983, p.52) À cette pacification des rapports sociaux il associe entre autres les premiers programmes sociaux qui émergent dès les années 1910-1920, ou encore plus tard, avec toute la mouvance du *New-Deal*. C'est toutefois surtout avec la consommation de masse que cette impasse sera résolue. La consommation de masse sera en fait le terrain d'entente entre les travailleurs, aspirant à un meilleur pouvoir d'achat, et le capital visant l'expansion des marchés. Ewen est toutefois sans ambiguïté, selon lui l'instauration de la consommation de masse doit être perçue avant tout comme une volonté du capital, et non comme une demande des populations. Voir même, il considère que la croissance du capital a dicté les normes de consommation, tout autant que celles de production. Dans ses mots exacts Ewen écrit : « *If consumer culture was a parody of the popular desire for self-determination and meaningful community, its inards revealed the growing standardization of the social terrain and corporate domination over what was to be consumed and experienced.* » (Ewen, 1983, p.215) La consommation aurait en fait deux fonctions selon Ewen, la première étant de répondre à une demande matérielle et la seconde étant d'assurer un contrôle social. Il démontre ainsi que le capitalisme n'est pas uniquement un système économique, mais qu'il est aussi et surtout un système social. Contrairement aux modes de production précédents, Ewen voit dans le mode industriel une négation des origines sociales du produit, et ce dû à l'anonymat complet entre producteur et consommateur. C'est en grande partie dû à cet anonymat que va pouvoir s'instaurer aussi efficacement ce système de domination sociale.

Ewen va se pencher plus spécifiquement sur la question publicitaire entourant la consommation. (Ewen, 1983, p.41) Il considère celle-ci comme une réponse directe au besoin du capital d'étendre et d'influencer les habitudes de consommation quotidienne des citoyens. Se questionnant surtout sur la naissance de la société de consommation, Ewen voit une homogénéisation des habitudes de consommations, mais comme nous l'a démontré Cohen,

cette uniformisation ne durera qu'un temps. L'on peut évidemment voir dans les campagnes de diffamation des idéologies gauchistes une tendance à maintenir une conformité dans les habitudes de consommation, notamment par précaution de ne pas être arbitrairement associé au communisme. Toutefois le marché deviendra éventuellement instigateur de différences. Qu'il soit homogénéisateur ou diversificateur, l'argument de Ewen sur l'influence des marchés reste toutefois concluant, puisqu'il tient sa pertinence de l'influence que possède le marché, peu importe l'orientation que prend celui-ci. Ewen expliquera entre autre comment le monde publicitaire s'est grandement inspiré de la psychologie de Floyd Henry Allport, qui a su démontrer l'importance qu'a le regard de l'autre dans la conception que nous avons de nous-mêmes. La vision que l'on a de nous-mêmes est donc plutôt celle que notre voisin a sur nous, nourrissant les habitudes de conformité. Toutefois l'utilisation des théories issues de la psychologie eut surtout pour effet de détourner les critiques sociales axé sur le mode production et les produits de masse, vers une approche plus individuelle, soit donc vers les consommateurs eux-mêmes. Les exacts mots de l'auteur étant: « *The use of psychological methods, therefore, attempted to turn the consumer's critical functions away from the product and toward himself.* » (Ewen, 1976, p.37) L'on assista donc ici à une tendance à transférer la critique systémique axée sur le mode de production à une critique particularisée visant une responsabilisation individuelle. L'on freina alors la remise en question de la logique même derrière le mode de production capitaliste, réclamant plutôt des meilleures conditions de vie pour les travailleurs, « (...) *the commercial culture of the twenties draped itself with the "social democratic" ideals, channeled toward the maintenance of capitalist power. The commercial culture strove to leave corporate domination of the productive process intact and at the same time speak to demand for a richer social life for those who worked and lived within the industrial context.* » (Ewen, 1976, p.197). Même si pour Ewen ce détournement de la critique prend place dans les années 1920, l'on voit bien comment encore aujourd'hui, notamment avec la consommation responsable, ce sont les habitudes individuelles qui sont ciblées par de nombreuses critiques, tout comme se sont sur celles-ci que s'orientent les

alternatives et solutions. La critique de l'idéologie capitaliste elle-même est pour sa part généralement laissée de côté, mise à part les milieux marginaux. La publicité aura certes réussi à créer des habitudes et des désirs consommateurs, mais surtout elle aura réussi à nous laisser croire que ceux-ci dépendent uniquement de notre liberté individuelle, en camouflant l'influence qu'elle possède. Ewen constate aussi comment même si la commercialisation et la publicité ont eu tendance à fortement uniformiser les habitudes des consommateurs, elle a tout même basé une importante partie de son développement sur la critique de la massification. La peur de la massification et de la perte d'identité individuelle dans la société de masse entraîna une pseudo démassification, nourrissant encore le fantasme individualiste de l'autodétermination, « (...) *the advertising industry, seeking markets, has generated a mass culture which reflects the spirit but not the cutting edge of this resistance. (...) Products are advertised as if they contain this anticorporate disposition- praised for their organic naturalness and their timeless quality. Modes of anticorporate resistance and sentiment reappear in the ads themselves, miraculously encased within the universal terms of the market.* » (Ewen, 1976, p.219) Potter et Heath démontreront que la démassification n'est pas pour autant symbole d'anticapitalisme, mais au contraire, elle permet un renouvellement et une diversification économique sur lesquels se base la croissance.

2.3 Les critiques de la consommation

À présent que nous avons exploré plus en profondeur les travaux de Cohen et Ewen sur le développement historique de la société de consommation, il nous est possible d'adopter une conception de la consommation de masse selon laquelle c'est une dynamique sociale complexe entre, d'une part, le capital et, d'autre part les groupes sociaux, qui a permis l'instauration de ce modèle social. Nous tenons encore une fois à réitérer le rôle du capital, qui est bien connu, mais surtout celui des groupes sociaux qu'il ne faut pas aveuglément

victimiser dans ce processus, mais à qui il faut reconnaître leur part de revendication, tout comme celui tout aussi prédominant des politiques publiques. Cette réitération est d'autant plus importante dans une discussion sur la consommation responsable où l'on réclame une orientation plus sociale du marché. L'histoire nous apprend justement que ce qui est réclamé par les populations dites discriminées, comme ce fut le cas des Noirs et des femmes tout au long de XXe siècle alors qu'ils réclamaient un meilleur pouvoir d'achat, peut souvent laisser invisibles des problématiques sociétales plus profondes. Dans cette seconde partie du chapitre sur la consommation de masse nous suggérons justement de laisser de côté les revendications égalitaristes de chacun afin de rentrer plus profondément dans les critiques de la consommation elle-même, où plus spécifiquement dans les critiques du capitalisme lui-même, afin de dépasser les arguments particularistes négligeant une compréhension globale du fonctionnement du système, en privilégiant une critique universellement applicable. Trois niveaux de critique seront donc explorés, la première concerne la séparation des sphères de production et de consommation, la seconde concerne la subjectivité et la troisième la massification de la consommation.

2.3.1 La séparation du moment de production, de celui de consommation

La première critique du mode de subsistance capitaliste abordée est celle de la séparation entre le mode de production et le mode de consommation. Cette question fut traitée dès le départ par Marx, principalement dans les *Grundrisse*. Avant de pouvoir comprendre et voir les effets de la séparation de la sphère productive de celle de la consommation, il est impératif de faire un détour pour bien comprendre le rôle du travail, dans la société capitaliste, mais plus généralement dans la société elle-même. Si l'on pense spontanément au rôle que doit répondre le travail, il vient à l'esprit que celui-ci doit servir essentiellement à produire des biens pour subvenir à nos besoins. Ainsi le travail doit assurer

que les ressources que nous fournit la nature soient transformées afin de répondre à la demande, tant biologique que sociale. C'est ainsi que dans le rapport au monde naturel, le travail s'assure d'une organisation et d'un lien social pour répondre aux besoins substantifs et sociaux, tout en étant évidemment enchâssés dans des normes sociales qui sont extérieures au travail lui-même. Le travail sous le capitalisme connaît toutefois une réalité bien, différente à laquelle s'est attardée Marx.

Dans le capitalisme, ce qui distingue essentiellement le travail est la séparation entre le moment de production et celui de consommation. Le travailleur fabrique des biens dans le but de les échanger. Ainsi, l'unique but de la production étant d'en échanger le résultat. La forme matérielle que prend le bien importe peu, pour autant qu'il soit échangeable. « Les hommes ne consomment pas ce qu'ils produisent mais produisent et échangent des marchandises en vue d'acquérir d'autres marchandises. » (Postone, 2009, p. 221) Le producteur ne voit ainsi pas la valeur d'usage de ce qu'il produit. Alors que ce dernier peut avoir une utilité complètement absurde, pour autant qu'il s'échange, il mérite d'être produit. C'est lorsque le travail que fait le producteur devient complètement indifférent du bien qu'il produit que naît le *travail abstrait*, puisqu'il qu'il devient littéralement abstrait des besoins du travailleur, mais même du travailleur lui-même, considérant que les travailleurs prennent eux-mêmes un statut indifférencié puisqu'ils peuvent tous exécuter le travail abstrait. Cette activité, exclusivement productive, fait évidemment naître son contraire qu'est la consommation exclusive, où plus spécifiquement, le fait de consommer des biens dont on ne connaît ni le producteur, ni le procédé de production, ni le contexte de production. Au travail abstrait, dont traite Marx, s'agence ainsi la consommation abstraite. C'est dans cette abstraction, et cette séparation du moment de production de celui de consommation, naguère unis, que naît la forme marchandise. Dès le premier chapitre du premier tome du *Capital*, Marx entame sa réflexion autour de la question de la forme marchandise. Issue de cette dichotomie entre la consommation et la production, la marchandise est concrètement la forme

objective de cette séparation que prend le produit, qui prend sens uniquement à partir de sa valeur d'échange. La marchandise est toutefois pour Marx bien plus qu'un simple bien à qui l'on néglige la valeur d'usage pour miser sur la valeur d'échange, la marchandise est en fait la forme matérielle intégrant les rapports sociaux, démontrant la dynamique systémique dans le capitalisme. « Ainsi la marchandise, que Marx analyse en tant que valeur d'usage et en tant que valeur est-elle l'objectivation matérielle du double caractère du travail sous le capitalisme-comme travail concret et comme activité socialement médiatisante. Elle est le principe structurant fondamental du capitalisme, la forme objectivée à la fois des rapports homme/nature et des rapports des hommes entre eux. La marchandise est un produit en même temps qu'une médiation sociale. » (Postone, 2009, p.231)

2.3.2 Le travail en tant que forme naturellement auto-objectivante.

Plus spécifiquement le bien devenu marchandise prend dans le capitalisme une forme d'apparence objective, Marx ira même jusqu'à dire qu'elle est fétichisée, puisqu'elle semble émaner d'une organisation transhistorique, voir même naturelle. (Postone, 2009, p.206) En fait la forme marchandise, d'apparence objective, camoufle les réels rapports sociaux que sous-tend le capitalisme, elle déguise les rapports de domination dans le travail, pour leur laisser une allure de lois naturelles, voir même quasi métaphysique, sur lesquelles personne n'a d'influence. En résumé, les rapports de production pré capitalistes laissaient voir des rapports particuliers d'interdépendance, alors que sous le capitalisme la domination prend une forme objective, ainsi ce sont des abstractions qui dominent les individus, ce sont des rapports abstraits et d'apparence objective qui permettent de rendre cette exploitation inapparente à première vue. Rappelons évidemment que la logique derrière le capitalisme n'est en rien immanente à l'humain et que sa forme est purement arbitraire. Le travail abstrait devient ainsi dans le capitalisme la médiation sociale par excellence, puisqu'il est le moyen

par lequel les individus entrent en relation. L'on produit une marchandise dont on n'a pas besoin uniquement dans le but de l'échanger, alors qu'on la vend à un autre qui en a besoin. Cet autre est évidemment aussi abstrait, puisqu'on ne sait jamais concrètement qui il est, alors que le seul rapport que l'on entretient avec lui est celui des marchandises. C'est notamment ce qu'a permis d'élucider le *fétichisme* chez Marx, où il démontre en quoi la séparation de l'ouvrier du fruit de son travail, qu'est la marchandise, entraîne l'illusion d'une qualité sociale intrinsèque aux marchandises. Les producteurs entrant en contacts les uns avec les autres uniquement pour échanger leurs marchandises en viendraient à nier le fait que ce sont avant tout leurs travaux qu'ils s'échangent et non la forme abstraite de ceux-ci, qu'est la marchandise. En d'autres termes, il y aurait une abstraction qualitative de la marchandise, camouflant le travail qu'elle contient en elle par le fait même de sa production. Ce fétichisme entraînant donc une incapacité à identifier le fait que derrière l'échange de marchandises, se passe en fait l'échange de travaux privés. C'est alors que les autres rapports sociaux seront mis de côté, pour laisser place à la médiation sociale marchande, qui ne relie pas les individus de façon ouvertement sociale, mais qui le fait par le détour d'une forme objective qu'est la marchandise. Cette séparation du moment de production de celui de consommation qu'engendre la forme marchandise a des effets multiples, tant au niveau collectif qu'individuel.

2.3.3 La perte de l'objectivité

Alors que pour Postone, le capitalisme objective les rapports de domination dans le travail en leur octroyant une origine d'apparence transhistorique et immuable, la compréhension que dégage Fischbach de l'objectivité dans le rapport productif est quelque peu différente, sans pour autant être contradictoire. Plutôt que de poser la question en fonction de l'objectivité des rapports sociaux, Fischbach se questionne plutôt sur le rapport à

l'objet même. Posant le questionnement sur l'objectivité d'un regard différent, cet auteur soutient que les travailleurs dans le capitalisme sont privés de leur objectivité. L'on comprend bien ici que l'objectivité dont traite Postone, en reprenant les travaux de Marx, où l'objet marchandisé incarne la domination est bien entièrement différente de celle de Fischbach où étant privé du fruit de son travail, donc de l'objet, le producteur est aussi privé de son rapport au monde. Les auteurs traitent en fait de deux moments différents, mais ces moments sont cumulatifs, puisqu'il s'agit de comprendre que l'objectivation des rapports sociaux dans la séparation du moment productif de celui de la consommation, mène inévitablement à la perte du rapport à l'objet pour le producteur. Ainsi, d'un côté l'on gagne une objectivité qui cristallise les rapports sociaux à travers la forme marchandise, et de l'autre côté l'on perd une objectivité dans notre rapport à l'objet que l'on produit et comme nous le verrons, dans notre rapport au monde. À présent que nous avons exploré brièvement les travaux de Postone, approfondissons le second moment de la perte de l'objectivité avec Fischbach.

En instaurant une structure sociale où le producteur n'est pas celui qui consomme le fruit de son travail, mais où il produit dans l'unique but d'acquérir une valeur d'échange, le capitalisme prive le producteur de son rapport à l'objet qu'il produit. La réflexion que Fischbach reprend à Marx part de l'idée que le travail est une activité objectivante, puisqu'il produit un objet. Sous le capitalisme le travail abstrait fait en sorte que le travail existe indépendamment de celui qui l'exécute, en d'autres termes le travail devient étranger à celui qui le réalise. Le travail auto-objectivé, et le rapport productif naturalisé, font prendre à l'objet qui découle de ce travail une forme objective indépendante de celui qui l'a produit. Cette séparation de l'objet et de son producteur est pour Fischbach le fait de l'aliénation. « Où l'on voit que le fait de priver le travailleur de la dimension objective, sensible et passive de son être a pour conséquence de réduire son être à une pure activité, à l'activité en général comme abstraction de toute activité particulière. L'aliénation est ainsi le nom du processus par lequel, l'activité d'auto-objectivation, le travail est transformé en activité de

désobjectivation: il est l'activité qui aboutit à ce que le travailleur soit privé de toute objectivité, a commencé par celle de son être propre, à ce qu'il pose et transfère hors de lui-même toute dimension sensible, objective et passive de son être. » (Fischbach, 2009, p.156) Fischbach reprend aux travaux de Marx que le travailleur perd l'accès aux objets qui lui sont essentiels pour répondre à ses besoins vitaux et sociaux, ce qui l'aliène à lui-même et à son milieu. Il devient en fait dépourvu des objets qui lui sont primordiaux, il perd la capacité de déterminer l'usage de ces objets, leur nécessité, leur quantité, alors que par le fait même il perd la garantie de l'accès même à ces objets. Lorsqu'il était maître de sa production, personne n'avait le pouvoir de le priver de la consommation de ces objets. À présent il ne contrôle plus le destin de ce qu'il produit. De plus, le producteur perd aussi sous le capitalisme les objets nécessaires à l'exécution de son travail, donc les moyens, les outils et les matières premières nécessaires à sa production. Ce que perd le producteur c'est en fait certes le contrôle sur son travail, mais aussi l'orientation de celui, tout comme le produit qui en résulte. Ce qui rend cette perte inquiétante est le fait que c'est par le travail et les objets qu'il produit que l'individu entretient un rapport au monde et aux autres. Ainsi en perdant le contrôle sur son travail, en perdant le résultat matériel de ce qu'il produit, en se faisant imposer une nouvelle objectivité l'individu perd littéralement son rapport au monde que lui permettaient ces objets. (Fischbach, 2009, p.12) C'est ainsi le rapport à la nature qui est perdu, c'est le rapport au monde, ou encore le rapport concret à ces objets, qui sont désormais bien abstraits. En fait l'activité par laquelle les humains expriment leur rapport à la nature, et à leurs besoins, leur est dérobée, les laissant sans rapport objectif d'expression de soi dans le monde. « Le travail, activité par laquelle les hommes s'approprient les objets de leurs besoins, est ainsi également l'activité par laquelle ils manifestent et expriment l'objectivité de leur être précisément en l'objectivant extérieurement. » (Fischbach, 2009, p.153) Ce rapport à la matérialité est remplacé par un rapport faussement naturel qui les dominerait dans leur façon de se rapporter au monde. Fischbach ira même jusqu'à dire (Fischbach, 2009, p.153) que celui qui ne peut s'objectiver est un être sans objets, et qu'un être sans objets est un non-être,

considérant que le travail est l'activité par laquelle l'humain s'exprime et se manifeste objectivement dans le monde. Ainsi, non seulement les individus perdent leur travail, le résultat de celui-ci, mais ils perdent littéralement dans le capitalisme et par la consommation leur rapport à la nature, au monde, mais même à eux-mêmes.

2.3.4 Le rapport aux besoins

Outre le rapport à l'objet, abordons la question du rapport aux besoins. L'humain travaille pour répondre à ses besoins. (Fischbach, 2009, p.155) Aussi longtemps qu'il contrôle son travail, il garde un lien étroit avec ses besoins et s'assure d'être en mesure de les satisfaire, mais dès qu'il perd le contrôle de son travail, il perd aussi le contrôle sur la détermination de ces besoins. Dans *Sans objet*, Fischbach rappelle l'hypothèse de Marx soulevée dans *Le Capital* voulant que la norme de consommation ouvrière sous le capitalisme maintienne les conditions de vie minimales des travailleurs, en ne répondant qu'à leurs besoins minimaux. En d'autres termes le capitalisme force à ce qu'une privation chronique des producteurs soit implantée, maximisant ainsi la survalue retirée par les propriétaires. Cette conception du rapport aux besoins était certainement vraie à l'époque où Marx écrivait et où les conditions matérielles des travailleurs étaient déplorables. La réalité est évidemment bien différente à l'ère de la consommation responsable, où finalement l'abondance matérielle comble non seulement les besoins essentiels, mais qu'elle passe à l'autre extrême où les besoins deviennent si nombreux que l'on ne sait à présent plus distinguer les besoins vitaux des besoins sociaux. L'argument de Marx repris par Fischbach ne perd pas pour autant de sa pertinence. Si Marx constate qu'en dominant le travail le capitalisme transforme les besoins de l'homme à fin de les minimiser, le capitalisme est autant en moyen, par le travail, d'engendrer une multitude absurde de besoins. En fait ce que le capitalisme vole aux hommes, ce n'est pas en tant que tel leur capacité à répondre à leurs besoins, mais c'est plus

précisément leur capacité à éprouver leurs besoins comme les leurs, même les plus élémentaires, mais aussi il leur vole leur capacité de juger quand et comment leurs besoins sont et doivent être comblés. Comme le dit Fischbach « Ce qui est dérobé aux hommes, c'est jusqu'à la capacité même d'éprouver leurs besoins les plus simples et les plus immédiats, des besoins qui ne sont même pas spécifiquement humains, mais simplement animaux, tels le besoin d'air, de mouvement, de lumière et de propreté. Dans ce vol des besoins élémentaires, c'est l'objectivité de l'être des hommes qui est niée, c'est leurs qualités d'être immédiatement sensibles ainsi que de la passivité primaire de leur être que les hommes sont privés. » (Fischbach, 2009, p.156) En se rappelant que Marx ne fait toutefois pas la différence entre les besoins sociaux et les besoins de subsistance, nous pouvons aussi considérer que les besoins construits socialement ne sont pas plus déterminés par le producteur, mais qu'ils seraient tout autant déterminés par le capital dominant le travail. Ainsi que ce soit en privant d'air et d'eau potable, ou en le bombardant de publicités sur des cabines d'air pur et d'eau en bouteille, le capitalisme fait exactement le même geste, soit de couper le lien objectif que l'homme a à ses propres besoins et qui lui permettait de les éprouver réflexivement et d'en juger la forme et le contenu. C'est, entre d'autres termes, la perte de la détermination de ses besoins, la perte de la capacité de contrôler la demande en limitant ou en exigeant plus de l'offre, c'est la domination de l'offre de marchandises et la soumission du besoin à cette dernière sous la forme d'une demande. André Gorz nous rappelle d'ailleurs dans *Écologica*, en reprenant les travaux de Polanyi, de Weber et de Marx que les premières usines avaient beaucoup de difficulté à faire travailler leurs ouvriers des semaines complètes, puisque ceux-ci travaillaient le temps nécessaire pour combler leurs besoins et cessaient de travailler une fois qu'ils estimaient qu'ils avaient gagné suffisamment pour répondre à leurs besoins. Les besoins étaient enchâssés dans des normes sociales plus vastes qui déterminaient le juste nécessaire. Ainsi, pour résoudre cette impasse il ne suffisait pas que le capital s'approprie les moyens de production et qu'il contrôle le travail, puisque les ouvriers pouvaient quand même décider de moins vendre leur force de travail, il fallut s'assurer que les travailleurs aient besoin de

travailler plus pour obtenir le minimum nécessaire à leur subsistance. C'est essentiellement la mécanisation de la production qui permit de perfectionner le pouvoir du capital sur le travail en régulant pointilleusement la quantité, le rythme, le temps, l'intensité, la nature de la production. Le capital s'assurait ainsi de la fidélité de ses ouvriers, sans quoi ils ne réussissaient à répondre à leurs besoins substantifs. L'augmentation de la productivité et la chute des salaires firent évidemment augmenter la plus-value, ce qui entraîna les premières fabriques dans une spirale de la minimisation des besoins des travailleurs, mais rappelons encore que ce qui fut dépouillé aux hommes à l'époque est bien plus que la révision à la baisse de leur accès aux biens de subsistances, c'est en fait leur capacité de juger d'eux-mêmes de leurs besoins. Au cours du temps et des luttes ouvrières, le minimum vital fut redonné aux travailleurs, dans la majorité des cas, puisqu'il serait malhonnête de prétendre que nous vivons actuellement dans des conditions matérielles comparables à celle de l'époque ouvrière. Toutefois la capacité de s'autodéterminer dans ces besoins ne fut jamais récupérée et le capital s'est assuré avec l'instauration de la consommation de masse un contrôle tout aussi fin sur les besoins des travailleurs. La consommation responsable elle-même ne fait pas non plus exception, puisqu'en rien rétablit-elle un rapport aux besoins, au travail ou à l'objet, elle maintient en fait exactement le même procès de consommation, en établissant de nouvelles normes de production qui demeurent tout aussi abstraites du travailleur et de son rapport au monde et à ses besoins.

2.3.5 La liberté individuelle comme choix de consommation

Dans sa *Théorie de la consommation*, Baudrillard traite des effets dévastateurs de la séparation du processus de production de celui de consommation, en mettant un accent particulier sur le rapport, non pas entre les divers groupes sociaux, mais plutôt sur le rapport qu'entretiennent les individus aux instances sociales et aux autres individus. Il commence son analyse en réitérant que sous le capitalisme l'objet n'est jamais consommé pour sa valeur

d'usage, mais qu'il est consommé en tant que symbole. En fait ce n'est pas l'objet qui est consommé, mais c'est le sens qui s'en dégage, c'est son contenu symbolique. Cette consommation du symbole peut évidemment être appliquée aux autres sociétés non capitalistes, mais ce qui serait propre au capital, selon l'auteur, est le fait de réduire le symbolique à sa pure valeur d'échange par le biais du fétichisme. Il deviendrait ainsi extrêmement rare que l'on consomme l'objet uniquement pour sa valeur d'usage. Un des exemples les plus manifestes est sans doute celui du centre d'achat où l'on consomme la beauté des boutiques, l'ambiance des allées, l'on courtise les marchandises et les vitrines sans avoir pour autant nécessairement l'intention d'acheter quoi que ce soit. Ce serait le fait de magasiner que nous voulons, plus que les objets eux-mêmes, nous voulons avant tout les désirer. « Peu d'objets sont aujourd'hui offerts seuls, sans un contexte d'objets qui les parlent. Et la relation du consommateur à l'objet en est changé: il ne se réfère plus à tel objet dans son utilité spécifique, mais à un ensemble d'objets dans sa signification totale. » (Baudrillard, 1970, p.20) Baudrillard voit en fait dans la consommation un statut miraculé, où les symboles, les signes, le sens, font qu'elle apparaît comme miraculeuse, comme descendue du ciel. La séparation entre le processus de consommation et celui de production accentue évidemment cette magie des objets de consommation, puisque le rôle du producteur n'effleure jamais la conscience du consommateur. Le consommateur serait laissé dans une ignorance, dans une méconnaissance du monde de la production. Cette vision se rapproche de celle de Fischbach qui voit dans la consommation une aliénation du monde et de l'objet. Pour Baudrillard (Baudrillard, 1970, p.32), cette méconnaissance de ce qui l'entourerait serait intolérable pour le consommateur s'il n'y avait pas une illusion de participation sociale, un alibi le laissant croire qu'il n'est pas entièrement aliéné et exploité. C'est justement ici que la théorie de Baudrillard prend un intérêt particulier en ce qui concerne la consommation responsable. C'est en fait la consommation elle-même qui est traitée, non pas comme un acte passif, mais comme une participation au monde social. Cohen (Cohen, 2003, p.62) nous en donne d'ailleurs un exemple lorsqu'elle nous démontre que lors de la Seconde Guerre

mondiale l'on demandait aux citoyens de consommer en fonction de l'effort de guerre, mais encore davantage dans l'après-guerre où la consommation était promulguée en tant que geste social s'assurant du plein emploi. La consommation devient en fait le symbole du bien-être individuel, elle est la mesure collective du bonheur particulier, mais elle est aussi, encore selon Baudrillard, le véhicule du mythe démocratique. (Baudrillard, 1970, p.89) C'est alors que s'expose le caractère profondément individualiste de la consommation, qui est considérée comme une source de bonheur, mais tout en étant défendue comme un droit universel, qui devient aussi par le fait même un signe de la démocratie. Chacun ayant des besoins et étant égaux devant ceux-ci, ont droit, au nom de la démocratie, de répondre à ces besoins, ainsi tous deviennent aussi égaux devant la consommation. Baudrillard élucide ici la signification politique de la consommation, mais aussi son lien avec l'idéal politique libéral. Pour Baudrillard, la société d'abondance et son contraire, la société de pénurie, sont de simples phantasmes économicistes, puisqu'une société, peu importe la quantité des biens versus la quantité des besoins, fonctionne toujours entre un excédent et une pénurie structurelle. « En fait, il n'y a pas, et il n'y a jamais eu de "société d'abondance" ni de "société de pénurie", puisque toute société, quelle qu'elle soit et quel que soit le volume de biens produits ou de la richesse disponible, s'articule à la fois sur un excédent structurel et une pénurie structurelle. » (Baudrillard, 1970, p.66) Il y a toujours une abondance permettant le luxe et une carence contraignant à la pénurie, mais d'une société à l'autre les luxes et les carences changent et sont incarnés par une multitude inimaginable d'objets symboliques. Ainsi, la croissance ne sert en rien à éliminer la pauvreté, mais au contraire elle est au service de l'inégalité, puisqu'elle sert à produire et innover de nouveaux marchés, de nouvelles tendances, de nouveaux luxes, qui au début sont toujours inaccessibles pour la majorité. La croissance sert avant tout à maintenir une élite en place, cette dernière prenant une forme davantage symbolique, par la culture, le social, le savoir, que par une forme exclusivement matérielle. Évidemment avec la société de consommation de masse, la pauvreté matérielle est souvent plus difficile à identifier, mais en fait Baudrillard dira qu'une redistribution minimale des

richesses est faite afin de sauver le mythe de la croissance, mais qu'en fait cela ne change rien au réseau d'élite qui domine par cette même croissance. Il ira même jusqu'à dire que « cette pauvreté réelle est un mythe » (Baudrillard, 1970, p.71), puisque la richesse et la pauvreté sont toujours des catégories qui n'existent qu'en rapport les unes avec les autres, alors qu'elles n'ont aucune réalité objective. C'est ainsi que l'on voit que la théorie de Baudrillard s'articule autour de deux points clés; il identifie le procès de consommation comme étant un système de communication et de signification, où l'on ne consomme pas l'objet en soi, mais bien les symboles qui en découlent, de même, la consommation est aussi un procès de classification et de différenciation sociale à partir duquel se crée une élite et une hiérarchie. Ainsi, la société de consommation produit des privilèges avant de produire des biens, mais les biens qu'elle produit serviraient à compenser matériellement les classes symboliquement dominées. La forme objective de la consommation camoufle la différenciation sociale qui ne peut jamais être éliminée, puisque la croissance s'assure de la perpétuelle construction des innovations et par le fait même des inégalités. Cela nous rappelle que le capitalisme a bien compris qu'il n'existe pas de limites aux besoins sociaux; c'est d'ailleurs sur cette inexistence de limite que se base la croissance elle aussi illimitée.

Avec sa *Théorie de la consommation* Baudrillard nous démontre aussi que les besoins ne doivent pas être compris individuellement, qu'ils sont le résultat d'un système social et qu'en fait la consommation est le relais logique de la production. « Les besoins ne sont rien pris un à un, il n'y a qu'un système de besoins, ou plutôt que les besoins ne sont rien que la forme la plus avancée de la systématisation rationnelle des forces productives au niveau individuelle, ou la consommation prend le relais logique et nécessaire de la production. » (Baudrillard, 1970, p.104) En d'autres termes, la consommation est la forme rationnelle et individualisée du système productif, qui comme le système de production lui-même s'assure de la communication de signes de distinction. Alors qu'en tant que forme individualisée et rationalisée, comme source d'égalité et de démocratie, la consommation est au niveau

individuel définie comme l'exclusive forme de jouissance et de plaisir, et au niveau collectif, comme l'exclusive forme de participation sociale. Cela mène à un autre paradoxe évident, où la participation sociale est aussi la forme de jouissance individuelle, idée qui fut d'ailleurs reprise par l'économiste Mandevile dans sa thèse sur la *vertu publique des vices privés*. Le paradoxe vient essentiellement du fait qu'en tant que jouissance la consommation isole les individus et oriente leur attention sur leur personne, mais en tant qu'idéal social de démocratie et d'égalité, la consommation a à faire avec des individus axés sur leur jouissance. Baudrillard nous a évidemment démontré la fausseté de l'idéal démocratique et égalitaire de la consommation, mais du coup, l'on ne peut répéter continuellement que la consommation est la juste participation sociale menant à cet idéal, en s'attendant que l'individu participe socialement d'une autre manière. Dans les termes exacts de Baudrillard « Le paradoxe est celui-ci: on ne peut à la fois répéter à l'individu que le niveau de consommation est la juste mesure du mérite social et exiger de lui un autre type de responsabilité social, puisque dans son effort de consommation individuelle, il assume déjà pleinement cette responsabilité sociale. » (Baudrillard, 1970, p.120) Du coup, on ne peut pas non plus lui faire acheter l'idéal de sa jouissance personnelle et lui demander ensuite d'en faire le sacrifice. En réalité, on assigne aux consommateurs un pouvoir idéologique d'adhésion et de promotion de l'idéal de démocratie et d'égalité, mais uniquement en tant qu'individu ou de groupe inorganisé, ainsi la forme consumériste ne réussit jamais à réellement prendre une forme sociale, elle reste une masse de particuliers. La consommation isole, alors qu'un mouvement social unis et agit en tant que groupe. La prochaine question est évidente: qu'en est-il de la consommation responsable, est-elle en moyen de faire autrement?

Il nous semble difficile de croire que la consommation responsable puisse sortir le consommateur de cet isolement. En fait, elle promulgue le même idéal d'égalité que la consommation de masse, mais en l'appliquant aux peuples défavorisés par la mondialisation, notamment par le commerce équitable. La consommation responsable semble avant tout

vouloir populariser internationalement les normes de consommation, sans doute dans l'optique de répondre à un idéal d'égalité. Baudrillard nous a toutefois appris que l'idéal de démocratie que promeut la consommation n'est qu'un mythe et qu'en fait aucune consommation, aussi responsable soit elle, est en moyen d'éliminer la hiérarchisation sociale qui est avant tout symbolique. Au contraire la consommation matérielle nourrit ce système idéologique de différenciation symbolique. Le système n'a pour objectif que sa reproduction et sa croissance, alors que toute forme d'activité économique pouvant lui servir, sera reprise par lui, et ce même si elle se prononce à son encontre. Si nous analysons la consommation responsable avec le regard critique que Baudrillard pose sur la consommation de masse nous constatons qu'elle s'applique tout autant, il aborde d'ailleurs la question sous les termes du syndrome *très moderne de l'anticonsomption* (Baudrillard, 1970, p.130), en disant que « c'est sur la base du luxe que se consomme la simplicité perdue » (Baudrillard, 1970, p.131) Le maintien par la consommation responsable de la séparation entre le procès de production et le procès de consommation fait en sorte qu'elle ne réussit pas à briser le système de différenciation symbolique qu'est la consommation sous le capitalisme. Ce que nous dit indirectement Baudrillard sur la consommation responsable est que « même sérieusement intériorisées à travers l'école et l'apprentissage sociale, ces valeurs égalitaires conscientes, de droit, de justice, etc., restent relativement fragiles et ne suffisent jamais à intégrer une société dont elles contredisent trop visiblement la réalité objective. » (Baudrillard, 1970, p.136) Ainsi l'on peut en comprendre que la consommation responsable maintient le même système de distinction que dans la consommation de masse, puisqu'il ne réussit pas à transformer la réalité structurelle objective qui régule le rapport de consommation contemporain. Ainsi l'on peut voir que pour Baudrillard non seulement la croissance n'est pas démocratie, mais aussi que la consommation responsable n'est pas égalité. En fait, au niveau symbolique la consommation responsable est souvent vécue comme un bien de luxe, principalement puisqu'elle est en majorité du temps plus dispendieuse que la consommation de masse, mais surtout parce qu'elle est le symbole contemporain d'une responsabilité sociale en termes

écologique et social. En fait, tous n'ont pas la luxure de pouvoir prendre en considération la condition écologique et les conditions de vie de leur cohabitant de la terre. C'est alors que l'on retrouve encore une fois la fonction déterminante de la consommation qu'est celle de la différenciation. Si l'on observe d'abord au niveau de l'alimentation biologique, seuls ceux qui peuvent se le permettre économiquement ont accès à ces aliments, qui sont promulgués au nom d'une meilleure qualité et de meilleures normes écologiques. Il en va de même pour le commerce équitable qui est beaucoup plus dispendieux que les marchandises produites industriellement, et qui encore une fois de plus porte en lui le symbole de la responsabilité, de la conscience et la prise en considération des autres. La consommation responsable, malgré qu'elle ait des visées d'égalisation des rapports et des richesses, instaure par ce nouveau symbole de la responsabilité une hiérarchie entre ceux qui consomment responsablement et ceux qui ne le font pas. Force est d'admettre qu'il existe une élite de la consommation responsable dans les pays dominants, et que ces élites sont partiellement économiques, mais qu'elles sont très fortement culturelles, intellectuelles et symboliques. Alors qu'en même temps qu'elle tente de minimiser les écarts entre les peuples, si l'on pense au commerce équitable, la consommation semble aussi créer de nouvelles barrières symboliques dans les pays industrialisés. Qu'en est-il toutefois dans le rapport entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement, en fait la consommation responsable égalise-t-elle réellement les rapports que nous entretenons avec pays? En restant dans le schème de pensée de Baudrillard, il semble qu'une différence symbolique majeure persiste dans les rapports entre ces pays, alors que s'établit une forte hiérarchie internationale, mais aussi des rapports de domination importants pour lesquels la consommation ne peut rien.

À la fin de sa *Théorie de la consommation* Baudrillard traite plus spécifiquement de la personnalisation à travers la consommation (Baudrillard, 1970, p.125). En fait, il nie l'existence même du sujet et de la personne telle que la conçoit la tradition occidentale axée sur un individualisme fort et autodéterminé. Il ne va pas dire que cette personne n'a jamais

existé, au contraire, il va plutôt expliquer que c'est dans la perte de la personnalité qu'il devient essentiel de se personnaliser, mais que cette personnification volontaire laissant l'individu dans l'anonymat. « C'est cette personne absente, cette instance perdue qui va se `` personnaliser ``. C'est cet être perdu qui va se reconstituer in abstracto, par la force des signes, dans l'éventail démultiplié des différences, dans la Mercedes, dans la `` petite note claire `` , dans mille autres signes agrégés, constellés pour recréer une individualité de synthèse, et au fond pour éclater dans l'anonymat le plus total puisque la différence est par définition ce qui n'a pas de nom. » (Baudrillard, 1970, p.125) C'est plus précisément l'aliénation par le mode de production industrialisé qui va mener à la nécessité de se développer une personnalité, puisque tout ce qui nous décrivait comme personne dans notre rapport au monde, s'en trouve détruit. Les gens se concevaient anciennement en tant qu'artisans, paysans, bourgeois, aristocrate, mais ces traits étaient si déterminants dans le rapport aux autres et à soi qu'ils rendaient les personnalités incompatibles et profondément contradictoires. À partir du moment où ce n'est plus notre procès de production qui détermine notre personnalité et notre rapport au monde, mais que c'est en fait la consommation qui prend le relais pour fonder l'essentiel de la personnalité, cette dernière ne connaît d'autre chemin que celui de la production industrielle de traits artificiels. C'est évidemment à travers les multiples signes et symboles de la consommation que l'on va retrouver les débris d'une personnalité perdue, mais ceux-ci relèvent de ce que Baudrillard appelle la *production industrielle des différences*. (Baudrillard, 1970, p.126) C'est en fait dans cette production massive de signes et de symboles de distinction que se trouve selon Baudrillard l'élément déterminant du système de consommation, où l'on tente désespérément de racheter par la consommation le système identitaire que nous permettait le travail. L'industrie produit des modèles de personnalités auxquels on adhère ou pas pour déterminer sa personnalité, ce que Baudrillard nomme la *concentration monopolistique de la production des différences*. (Baudrillard, 1970, p.126) Cette différenciation ne devient impérative uniquement dans un contexte de profonde homogénéisation. Baudrillard fait évidemment une profonde critique de

la personnification à travers la consommation, mais aussi de toute la notion du choix individuel. En fait, il existe un profond sentiment d'autodétermination de la personnalité à travers les choix de consommation, notre personnalité se détermine selon la voiture que l'on achète, qu'elle soit une voiture sport si l'on est urbain, un VUS si on aime le plein-air, une hybride si on est écolo, ou encore à travers nos vêtements si l'on achète du BCBG ou encore du coton biologique. Notre personnalité s'en détermine et ces symboles servent chacun à déterminer comment l'on se détermine comme personne. Ce que constate Baudrillard est que ces symboles de consommation par lesquels on se détermine comme personne et par lesquels on démontre aux autres qui l'on est, sont des traits superficiels produits artificiellement qui ne déterminent finalement en rien qui nous sommes comme personne. Baudrillard dira plus exactement que « la publicité n'a pas de sens, elle ne porte que des significations. Ses significations (et les conduites auxquelles elles font appel) ne sont jamais personnelles, elles sont toutes différentielles, elles sont toutes marginales et combinatoires. C'est-à-dire qu'elles relèvent de la production industrielle des différences- par quoi se définirait, je crois, avec le plus de force le système de la consommation. » (Baudrillard, 1970, p.125) La personnalité est un trait extrêmement déterminant dans une vie et dans les rapports aux autres, elle ne peut donc pas être modifiée de façon spontanée au grès des modes de consommation passagères. En fait, cela va de même pour les consommateurs responsables. La consommation responsable cherche à ce que des individus définissent un de leurs traits de personnalité sous la banderole de la responsabilité et de la conscience sociale. Il n'est absolument pas ici question de voir dans les promoteurs de la consommation responsable des industriels mal vaillants qui veulent bernier des citoyens à adhérer à leurs principes, mais plutôt de voir que le discours de la consommation responsable demeure celui de l'adoption d'une habitude de consommation en tant que trait de personnalité, alors que comme nous le montre Baudrillard la personnalité ne se détermine pas par la consommation, mais bien par le rapport au monde et aux autres que permettraient le travail et d'autres traits immuables. Les traits de personnalité que la consommation permet de déterminer ne sont, selon Baudrillard,

qu'artifices superficiels se basant sur des modèles préétablis. Baudrillard nous dit finalement que peu importe le modèle de personnalité auxquels adhère le consommateur, même s'il est le plus responsable, le plus écologique ou le plus révolutionnaire, cela reste toujours des modèles préconstruits selon des modèles généraux. Ainsi l'idée de l'autodétermination de soi est une parfaite illusion. Évidemment ces différents signes permettent de se regrouper, mais aussi de se distinguer des autres groupes, mais ils n'ont rien à voir avec les traits immuables qu'étaient la lignée sanguine, la religion, le métier. Les propos de Baudrillard laissent entendre une certaine inquiétude à ce que les gens déterminent leur personnalité principalement à partir de ces symboles de consommation. La consommation a remplacé tous ces autres aspects d'une personnalité qui étaient beaucoup plus profonds et identificateurs, pour se placer comme unique différenciateur, en plus de nourrir l'illusion que l'on s'autodétermine dans le choix entre les modèles de consommation. Mais finalement nous dit Baudrillard, l'individu contemporain est si profondément ancré dans cette autodétermination de la personnalité, qu'il devient réfractaire aux traits collectifs, de même qui est perpétuellement dans une consommation chronique de soi et des autres. En axant sur la production de soi-même, par la consommation, l'individu devient narcissique, mais il devient aussi incapable d'entrer dans un rapport aux autres autrement que par les modèles distinctifs de consommation, tout comme il devient incapable de s'identifier à des attributs qui lui auraient été imputés par une organisation sociale le dépassant. Comme nous le dit Baudrillard, « C'est que la consommation est d'abord orchestrée comme un discours à soi-même, et tend à s'épuiser, avec ses satisfactions et ses déceptions, dans cet échange minimum. L'objet de consommation isole. » (Baudrillard, 1970, p.122) Un mouvement social ne devrait-il toutefois pas unir? Tout comme la consommation de masse, la consommation responsable suggère que le rapport entre les individus se fasse sur les bases de la consommation. Elle ordonne, à sa manière, le maintien des rapports à soi, en tant qu'identifiant, et aux autres, en tant que rapports sociaux, par la consommation. Elle le fait sous l'image et sous le modèle de la responsabilité, certes, mais elle ne cherche pas à

instaurer d'autres rapports déterminant de personnalité que ceux consuméristes. Comme le rajoute Baudrillard « Ou alors l'objet de consommation distingue, comme nous avons vu, une stratification des statuts: s'il n'isole plus, il différencie, il assigne collectivement les consommateurs à un code, sans susciter pour autant (au contraire) de solidarité collective. » (Baudrillard, 1970, p.126). Les propos de Baudrillard sont suffisamment clairs pour que l'on n'ait même pas besoin de déduire le fait qu'il ne croyait pas en la possibilité d'un mouvement social autour de la consommation. Il est ainsi manifeste que pour l'auteur la consommation responsable ne peut être qu'un autre système de différenciation et de stratification social, entre les individus d'une même société, mais aussi évidemment, considérant la portée internationale du mouvement, entre les peuples des pays développés et ceux des pays en voie de développement ou sous-développés.

2.3.6 L'aliénation

Fischbach nous a appris que dans la séparation entre le mode de production et celui de consommation, se perd un rapport à l'objet, au fruit du travail. Il y a là une perte de l'objectivité et une perte de la détermination de l'objet. Nous avons, dans la première phase de la critique de cette séparation entre production et consommation, abordé la question du point de vue des mécanismes généraux qu'entraîne cette perte de l'objet. En ce second temps, nous abordons davantage la question des transformations que cela entraîne pour l'individu lui-même dans son rapport au monde et à lui-même, que Fischbach aborde sous la question de l'aliénation. C'est en fait dans le travail que se déterminait jadis notre rapport au monde, mais avec la destruction du travail dont nous avons préalablement traité ce n'est évidemment pas uniquement notre rapport au travail qui se trouve transformé, mais c'est littéralement notre rapport au monde. Dans *Sans objet: Capitalisme, subjectivité et aliénation* Fischbach explique qu'il est caractéristique de la modernité que nous ayons cessé de croire au monde dans lequel nous vivons, puisque « le monde n'est plus tel que nous puissions encore y croire, parce qu'il n'est plus tel que nous puissions encore le considérer comme notre monde, ni

comme un monde pour nous. » (Fischbach, 2009, p.9). Si l'on ne peut y croire, ce n'est pas dû à son extravagance, mais bien au contraire dû à son intolérable banalité. « Le monde n'est pas devenu intolérable du fait de la somme incalculable et du caractère qualitativement inédit des injustices commises en lui (disons en gros depuis la colonisation des Amériques), il est intolérable non pas dans l'extraordinaire des crimes et des injustices, mais dans l'ordinaire de la banalité du quotidien, intolérable en tant que de la banalité que monde ordinaire de la banalité quotidienne. » (Fischbach, 2009, p.9) La croyance dans le monde, nous permettait aussi de croire dans un autre monde. En cessant de croire dans le monde, nous avons certes cessé de croire dans le monde présent, mais nous avons aussi cessé de croire dans les mondes possibles. Les mondes possibles étant avant tout le monde qu'il serait possible de créer et de transformer, mais aussi le monde de l'au-delà. Cette perte nous a aussi enlevé notre capacité à agir sur le monde, d'être des acteurs, ce qui laisse le sujet contemporain dans une profonde passivité que Fischbach nomme de *voyant* et de *spectateur impuissant* (Fischbach: 2009, p.13). C'est précisément dans cette impuissance du sujet que se trouve le fondement de l'aliénation. Le sujet aliéné est celui qui ne voit pas que le monde pourrait être tout autrement et qu'il pourrait lui-même jouer un rôle dans cette transformation. Il devient en fait normal pour le sujet contemporain d'avoir perdu son rapport au monde. Le sujet se retrouve alors replié sur soi-même, voir même qu'il se trouve rejeté en lui-même. On s'aperçoit alors d'être devant un vide de subjectivité du à cette dépossession du rapport objectif au monde, qui déterminait l'unité nature/homme (Fischbach, 2009, p.27). La subjectivité se déterminerait à présent par le biais de marchandises, parfois réelles, parfois fictives, tentant de substituer le rapport jadis objectif entre l'homme et la nature, mais ne réussissant jamais à être déterminante dans ce rapport entre l'individu et le monde. Fischbach ira même jusqu'à dire que la subjectivité moderne est le résultat de cette privation du monde, puisque le sujet émerge lorsque la personne a été dépouillée de tout ce qu'il y avait de substantiel, d'objectif. Ce qu'il y avait de substantiel était évidemment son rapport au monde par le travail, sa capacité d'agir sur celui-ci, sa puissance. C'est devant le capital que le sujet se trouve aliéné,

puisque privé de l'objectivité, du possible, du réel, en étant incapable d'affirmer toute forme de puissance. « Le capitalisme a fabriqué, engendré et produit cette figure du sujet retiré et évidé qui est aussi, en raison même de son retrait, de son repli et de son évidement, un sujet impuissant, soumis à la logique du Capital dans l'exacte mesure où ils ont été soustraits de tous les points d'appui susceptibles d'étayer une résistance possible. Pour nous, le sujet retiré du réel, désobjectivé, désubstantialisé, démondanisé, le sujet vide ou le vide du sujet ne sont pas les figures du sujet libéré, émancipé, mais au contraire les figures mêmes du sujet aliéné parce que privé de l'objectivité et de la réalité comme les seuls éléments ou il lui est possible de conquérir et d'affirmer une quelconque forme de puissance. » (Fischbach, 2009, p.21) On voit ici que Fischbach reprend encore un fois les travaux de Marx et qu'il voit dans l'organisation du mode de production capitaliste une aliénation immanente, une impuissance dans la perte de l'objet qu'impose la séparation entre le procès de production et le procès de consommation, mais surtout une détermination du sujet aliéné. Pour Fischbach c'est donc le capitalisme même qui est la source de l'aliénation au monde, donc la consommation, caractère spécifique du capitalisme, ne permet certainement pas de mettre un terme à l'aliénation du sujet au monde. Au plus, la consommation permet une prolifération de marchandises qui servent de dispositifs à la subjectivité. En l'empruntant à Foucault, Fischbach définit le concept de dispositif comme étant « tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants » (Fischbach, 2009, p.30). En traitant directement de la consommation Fischbach rajoute que « notre époque ne serait plus marquée par une énorme accumulation de marchandises que par une énorme accumulation de dispositifs: il ne serait sans doute pas erroné de définir la phase extrême du développement du capitalisme dans laquelle nous vivons comme une gigantesque accumulation et prolifération de dispositifs, de sorte qu'il semble qu'aujourd'hui il n'y ait plus un seul instant de la vie des individus qui ne soit modelé, contaminé ou contrôlé par un dispositif. » (Fischbach, 2009, p.31) Les dispositif étant donc au fondement même de la

domination sociale, ils « opèrent et procèdent ainsi par captation et privation des éléments constitutifs de l'objectivité général, abolissant par là la possibilité tant d'un accès partagé à ces éléments que de leur usage commun. » (Fischbach, 2009, p.31) Ainsi, la source de l'emprise capitaliste sur le social ne doit donc pas être cherchée dans l'accumulation de marchandises nous dit Fischbach, mais bien dans ces multiples dispositifs qui coupent l'individu de son milieu, en s'interposant comme maître de l'objectivité et déterminant de la subjectivité. Les subjectivités étant déterminées par ces dispositifs se trouvent démultipliée indéfiniment, mais toujours en tant que subjectivité désobjectivée. De plus, elles se trouvent tellement démultipliées, qu'elles n'ont plus de sens, ce qui les mènent finalement à une désobjectivation selon Fischbach (Fischbach, 2009, p.32) La subjectivité est devenue spectacle, puisqu'elle n'est qu'apparence, laissant l'individu dans une profonde aliénation, dans une soumission et dans l'impuissance. La seule façon de sortir de cette passivité est en fait selon Fischbach de se permettre de penser l'impensable, de se permettre de croire que l'on peut agir sur le monde et de se permettre de voir que la force du capital n'est pas immuable, qu'elle n'est pas naturelle et par le fait même qu'elle peut être révoquée. « L'issue, la seule issue est alors de s'efforcer de l'impossible et l'impensable. » (Fischbach, 2009, p. 14) Il s'agit donc de penser que le mode de production peut-être organisé différemment et que la subjectivité peut se déterminer dans son rapport au monde, plutôt que dans son rapport aux dispositifs. Pour Fischbach, il apparaît toutefois évidemment que l'organisation capitaliste ne peut sortir l'individu de cette aliénation et qu'en fait ici la consommation n'apparaît que comme un autre dispositif déterminant cette fausse subjectivité précédemment expliquée. Pour sortir l'individu de cette aliénation, il apparaît qu'il faudrait selon l'auteur le sortir de cette passivité, sortir de cette limitation des mondes possibles. Pour se faire il faut impérativement avoir un rapport au monde, ce qui autrefois passait par le travail et dans le rapport à la nature. La consommation serait pour Fischbach un geste profondément passif, qui n'établit, ni ne rétablit de lien entre le sujet et le monde, au contraire elle est un des piliers fondamentaux de cette séparation à travers l'organisation du capital qui est déterminante de

l'aliénation du sujet. Il y a sans doute lieu à beaucoup de réflexion à se demander comment renouer notre rapport au monde, mais une chose certaine, c'est que la consommation maintient la passivité qui ne saura jamais retrouver cette puissance sur le monde. La consommation, même responsable, laisse l'individu dans une passivité, dans une désobjectivation, mais laisse surtout l'individu sans rapport au monde.

Les paroles de Fischbach voulant que l'on se doit de penser l'impensable sont certes très romancées et laissent finalement beaucoup d'espoir à ce qu'une organisation sociale puisse se faire autrement, sans l'aliénation que connaît le capitalisme. Ainsi pouvons-nous le trouver à certain égard un peu alarmiste en ce qui concerne l'aliénation, puisque manifestement de nombreuses formes d'expressivité sortent des balises établies par le capital. C'est alors que nous sommes toutefois confrontés à une autre question de fond en ce qui concerne les mouvements contestataires qui cherchent justement à sortir de la normativité capitaliste. C'est alors que nous nous retrouverons dans les travaux de Heath et Potter, qui questionnent cette possibilité de sortir des conventions dominantes par des mouvements de contestations, ceux de la contre-culture.

2.3.7 Le mythe de la contreculture.

Dans leur œuvre *Révolte consommée : Le mythe de la contre-culture*, Heath et Potter abordent avec beaucoup de scepticisme la question de la contre-culture, et la possibilité que cette dernière a de créer une alternative et une opposition concrète aux problèmes sociaux contemporains. Malgré que cet ouvrage ait ses limites théoriques, puis qu'axant davantage sur la description de cas concret, il demeure que l'idée avancée par les auteurs mérite d'être décrite, voir même approfondie. La thèse des auteurs est que la contre-culture est inutile dans une ambition révolutionnaire, voire même elle est contre-productive. Pour en arriver à cette position les auteurs partent de ce que la critique contre-culturelle nomme le « système » ou la « culture dominante » n'existerait pas. En fait, selon Heath et Potter, la théorie de la société

sur laquelle se base la contre-culture est mal fondée. Plus spécifiquement « le schéma qui se dégage de l'analyse contre culturelle: chaque problème est causé par une caractéristique fondamentale de la société de masse, que ce soit la production de masse, les médias de masse, la domination technologique de la nature, ou même la simple répression et le besoin de conformisme. Cependant, ce qu'il y a de si pervers dans ces explications, c'est qu'en plus d'être fausses sur le plan empirique, elles ont pour effet de relier chacun de ces problèmes sociaux concrets à un trait de la société moderne qu'aucun d'entre nous pourrait raisonnablement espérer (ou désirer) changer. » (Heath et Potter, 2005, p.386) C'est en fait l'hypothèse du système unique qui engouffrerait les individus à leurs issus, les laissant dans un profond crétinisme. Selon les auteurs, ce système de domination unique n'existe pas. Le monde serait plutôt composé d'une somme d'individus qui poursuivent leur chemin en tentant généralement de faire au mieux de leur capacité, selon une vision plus ou moins claire du bien, et ce, en ne faisant partie d'aucun système global. Pour contrer l'idéologie dominante, la contre-culture suggère la réappropriation de la capacité de chacun à éprouver un plaisir spontané et euphorique qui ne serait pas engendré ou créé par le système. L'on comprend bien ici que la position soutenue par les défenseurs de la consommation responsable n'est pas celle du plaisir euphorique engendré par des substances psychotropes. Cela étant dit, les auteurs de *Révolte consommée* nous démontrent quand même au long de leur ouvrage comment même les mouvements semblants être les plus contestataires et les plus révolutionnaires, sont plus souvent qu'autrement repris par l'économie capitaliste, qui ne voit aucun problème à baser sa croissance sur des mouvements innovants, même s'ils s'opposent idéologiquement au capitalisme. Aussitôt que ladite contre-culture prend de l'ampleur et qu'elle pourrait devenir un adversaire idéologique notoire, elle est reprise par la culture dominante et elle cesse alors d'être un mouvement de protestation pour devenir la norme. Elle devient donc culture en soi. Ainsi, la contre-culture n'a jamais de conséquences politiques ou économiques concrètes et elle ne batit pas une société plus juste. Les auteurs iront même jusqu'à dire que la contre-culture viendrait nuire aux institutions sociales en empêchant leur bon fonctionnement, en

cherchant toujours à fonctionner en parallèle des institutions déjà existantes. Ces dernières méritent certainement d'être transformées, mais pour arriver à des changements sociaux durables et pertinents il faut cesser d'avoir le fantasme révolutionnaire qui imagine que les changements se feront le grand soir du réveil de la populace, en plus qu'il faut un renforcement des législations en place, et non pas des organisations qui fonctionneraient en marge des institutions existantes. Dans les mots des auteurs « notre société a besoin d'une augmentation et non pas d'une réduction du nombre de lois. Il est donc peut-être temps d'apprendre à faire la paix avec les masses. » (Heath et Potter, 2005, p.384). Il faudrait plutôt partir de solutions concrètes que sont justement ces institutions sociales déjà établies. D'autant plus que les gestes individuels sont sans issue puis qu' « en réalité, une foule de gens s'en fiche des conséquences environnementales de leurs gestes et ne sont pas prêts de s'en laisser convaincre. Nous ne pouvons attendre à ce qu'ils adoptent volontairement des pratiques écologiques. Il ne sert à rien de minimiser ou d'ignorer l'ampleur des conflits sociaux que générera l'imposition de telles mesures. » (Heath et Potter, 2005, p.390) Ainsi, non seulement selon Heath et Potter, la société n'évoluerait pas par la révolution, elle serait extrêmement lente à transformer et les nouvelles institutions seraient toujours créées à partir des anciennes, mais aussi il est clair que le changement se doit de prendre une forme institutionnelle et non individuelle. Les auteurs remarquent que de simples propositions de changements concrets sont généralement mises de côté au profit du fantasme d'une révolte mondiale spontanée.

Pour les penseurs de la contre-culture, comme pour beaucoup d'activistes de gauche, la totalité des normes sociales sont considérées comme étant répressives, en générale elles sont systématiquement perçues comme des actes de domination. Cette méfiance à l'égard des contraintes sociales pousse la contre-culture à constamment sortir des normes sociales établies. Elle est donc sans cesse en train d'innover. Le marché étant lui-même à la recherche de ces innovations afin de maintenir sa croissance économique s'inspire continuellement de

ce travail innovateur des non-conformistes. Ce serait eux qui inventeraient et qui dicteraient le pas de l'évolution du marché. Il apparaît ainsi faussé de dire que le marché est un lieu d'uniformité et de conformité. Au contraire, le marché serait un lieu d'inspiration marginale, qui sait populariser ces marginalités et qui sait en tirer profit. La rébellion n'est donc pas ennemie du marché, elle est, selon Heath et Potter, le marché de demain. La consommation que l'on fait découle de notre identité culturelle, mais aussi de notre identité sociale. Cela étant dit, le fait que les consommateurs rebelles s'opposent à la consommation de masse dans leur identité ne signifie en rien qu'ils nuisent au marché. Le geste de consommer n'est pas politiquement neutre, puisque c'est dans l'essence même du geste que se trouve le fondement idéologique de la consommation et non dans le choix de marchandises. En d'autres termes, c'est dans la séparation entre le procès de production et celui de consommation que les auteurs trouvent le fondement politique de la consommation. Ainsi, peu importe que l'on consomme de grandes marques prestigieuses, ou que l'on consomme des légumes biologiques, le fondement idéologique de la consommation est dans le geste même de consommer qui impose une méconnaissance complète du mode de production. Dans cette optique, il est inutile selon les auteurs de diminuer la part de consommation pour réduire le pouvoir du marché, tout comme il est inutile de fonder son implication politique dans l'acte de consommation, « d'ailleurs l'une des plus grandes ironies du mouvement antimondialisation en général, c'est que, malgré sa critique de la consommation, il réduit dans les faits la citoyenneté à une action de consommation » (Heath et Potter, 2005, p.395). Ainsi, il devient impératif pour les auteurs de participer politiquement à l'économie par le biais du mode de production, plutôt que par le procès de consommation. En fait ces gestes de protestations autour de la consommation ne sont pas ignorants, irrationnels ou mal intentionnés, mais ils sont aux prises avec un profond problème d'action collective, puisqu'ils ne réussissent pas à passer du geste particulier à l'action proprement collective. Ainsi, même si les intentions sont les plus nobles, ce qui compte pour les auteurs, ce sont les conséquences. En agissant selon les bases de la consommation, les conséquences sont que

l'action se voulant politique et collective, demeure profondément individualiste. Cela devient d'autant plus problématique dans une société où l'identité individuelle et collective est construite à partir des habitudes de consommations, l'on devient en fait inapte à agir et à s'exprimer autrement que par les gestes de consommation.

Les auteurs voient l'un des meilleurs exemples de mouvement de la contre-culture dans le travail du bien connu groupe de musique Nirvana, (Heath et Potter, 2005, p.29) qui malgré sa nature contestataire et marginale, sa popularité le dépassa et devient en soi une identité autonome allant à l'encontre des valeurs des membres du groupe, plus particulièrement celles du chanteur Kurt Cobain. Incapable de gérer le paradoxe entre sa marginalité et sa popularité, Cobain se suicida. Cet exemple repris par les auteurs est sans doute l'un des plus frappants cas où l'anti-autorité, le non-conformisme, a été repris par le marché pour devenir finalement littéralement une mode banalement populaire. Les auteurs nous apprennent enfin que la contre-culture est populaire, qu'on la demande et que beaucoup s'y identifie. Les exemples de cette récupération par le marché de manifestations culturelles contestataires sont plus que nombreuses, l'on pense évidemment à tous les groupes musicaux, dit *underground*, ayant signé avec des grandes compagnies de disques, ou encore en art avec des artistes tel que Andy Warhol, devenu des artistes de la scène populaire, ou encore même sur la scène politique avec des révolutionnaires tel que Mao ou Che Guevara qui sont devenus des modes vestimentaires quand l'on a décidé d'imprimer leur visage sur bon nombre de vêtements.

Les auteurs terminent leur livre en disant qu'il faut arrêter d'avoir peur de la conformité, mais aussi que l'on doit opter pour une augmentation du nombre de lois pour réguler les abus du système et des habitudes dévastatrices auxquels il mène, principalement au niveau environnemental. (Heath et Potter, 2005, p.384) Ainsi, les auteurs rappellent qu'il est impertinent d'espérer fonder des changements sociaux sur de simples actions

individuelles, en rappelant le fait que plusieurs individus sont indifférents face aux problèmes écologiques et que la planète n'attendra pas la bonne volonté de chacun pour se détériorer. Ainsi, faudrait-il peut-être arrêter de colmater des inconvénients du système pour éventuellement l'abolir? Cela n'impliquerait pas pour autant de refuser toutes les institutions sociales présentement en place, comme le suggèrent les antimondialistes. Les auteurs constatent en fait que la gauche en général refuse en bloc les institutions en place, voir même qu'elle refuse les actions politiques elles-mêmes. Ainsi il est impératif d'avant tout de trouver un moyen de réapprendre à agir collectivement.

2.3.8 L'authenticité

Dans notre questionnement sur la consommation responsable un autre ouvrage d'Andrew Potter a attiré notre attention, *The Authenticity Hoax*, où explore le discours de l'authenticité pour finalement réaliser que ce n'est qu'un leurre. Il passe a revue des thèmes généralement associés à l'authenticité telle que la modernité, la personnalité, le tourisme, la politique, la nostalgie des temps passés, dans chacun de ces domaines évidemment très disparates, il démontre que nous sommes actuellement pris dans une profonde quête de l'authenticité, qui émerge à partir d'une vision selon laquelle la société moderne est profondément corrompue, artificielle et aliénante. La recherche de l'authenticité découle en bref d'une prise de conscience que notre rapport à la consommation, à l'argent, à la réussite est une vie sans fondement significatif. Ainsi se créer une volonté de revenir aux vraies valeurs, à ce que l'on considère intègre et profond, ce qui se traduit souvent par un intérêt pour la nature, l'écologie, les cultures traditionnelles, l'honnêteté et éliminant tout ce qui est superficiel. En bref l'authenticité devient quelque chose dont tout le monde se réclame, alors que personne n'irait se vanter d'avoir fait un choix non-authentique, alors qu'une contestation du système économique en place se fait justement autour de cette demande de l'authenticité.

La société de masse est perçue comme l'antonyme par excellence de l'authenticité, emmenant avec elle toute la bureaucratie, la technologie, la culture de masse. L'on retrouve en fait une opposition générale à tout ce qui se rapproche de la consommation, du capitalisme et même du conformisme. « (...) *(Through) our obsession with anything organic (...) Similarly, a growing concern with a local economy (...) reflects an underlying feeling that the holism of small community is more valuable and more rewarding than the wasteful and messy free-for-all of mass consumerism .»* (Potter, 2010, p.13) Cette méfiance à l'égard de l'économie de marché, de même qu'à l'égard de toutes les institutions qui la rendent possible, se traduit selon Potter par une méfiance à l'égard de la modernité elle-même, qui est perçue comme la cause de la libéralisation économique et de la perte de l'unité sociale (Potter, 2010, p.11-12). La modernité serait la raison pour laquelle nous avons perdu contact avec notre soi intérieur. Cette vision s'accompagne évidemment d'une nostalgie des temps passés, où la tradition est idéalisée comme étant un profond lien de communauté et d'identification. La recherche de l'authenticité prend ainsi la voie de la recherche du sens perdu, mais aussi la recherche d'une unité et d'une solidarité perdue. L'intérêt pour la consommation responsable, qu'elle soit de l'ordre de la solidarité internationale ou de l'alimentation biologique est évidemment bien proche de cet intérêt pour l'authenticité. La consommation responsable est promulguée au nom de cette recherche de vérité perdue dans la modernité et par le capitalisme. Potter lui-même voit dans la mouvance biologique et de l'économie locale une quête de cette vérité. Sa thèse est toutefois que cette poursuite de l'original, est dans les faits un leurre. Depuis les 250 dernières années nous cherchons désespérément cette authenticité qui n'existerait simplement pas (Potter, 2010, p.13). Les sociétés traditionnelles n'étaient pas plus authentiques que celles contemporaines, par le fait même il devient évidemment que cette quête de l'authentique ne nous permet en rien de trouver le sens perdu. Cette recherche de l'authentique ne peut ainsi en rien être la solution aux problèmes que posent le capitalisme et la modernité, essentiellement puisque cette quête est une des principales causes des problèmes auxquels nous faisons face. Nous serions pris selon l'auteur dans un tourbillon

idéologique nous citant ce qu'est être un être authentique, ce que signifie vivre une vie authentique. Toutefois, cette recherche est prise dans une réalisation de l'authenticité qui est profondément individualiste, elle pose toujours le problème du point de vue de la réalisation personnelle, de la découverte de soi-même. Ainsi quelque chose qui devrait ramener aux vraies valeurs se traduit constamment par des gestes profondément solitaires. L'auteur nous amène un pas plus loin dans la compréhension de ce paradoxe, alors qu'il va même considérer que la majorité des gestes se voulant intègre et à l'abri des valeurs corrompues de la modernité, sont dans les faits des gestes qui visent avant tout la recherche et le maintien d'un statut. Cela nous ramène évidemment aux propos de Baudrillard voyant dans la consommation une multitude de gestes symboliques visant la différenciation dans la hiérarchie sociale. Chez Potter, le vocabulaire est un peu différent et plus contemporain, mais l'idée de différenciation par la consommation reste présente, tout en étant plus précisément orientée vers des gestes dits authentiques. La quête de l'authentique exige une importante consommation dans ce domaine. Le marché profite et récupère les fruits de cette authenticité, et comme nous l'avons déjà mentionné, il est extrêmement dispendieux de poursuivre cette voie supposément intègre.

En résumé, nous avons dans ce chapitre évoqué de nombreux auteurs, d'époque et d'orientation différente, qui parfois n'avaient en commun uniquement le fait de traiter de loin ou de proche de la consommation. Mais finalement ce que nous apprend chacun d'entre eux est le fait que le phénomène de la consommation, peu importe son orientation, est une pratique qui ne peut être considéré comme idéologiquement opposé au capitalisme, essentiellement parce qu'elle implique comme pratique la négation d'une réflexion sur les rapports de production dans leurs déterminations spécifiquement capitalistes, pour s'en tenir à des déterminations externes et limités. C'est en fait dans la séparation entre l'acte de produire et celui de consommer que le capitalisme trouve sa force lui permettant d'approfondir sa domination sociale. C'est dans cette séparation que se trouve le fondement de l'aliénation, de

la perte du rapport au monde et à la nature, mais aussi de la domination par le travail, par les symboles et par les objets. Nous avons aussi vu que les idéologies contre-culturelles qui tentent de se servir de la consommation pour créer une opposition au capitalisme sont constamment reprises par ce dernier. La contre-culture n'est qu'éphémère. Il semble qu'aussi longtemps que la contre-culture créera de nouveaux mouvements sociaux, le marché s'en enrichisse. Ce que nous apprennent plus spécifiquement ces auteurs sur la consommation responsable, c'est qu'elle n'est pas fondamentalement différente de la consommation de masse, essentiellement puisqu'elle n'enraye pas la hiérarchie internationale, ni l'aliénation particulière, ni change-t-elle la structure sociale maintenant une domination par la consommation et ce en ne transformant pas l'organisation de la production.

Dès l'introduction nous avons présenté trois impasses devant lesquelles se trouvent le capitalisme contemporain, chacun se présentant comme une crise globale de ce système économique. La première de ces trois crises est écologique, la seconde est financière et la troisième est culturelle. Notre question de fond ayant été de savoir si la consommation responsable pouvait être une solution envisageable pour espérer une sortie de ces crises. Notre premier chapitre a été consacré à la description et à l'analyse sociologique du phénomène de la consommation responsable. Dans le second chapitre nous avons approfondi notre compréhension du phénomène de la consommation en lui-même, notre analyse a surtout porté sur la consommation de masse, son émergence, les critiques sociologiques de cette forme pratique et ses conséquences sociales. Nous avons essentiellement compris qu'il existe dans la consommation même une fatalité qui contraint le consommateur à la passivité, à l'aliénation, à l'individualisme, et que ce geste est fondamentalement apolitique. Nous avons réservé le troisième chapitre de ce mémoire à la compréhension sociologique des impasses et crises monde actuel à cause du mode de production capitaliste, tout en envisageant les avenues envisageables pour sortir de ces crises globales. Les questions suivantes s'imposent dès lors : Pourquoi le capitalisme est-il toujours en crise? Pourquoi ne réussit-on pas à sortir

de ces crises? Quelles doivent être les assises de la sortie du capitalisme? Avant de nous engager dans cette examen forcément spéculatif, quels liens pouvons-nous tisser entre l'analyse du phénomène de la consommation de masse et cette tendance à la crise du capitalisme?

2.4 Le capitalisme contraint à la crise

C'est en explorant les conséquences de la rationalisation du travail par le fordisme et le taylorisme que Benjamin Coriat, dans *l'Atelier et le chronomètre*, a su mettre en évidence la fatalité du capitalisme à toujours être sur le bord d'une crise potentielle. Ce sont ces crises perpétuelles qui forcent le capitalisme à toujours avoir besoin d'innover, de créer de nouveaux marchés, d'être plus rentable, plus productif. Mais pourquoi le système est-il contraint de reproduire continuellement ces crises? Nous savons évidemment que le capitalisme se base sur une croissance constante, ainsi il doit toujours s'étendre à de nouvelles contrées, de nouveaux horizons de profit. Pour ce faire, les producteurs cherchent toujours à être plus productifs, alors que pour augmenter leur productivité ils rationalisent le travail. Cette rationalisation du travail a vu le jour dans le taylorisme du début du 20^e siècle et se poursuit encore aujourd'hui. Pour Coriat, afin de rester compétitifs et d'aller chercher une marge de profit maximale, les entrepreneurs doivent toujours instaurer de nouvelles normes de productivité. Ces dernières ont été implantées dans l'histoire par le fordisme avec son instauration de lignes de montage, ou avec la standardisation dans des lignes de montages, mais elle se poursuit encore aujourd'hui avec diverses technologies qui minimisent les coûts de production. Une fois ces nouvelles normes de productivité instaurées, ce sont les normes de production qui vont s'en trouver affectées. Coriat parle alors d'une baisse de la valeur de la marchandise et d'une augmentation générale du niveau de productivité. Les nouvelles normes de production vont finalement affecter directement les normes de consommation. En

modifiant l'usage que font les ménages des marchandises, mais aussi les normes salariales, c'est les référents normatifs même de ce qui est nécessaire qui vont se voir transformer. En d'autres termes la capacité productive va directement affecter les habitudes de consommation des ménages. Parallèlement à cette transformation des normes de productivité, de production et de consommation, il y a aussi les normes de travail qui vont s'en trouver modifiées, et ce avec l'instauration de nouvelles normes d'intensité et de temps, conforme au nouveau procès qu'aura entraîné les nouvelles normes de productivité. Cette dynamique économique cyclique ne peut mener selon Coriat qu'à un seul modèle de production: le capitalisme de masse. Surtout ce que nous apprend Coriat c'est que les industriels ou entrepreneurs sont contraints de toujours embarquer dans ce cycle d'amélioration de la productivité. Dans les faits les divers procès de production pour des marchandises à valeur d'usage similaire sont généralement inégalement efficaces, selon les usines, les matières premières, les travailleurs, l'organisation, etc. Cette divergence entre l'efficacité des productions engendre une grande inégalité dans la rentabilité de ces productions. Ainsi, les milieux les plus efficaces deviennent rapidement plus rentables et par le fait même ils posent les nouvelles normes de productivité, de production, de consommation et de travail. Pour un certain temps les milieux productifs les plus efficaces deviennent alors la norme générale. Toutefois, pendant ce temps, les milieux les moins productifs se voient menacés, puisqu'ils se trouvent en dessous de la norme et qu'ils ne peuvent être compétitifs, c'est alors que ces milieux productifs efficaces connaissent des crises et qu'ils sont menacés par la faillite. Les milieux économiquement florissant ne peuvent toutefois pas penser que leur prospérité est permanente, puisque la croissance contraint à ce que la rentabilité augmente continuellement. Ainsi, une nouvelle rationalisation du procès de production doit être faite et de nouvelles normes de productivité doivent être instaurées, mais cela mène évidemment à des nouvelles crises pour les milieux anciennement rentables lorsque les écarts de productivité se recréent par les nouvelles normes. Pour Coriat, c'est la rationalisation du procès de production lui-même qui contraint à ces faillites, il dira même qu'« au fond tout provient de ce la rationalisation des procès de travail

est un constant véhicule et facteur de crise. Comme elle se développe, elle provoque la non-validation d'ensembles-marchandises produits sur des supports devenus archaïques, par ses progrès mêmes. » (Coriat, 1970, p.143)

Le capitalisme est donc toujours contraint à revivre des crises afin que se poursuive la croissance économique. Ce qui distingue peut-être les crises dont traite Coriat et celles auxquelles fait face le monde actuel est le fait que les crises de Coriat sont des crises de productivité, où des milieux cessent d'être rentables parce que les normes autour se sont transformées. L'on peut toutefois voir dans ces crises de rentabilité la cause de crises plus profondes auxquelles l'on fait aujourd'hui face. C'est au nom de la croissance et de la rentabilité économique que d'énormes sacrifices écologiques et culturels sont faits et c'est aussi au nom de ce même argument qui s'est mise au point le système financier qui vise avant tout la croissance économique. L'enchaînement des trois crises dont nous traitons est toutefois différent de celui de la rentabilité, essentiellement parce qu'il ne peut être résolu par la production d'une nouvelle norme de productivité. Elles menacent en fait l'équilibre général du monde.

Il n'y a en fait aucune raison de croire que l'équilibre naturel du monde au point de vue de l'écologie et de la culture ne saura être complètement détruit par la poursuite d'une croissance économique. Notre second chapitre aura cherché à voir en quoi consiste la consommation de masse, évidemment toujours dans son rapport distinctif à la consommation responsable. En cette fin de chapitre nous arrivons à la conclusion que c'est le geste consommateur lui-même qui est à la base de la passivité et de l'aliénation, puisque maintenant le consommateur toujours à l'abri du procès de production, ce qui fait quasiment consensus dans la littérature que nous avons explorée. La consommation responsable apparaît donc inévitablement comme une poursuite du capitalisme et non comme une scission avec celui-ci. Si la consommation responsable ne peut être prise comme solution aux trois crises que nous

avons approfondies, sans doute faut-il pousser la question un peu plus loin et se demander dans le troisième chapitre ce que pourraient donc être des pistes réflexives pour envisager un débouché aux impasses dans lesquelles le capitalisme a plongé le monde.

CHAPITRE 3 COMPRENDRE L'IMPASSE ET EN SORTIR

Le troisième chapitre servira à boucler notre réflexion sur la consommation responsable qu'il paraît à présent impossible de comprendre uniquement à partir des préceptes de l'éthique individuelle, mais que l'on se doit de replacer dans le cadre économique mondial, qu'est celui de la globalisation. Le problème devant lequel nous nous trouvons ne serait pas celui uniquement celui de la consommation, ni de l'éthique, mais il serait en fait beaucoup plus profond trouverait souche directement dans le pouvoir exorbitant octroyé au capital dans l'ère de l'économie financière libéralisée. Le capital possède désormais une influence omniprésente dans la quasi-totalité des sphères sociales. Dans le second chapitre, nous avons passé à revue la question plus spécifique de la consommation. Au terme de ce chapitre nous en sommes venu à la conclusion que l'impasse dans laquelle se trouve le monde et l'économie actuelle ne peut être résolue par une simple réforme de la société consumériste. Pour envisager une transformation des conditions économiques actuelles, il faut avant tout se pencher sur les problèmes que pose le capitalisme, pas uniquement dans sa visée consumériste, mais dans totalité de sa structure sociale en tant qu'idéologie et système politique. C'est ainsi, à partir des travaux de Freitag, que nous entrons dans ce troisième chapitre en visant avant tout sa compréhension et sa critique de l'économie capitaliste en tant que système politique, actuellement vécu sous une forme globalisée. Évidemment, la question de la consommation responsable n'est pas pour autant mise de côté. Au contraire, c'est dans l'objectif de démontrer que la problématique affectant actuellement le monde n'est pas exclusivement une question de responsabilisation citoyenne ou d'éthique de consommation, mais que c'est une problématique beaucoup plus profonde qui va à la souche même de l'humanité, puisqu'elle concerne les bases politiques des sociétés. Ainsi, l'impasse de la consommation responsable est en fait endogène au mouvement lui-même, puisqu'elle est inhérente au capitalisme, lui-même pris dans une impasse. La consommation demeure

dans une logique proprement économique, rendant impuissante la possibilité de créer une réelle alternative politique au capitalisme. Ce que nous reconnaissons essentiellement aux travaux de Freitag sur la globalisation est sa capacité d'identifier l'origine politique de l'économie, mais surtout aussi de dénoter la profondeur de l'impasse. Dans ce troisième chapitre, nous soutiendrons essentiellement deux thèses. La première étant que les crises qui sévissent actuellement sont le résultat direct de la globalisation, et que cette globalisation est la suite logique de l'évolution du capitalisme en tant que système politique. Dans cette même lignée d'idée, nous nous positionnerons contre l'idée voulant que le capitalisme soit le résultat naturel de la somme d'actes individuels. Au contraire, nous nous attarderons à démontrer son fondement politique. Dans un second temps, nous soutiendrons que dans l'optique où les crises sont celles d'un système politique mondial défaillant, les solutions ne peuvent être autres, qu'elles aussi politiques et mondiales. En d'autres termes, nous reviendrons sur le thème de départ qu'est la consommation responsable pour réitérer qu'elle est insuffisante puisqu'elle n'est pas fondamentalement politique, et qu'elle ne suggère en rien une solution mondiale. En terminant nous tenterons d'avancer des solutions concrètes au problème que soulève la globalisation.

3.1 Les trois crises comme conséquences de la globalisation

Le capitalisme connaît actuellement une grande difficulté à renouveler son mode de production. L'un des meilleurs exemples de cette difficulté est la récente crise financière de 2008-2009 a soulevé beaucoup de questions sur le système financier qui régit actuellement une grande part des activités économiques mondiales. La tournure des événements a pris par surprise la majorité de la population, mais surtout les partisans idéologiques du système lui-même. De nombreuses voix s'élèvent pour dire qu'une telle crise était à la fois prévisible et inévitable. L'on ne peut pas dire que pour Michel Freitag la crise financière elle-même était

inévitable, ce qui l'était, et qui l'est toujours, est une catastrophe irrémédiable engendrée par les excès du système capitaliste globalisé. Dans ce sens, une crise écologique ou une destruction des particularités civilisationnelles des peuples aurait tout aussi pu être la cause de la déroute systémique. On comprend ici que, dans *L'impasse de la globalisation : Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Freitag fait certes une critique de l'économie financière, mais sa compréhension du problème ne s'arrête pas là, puisqu'il observe les conséquences, non seulement économiques, d'un tel système, mais aussi celles écologiques et encore les conséquences culturelles et symboliques qui viennent transformer, voir détruire, le fondement ontologique de la vie sociale. C'est ainsi que Freitag nous permettra de voir que les soubresauts de l'économie contemporaine ne sont ni ceux d'une bulle financière, ni de normes écologiques non adéquates, ni même d'un manque d'éthique facilement remédiable. Dans les prochaines pages nous chercherons à démontrer la compréhension que fait Freitag de la condition économique mondiale actuelle.

Le point de départ de l'analyse de Freitag est la distinction conceptuelle entre les termes globalisation et mondialisation (Freitag, 2008, p.15). La mondialisation fait référence à l'idée d'un monde commun, concret et réel. Il traite de la nature du monde qui unit une multitude de cultures et de peuples différents, mais qui se doivent de vivre ensemble, du fait qu'ils viennent d'un même monde. Même si ces termes sont souvent pris l'un pour l'autre, pour Freitag le sens de globalisation est tout différent. Celui-ci tire « son origine exclusivement dans les pratiques humaines que nous avons, dans leur forme même, détachées du monde, et dont la logique autonomisée tend maintenant à s'imposer à l'ensemble de la réalité sociale et naturelle, en les investissant et en les transformant de par leur essence même. » (Freitag, 2008, p.16) dans le détachement des pratiques humaines d'avec le monde qu'elles devraient habiter. Ce mouvement de détachement doit être compris comme un fait social et historique et non comme un mouvement naturel. La globalisation s'inscrit dans la continuité historique du mouvement capitaliste, qui se caractérise par une progression

constante de la privatisation des dimensions matérielles, morales et même culturelles de la vie sociale, mouvement qui s'arrime avec la perte d'un idéal commun et d'un rapport au monde que Fischbach a bien su nous démontrer. Pour Freitag, la globalisation est le résultat du projet néolibéral qui depuis une trentaine d'années vise l'abolition de l'État-Providence et de toute institution législative limitant la libre circulation du capital et l'accumulation illimitée de profit. Cette idéologie impose une vision unique et dogmatique selon laquelle un seul modèle économique est possible, le capitalisme libéralisé et déréglementé, dominé par la sphère financière. Ce modèle est alors pris pour naturel et donc inévitable. En fait, cette vision vient détruire une conception, que la modernité a mis tant de peine à instaurer, voulant que nous soyons en mesure de créer le monde dans lequel nous vivons. Le capitalisme s'est instauré à l'origine dans une lutte entre l'aristocratie et la bourgeoisie. L'instauration de ce système eut pour effet de massifier le salariat, mais a aussi rendu l'intervention étatique inévitable afin de réguler, encadrer et limiter le libéralisme économique. Comme le souligna Polanyi dès les années 1940, le libéralisme était une utopie, un projet, mais qui ne s'est jamais réalisé dans son entièreté. L'autorégulation anticipée par le libéralisme n'a jamais réellement vu le jour. Pour sa part, le néolibéralisme, et son projet de globalisation, est une idéologie, puisque la vision du monde de cette doctrine est imposée concrètement par les acteurs au cœur du capitalisme actuel, soit par les grandes corporations et les organisations économiques internationales. Ces organisations dotées de grands pouvoirs d'intervention se servent de leur puissance organisationnelle pour détruire les acquis sociaux et démocratiques qui pourraient limiter la libre expansion du marché. Leur capacité d'intervention dépassant celle de la majorité des États, elles réussissent ainsi à établir une puissance corporative supranationale, ayant pour but ultime la destruction de la capacité d'intervention politique que s'étaient données les sociétés sur l'économie. « En fait, il s'agit, dans le programme de la globalisation, de dissoudre la capacité d'action politique et juridique des sociétés telles qu'elles se sont diversement constituées, dans la mesure où cette capacité collective d'agir peut interférer avec le libre jeu des forces économiques qui se recomposent au niveau mondial avec la prétention

d'être l'ultime instance souveraine à laquelle doit être soumis le développement de l'humanité, l'unique instance de régulation de la vie sociale à travers le monde. » (Freitag, 2008, p.30) Il devient même à présent pertinent de se demander si nous sommes encore dans une économie de marché, puisque celle-ci est organisée par des puissances privées qui, par leur pouvoir médiatique, influencent les habitudes de consommation, les investissements, les monnaies, les politiques publiques, les traités internationaux, etc. Ainsi, Freitag lance un cri d'alarme en stipulant que les mécanismes économiques de la globalisation ne sont pas naturels, ni inévitables, mais qu'il existe beaucoup d'autres modes de régulation sociale tant économique que non économique qui s'assure du bon fonctionnement de la société, ces autres modes étant beaucoup plus anciens et beaucoup plus humains que ceux suggérés par la mouvance actuelle.

Lorsque l'on traite de l'évolution du capitalisme il est inévitable de remonter à la question de sa naissance. Pour Freitag, la réponse est sans équivoque. Le capitalisme est un système instauré par des forces politiques et n'a donc rien de naturel. Le développement du capitalisme est pour Freitag l'histoire de la déculturation, de la désocialisation et de l'automatisation des rapports sociaux médiatisant l'activité économique. Dans sa généalogie du capitalisme Freitag nous rappelle que dès l'antiquité grecque, un débat est soulevé entre une économie régulée par les rapports sociaux, où l'on retrouve de nombreuses limitations culturelles, et une économie libérée de toutes ces contraintes. Comme si souvent citée, ces deux définitions contradictoires de l'économie ont été établie aussitôt que par Aristote quand il met en évidence la distinction entre la chrématistique et l'*oikonomia*. (Freitag, 2008, p.68) Ce que la modernité a nommé l'économie était en fait pour les anciens la chrématistique, cette activité commerciale ne connaissant pas de limites normatives, dont la philosophie ancienne prévenait jadis des risques de dérives. Cette pratique était à l'époque réservée exclusivement aux commerçants non-citoyens. Par sa nature même, ce rapport social permettait la poursuite des intérêts individuels, en régulant les échanges selon l'offre et de la demande, et elle était

l'assise du développement d'une rationalité instrumentale dont la finalité était la maximisation des profits. Freitag souligne qu'au contraire, l'*oikonomia* « était littéralement une « économie des besoins », normée culturellement et politiquement » (Freitag, 2008, p.70) régulant les échanges à l'intérieur de la cité antique. L'*oikonomia* était en fait la régulation culturelle et politique, par les normes issues des coutumes et des traditions visant avant tout l'harmonie du cosmos, dans lequel tout est interdépendant. Ces simples gestes du quotidien transmis entre générations sont, selon Freitag, le substrat de la vie. L'*oikonomia* était une économie orientée vers les besoins de subsistance, axée sur la valeur d'usage et non sur la valeur marchande. En résumé, l'histoire de l'économie capitaliste va être celle de l'autonomisation graduelle des individus, celle de la suppression des rapports d'interdépendance et des solidarités, celle de la transformation des rapports à la matérialité. La *chrématistique* va libérer l'individu de sa dépendance intime à la nature, mais aussi de son rapport coutumier aux autres. La société deviendra donc plus qu'un agrégat d'individus qui n'a plus de substance propre. En parlant de la *chrématistique* Freitag affirme que « ce qu'elle accomplit, c'est une autonomisation de la personne à l'égard de ses communautés d'appartenance et de ses rapports de dépendances personnelle: c'est le dégagement des biens vis-à-vis de leurs attaches concrètes avec la vie sociale et de leur assignation d'usage; c'est la libération d'une capacité contractuelle individualiste à l'égard des engagements collectifs caractéristiques des pactes. » (Freitag, 2008, p.91) C'est en nous rappelant cette distinction entre les modes économiques, certes ancien, mais non désuet, que Freitag nous démontre que l'histoire du capitalisme est celle du passage graduel de l'*oikonomia* à la chrématistique, histoire dans laquelle s'inscrit parfaitement la globalisation. Telle que connue, cette transformation du capitalisme mènera à de nombreuses contradictions sociales, auxquels le pouvoir politique répondra par l'établissement de nombreuses législations étatiques dans le but de résoudre au mieux de leurs capacités ces conflits sociaux.

Pour Freitag le capitalisme moderne se retrouve aux prises avec deux contradictions qui lui sont inhérentes, l'une juridique et l'autre politique. (Freitag, 2008, p.129) Le capitalisme se définit essentiellement par la propriété privée et par la poursuite des intérêts particuliers. Toutefois, un problème est posé lorsque des particuliers peuvent s'approprier les bases matérielles de la production collective, que ce soit par les objets eux-mêmes, par les techniques de production ou par les normes culturelles de production. Cette appropriation singulière des biens pluriels supprime la capacité de subsistance des individus, à la fois par le contrôle de la production par une petite poignée d'entrepreneurs, mais aussi par la perte des compétences productives par la majorité des individus, dans un contexte où le travail est tellement segmenté, que plus personne ne sait exécuter la tâche dans toutes ses étapes. L'histoire se complique lorsqu'en même temps que le travailleur perd tout contrôle de sa production, il est émancipé des conditions matérielles de vie, puisqu'il se possède lui-même et qu'il peut se vendre par la force de travail. Il est alors condamné à être sans métier, sans compétences spécialisées, alors qu'il peut quand même transformer sa force en biens sur le marché du travail. Cette période de travail est d'ailleurs le seul moment où il est libre, mais de quelle liberté s'agit-il? Là où une contradiction subsiste selon Freitag, et il reprend directement une thèse de Marx, est dans le fait que l'acte juridique du contrat de travail implique qu'un individu libre s'engage à vendre sa force de travail, mais puisque ne possédant plus les conditions matérielles de sa production l'individu est contraint à ne pouvoir produire qu'à partir de sa force de travail dépourvue d'attachement et de savoir-faire. Ainsi, cette supposée liberté est vécue dans une situation de dépendance totale, mais est supportée par un contrat juridique qui la suppose comme vraie. Le travailleur n'exerce alors sa liberté que pour s'aliéner. « Il y a une contradiction de nature formelle puisque le travailleur libre n'exerce sa liberté que pour l'aliéner entièrement au patron durant le temps de travail et que ce temps de travail remplit pratiquement, existentiellement, tout le temps de vivre dont dispose effectivement le travailleurs. » (Freitag, 2008, p.131) La contradiction politique pour sa part traite de l'économie politique qui doit être comprise comme un phénomène politique construit

socialement et non comme un phénomène naturel. Ce qui caractérise la société moderne est principalement sa capacité à réfléchir sur elle-même et à se créer, à se définir et à faire des choix rationnels sur la réglementation qu'elle impose. C'est cette capacité de réflexivité politique qui a permis la naissance de la démocratie moderne et qui a permis d'empêcher une paupérisation du salariat à travers les diverses législations de l'État-Providence. Il devient toutefois contradictoire de constater que malgré ces grands idéaux démocratiques, il n'existe concrètement pas d'application de cette démocratie dans le contrat de travail, puisque celui-ci contraint à ne pas réfléchir et à être aliéné de toutes réflexions et décisions face à procès de production. (Freitag, 2008, p.133) En fait, c'est la loi du marché qui détient le contrôle du fonctionnement de la société et non le pouvoir démocratique consentant. Il est important de préciser que le mouvement ouvrier s'est largement soumis à cette logique dominante du marché, en exigeant toujours le maintien du contrat de travail. En fait la modernité a créé deux institutions fondamentalement contradictoires, la première, la démocratie libérale qui est supposée apporter une conscience sociale et collective, une implication politique, un approfondissement culturel, et l'autre le capitalisme, avec son contrat de travail, qui ne sert finalement qu'à séparer l'économie du social et détruisant tout sur son passage. Ces deux projets politiques réussissent à cohabiter de façon très maladroite, mais quand même, avec une prédominance flagrante du projet économique, qui n'a aucune valeur sociale référent au projet démocratique. Face à ces deux contradictions, politique et juridique, du capitalisme vont s'observer deux réactions principales, l'une spécifique à l'Europe et l'autre à l'Amérique.

Il faut se rappeler que le contexte dans lequel se développe le capitalisme en Europe (Freitag, 2008, p.138) est très distinct de celui d'Amérique. D'abord par la saturation des terres, les Européens n'auront pas le fantasme de la conquête de la terre vierge. Aussi, l'histoire du vieux continent va peser beaucoup dans l'imaginaire collectif qui se rappelle des rapports de pouvoir ancestraux, de l'Aristocratie, du Moyen-Âge, des luttes pour la modernité, de la Révolution Française. Freitag va spécifier deux pôles historiques européens

marquants. D'abord la société médiévale où il existait une protection sociale fondée sur les corporations de travail. Cette phase aura été effective jusqu'à la Loi Chapelier promulguée lors de la Révolution Française, qui interdisant le droit d'association. La deuxième phase sera celle des mouvements ouvriers fonctionnant comme classe organique, orientée vers le politique, où ces dites classes ouvrières s'adresseront aux États en tant qu'unité. Si l'on repense à l'histoire de l'Europe, on voit bien comment cette unité de classe a beaucoup marqué les rapports de classes, entre bourgeois et prolétaires, mais aussi entre Aristocratie et populace. Cette ancienne stratification sociale hyper imperméable, freinera l'idée d'une mobilité sociale des Européens, même une fois que ces classes hermétiques auront été dissoutes. Ainsi, la classe prolétaire fonctionnant de façon unitaire, aura donc pour effet de se référer directement à la régulation politique et législative, avec l'instauration de partis politiques ouvriers et d'énormes syndicats nationaux.

Pour sa part, l'Amérique ne sera pas marquée par la même tradition. (Freitag, 2008, p.145) Les conquêtes vers les terres promettant l'abondance, mais surtout l'autodétermination individuelle, aurait formé une illusion sociale du *Self made man*. La terre est inoccupée et il n'y a pas de structure sociale forte en place. C'est la conquête vers l'Ouest d'un des plus grands pays du monde, le projet est d'envergure. « L'Europe était saturée de monde, l'Amérique, elle, manquait de monde pour être mise en exploitation d'un océan à l'autre. » (Freitag, 2008, p.145) Ainsi, l'origine européenne de l'Amérique sera facilement placée aux oubliettes. On ne se rappellera pas des guerres, ni des philosophes ou des révolutions, on ne se rappelle même pas que l'on appartient aussi à cette histoire et qu'il y a eu un grand choc entre la tradition et la modernité. Pour Freitag, l'Amérique naît de la modernité, ce qui aurait rendu son développement moins conflictuel que dans le cas de l'Europe où l'ancienne organisation sociale était antagonique aux idéaux modernes. Se serait alors créée l'idée que le procès dans lequel se développe cette société se produit naturellement et qu'il ne serait pas construit politiquement. À ce sentiment d'autoréalisation, va s'accompagner la profonde

croissance en la mobilité sociale. Ainsi, les Américains ne se concevront pas comme étant condamnés à rester dans les conditions matérielles et sociales de leur naissance. Au contraire, c'est la force de la conviction et de la persévérance qui déterminera les conditions de vie. Lorsque s'accroîtront les problèmes sociaux liés au capitalisme la résistance ne sera pas organisée par une classe prolétaire unifiée, comme en Europe. N'étant pas divisée catégoriquement en deux classes, l'Amérique va plutôt construire ses instances ouvrières autour de syndicats locaux, ne négociant pas directement avec l'État en tant d'unité, dans le but d'instaurer politiquement des législations, mais va plutôt négocier avec les entreprises pour instaurer des conventions collectives spécifiques aux divers domaines de travail. Cette méthode va avoir pour effet de concentrer les travailleurs sur leurs avantages respectifs, à l'intérieur même de leur syndicat, plutôt que sur le bien social global. Le mouvement syndical s'inscrivant dans la défense du mode de vie consumériste, les travailleurs vont penser tirer directement avantage des activités lucratives des entreprises. Or, ce qui est bénéfique pour la corporation devrait le devenir aussi pour les salariés. Surtout, ces derniers vont en venir à littéralement défendre les activités des corporations, qui rappelons le, les exploitent et les aliènent à titre d'employés. Les négociations étant faites de façon particulière, les sociétés entières, tant les gouvernements que les salariés deviendront à la merci des corporations puisque n'ayant aucun contre-poids politique. Ces vastes institutions économiques seront perçues comme des bienfaiteurs nous permettant de disposer de moyens productifs par le travail qu'elles créent. C'est alors que l'on verra fréquemment des pratiques favorables aux corporations telle que l'octroi de subventions publiques, notamment pour qu'elles poursuivent leurs activités économiques dans les pays développés et qu'elles ne s'expatrient pas dans des pays aux coûts de production nettement inférieurs. Ainsi, les États d'Amérique prendront évidemment une forme, non-pas législative comme en Europe, mais plus administrative et réglementaire. Dans les termes de Freitag, « le concept classique de pouvoir, qui implique sociologiquement la référence à une légitimité sociale, a été systématiquement remplacé par les concepts postmodernistes du « contrôle », de la « prise de décision » et par la

« programmation » pragmatique opérée, par rétroaction, en fonction des résultats ciblés ou escomptés et obéissant d'abord et avant tout à un principe d'efficacité. » (Freitag, 2008, p.151)

En Amérique, le citoyen, qui réussit, à la sueur de son front, à faire de grandes réalisations économiques, deviendra l'emblème idéologique de la réussite. Étant la voie de la réalisation sociale, l'entrepreneuriat va se répandre comme une trainée de poudre, la conquête des marchés, agressive et dynamique, sera quotidiennement à l'ordre du jour. De nouveaux produits de consommations seront quotidiennement développés par ces entrepreneurs qui la vendront par le biais d'une publicité et d'un marketing agressif exacerbé. On comprend bien que ce modèle va amener à une surabondance chronique, marquée par des abus tant alimentaires, technologiques, matériels, que l'on nommera fièrement *The american way of life*.

3.2 Le capitalisme managérial

La société américaine va être le berceau de ce que Freitag nomme le capitalisme managérial. Cette mutation va avoir pour effet de transformer les petits entrepreneurs, en grand entrepreneur mythique, qui concentreront finalement les actifs industriels. Ces grands entrepreneurs vont venir nourrir le mythe fondateur, de la nouvelle société, qui ne regarde jamais en arrière, mais toujours vers le futur, vers la conquête. Freitag voit « ces célèbres capitaines d'industrie comme des figures transitoires. Elles marquent le passage du capitalisme entrepreneurial, qui reste centré sur le droit de propriété et de l'initiative individuelle que celle-ci permet, à un capitalisme managérial centré sur la capacité collective et technique d'organisation et de contrôle plutôt que sur le pouvoir qui est institutionnellement ou légalement lié à la propriété. » (Freitag, 2008, p.166) Plus

concrètement, c'est la nature même du capitalisme qui va s'en trouver transformée, de même que celle de la propriété. L'entreprise va graduellement acquérir juridiquement le titre de personne morale, ce qui va être le point clé sa nouvelle configuration. Ce droit va lui accorder le même statut juridique qu'un individu, ainsi disposera-t-elle des mêmes libertés que tous citoyens, en devenant un sujet collectif. Ces intérêts vont toutefois demeurer privés, ce qui lui donnera accès aux droits publics, mais avec les avantages du privé. En plus de cette acquisition des droits publics, la nouvelle forme d'entreprise managériale va établir une séparation entre la propriété de l'entreprise, qui va devenir actionnariale, et son administration, qui va être opérée par des gestionnaires salariés. Ainsi, il va devenir encore plus difficile d'avoir un rapport de force avec les autorités d'une entreprise qui deviendront des bureaucrates opérant de façon technique et méthodologique stricte sur des vies humaines. Le seul critère pris en considération dans la gestion sera alors l'efficacité de la compagnie dans la réalisation de ses profits toujours plus grands. Freitag nommera cette nouvelle gestion technoscientifique, qu'il décrit « par des ingénieurs experts, qui n'interviennent plus directement au nom d'une délégation d'un pouvoir de commandement quasi militaire, mais sur la base de leur expertise technique et scientifique et dont le but est expressément et uniquement l'efficacité, la maximisation du rendement » (Freitag, 2008, p.170). Aussi, va s'opérer une organisation scientifique du travail, dans l'ultime but de constamment augmenter la productivité pour soutenir la croissance. Pour ce faire, de nouvelles mesures de contrôle, de surveillance, d'organisation, seront mises en place. À cette nouvelle forme de travail hyper-rationalisé dans les moindres gestes et techniques, va devoir s'adapter l'éducation, qui va elle-même s'orienter vers la productivité et la compétitivité des marchés.

Malgré les techniques de marketing toujours en construction, la consommation de masse va éventuellement se relever insuffisante pour soutenir la croissance économique. La propriété de ces nouvelles méga-entreprises va s'opérer par le biais d'une évaluation spéculative en bourse. Ainsi, seront propriétaires de ces grandes corporations, ceux qui en

achètent des actions. La figure du propriétaire va être complètement dissoute dans ce type d'organisation, pour laisser place à celle des grands investisseurs, à qui l'on n'attribuera aucune responsabilité sociale des décisions de son entreprise. La non-responsabilité morale des actionnaires sera d'abord due au fait qu'ils ne prennent pas eux-mêmes les décisions, puisque celles-ci seront prises par l'équipe de la direction, et deuxièmement puisqu'ils pourraient d'une heure à l'autre vendre toutes leurs actions et ne plus être propriétaires. Cette propriété actionnariale aura deux effets, d'abord de pouvoir rendre n'importe qui partiellement propriétaire, même des gens à modiques revenus voulant investir à la bourse, généralement par le biais de placements. Cette propriété partielle va venir en quelque sorte démocratiser la propriété, de façon un peu paradoxale, puisque n'ayant aucun recours sur la gestion de cette propriété. Aussi cette nouvelle méthode d'évaluation en bourse va avoir pour effet de créer l'*Overclass*, une nouvelle classe très réduite d'investisseurs, plaçant en bourses des sommes colossales, pour qui la spéculation financière génère des revenus que même l'imagination ne peut reproduire et qui furent inaccessibles même aux plus grands industriels.

La transformation managériale du capitalisme va s'étendre mondialement, mais son origine et son cœur resteront basés en Amérique. Ses répercussions seront marquantes, la culture et le politique uniformiseront sous la tutelle des corporations. Au niveau de la loi du marché, évidemment on peut se poser des questions à savoir si cette nouvelle forme de capitalisme ne viendrait pas éliminer la liberté censée être immanente au marché de consommation, qui se trouve à présent contrôlé par toute sorte de techniques publicitaires, frôlant la manipulation. Freitag attestera évidemment que les marchés de la consommation sont infiniment contrôlés par les corporations, il spécifiera que la loi de l'offre et de la demande, typique des marchés capitalistes, demeurera efficiente, mais à l'intérieur des marchés financiers seulement. Évidemment, ce rapport avec la corporation vient changer la perception que l'on peut avoir de l'aliénation. Dans la modernité, la domination était clairement instituée dans la figure du propriétaire, mais aussi l'«aliénation propre au

capitalisme industriel entrainait donc, dans la société, le sentiment d'obligation de nature politique qui restait attachée à l'idée que la société représente l'espace de réalisation du bien commun, qu'elle en est responsable, et que la forme de son développement est une question qui doit être soumise finalement au débat de tous, dans un régime politique qui se prétendait démocratique. » (Freitag, 2008, p.178) Cette nouvelle forme d'entreprise aurait rendu imperceptible la figure de l'exploitant et de la domination, à présent sous la figure de l'expert. En termes de dynamique politique, la puissance organisationnelle des entreprises aurait eu pour effets « à travers l'accumulation d'adaptations réactives locales et toujours particulières à leur environnement (de se dynamiser) continuellement, créant ainsi un mouvement général de plus en plus puissant vis-à-vis duquel l'unité de la société, l'idée d'un projet commun, d'un débat sur le sens de la vie collective, disparaît de plus en plus. » (Freitag, 2008, p.183) L'aliénation aurait pris une forme culturelle industrialisée passant essentiellement par la consommation, nouveau terrain de conquête où les corporations tenteraient de s'arracher l'influence des marchés. « Dès lors, le monde des besoins ainsi que l'univers psychologique et existentiel du désir ont été directement ou indirectement investis et appropriés par le système et intégrés dans son fonctionnement quotidien. » (Freitag, 2008, p.176) Aggravant du coup le sens que l'on peut donner au concept de société de consommation en termes de conséquences civilisationnelles, puisque c'est essentiellement les dynamiques culturelles qui s'en trouveraient transformées. (Freitag, 2008, p.175)

La transformation du capitalisme managérial en une forme spéculative va s'opérer par cinq points soulevés par Freitag. Le premier va être l'instauration de la spéculation comme méthode d'évaluation de la valeur du capital, ainsi, la valeur des corporations ne sera plus déterminée par la productivité réelle, mais bien par l'unique jeu de l'offre et de la demande. (Freitag, 2008, p.187) Ensuite, les corporations vont convertir en action une partie de leurs actifs, ce qui va faciliter l'achat et la revente des parts de l'entreprise. (Freitag, 2008, p.187) Troisièmement, les salariés vont prendre un rôle très important en contribuant par des actifs

liquides aux investisseurs. (Freitag, 2008, p.188) Par le biais de leurs fonds de pension et même de leur compte de banque, les employés prêteront littéralement leur argent, pour que les investisseurs jouent à la bourse. Malgré qu'ils soient en quelque sorte propriétaires d'une bonne part des actifs financiers, les salariés n'ont toutefois aucun droit de regard sur les investissements faits, et surtout ne reçoivent qu'une infime partie des bénéfices. Quatrièmement, l'informatisation de la communication va rendre les transferts de capitaux à l'échelle mondiale automatiques.(Freitag, 2008, p.188) Finalement, il va y avoir une déréglementation systématique des opérations financières, qui ne subiront aucune taxation et aucune restriction sur leur nature spéculative.(Freitag, 2008, p.188) Par le biais de ces cinq réformes du capitalisme managérial, va s'instaurer un capitalisme financiarisé, dans lequel les marchés financiers vont être l'instance suprême de régulations économiques, et où l'anticipation sur des transactions déplaçant des sommes faramineuses sera aux commandes du système financier, complètement abstrait de la productivité réelle.

Cette double transformation entre le capitalisme managérial et le capitalisme financier va avoir des conséquences sociales d'envergure. La première soulevée par Freitag est politique, où les gouvernements vont perdre, par la déréglementation de la finance et la perte de visées sociales politiques, leur pouvoir sur leur propre souveraineté. Il faut bien comprendre que la déréglementation de l'activité économique ne va pas simplement l'impliquer elle, mais va aussi impliquer tout ce qui pourrait lui nuire, telle que des politiques écologiques ou culturelles, plus spécifiquement c'est la déréglementation de tout ce qui touche directement ou indirectement le système économique autorégulé et autoréférentiel. Ainsi, les diverses institutions implantées par l'État-Providence pour colmater les effets pervers et nombreux du capitalisme vont être mises de côté pour marquer la fin de la régulation de l'économie par le politique. « Ces grands organismes économiques supranationaux, représentants du monde corporatif, se sont placés nettement au-dessus des États dont ils jugent les politiques en donnant de bonnes ou de mauvaises notes à leurs

gouvernements, qui jouent de plus en plus ouvertement les rôles d'élèves dociles et respectueux. » (Freitag, 2008, p.190) Serait-ce la fin de l'histoire, la réponse de Freitag à ce sujet n'est pas catégorique, mais ce serait certes la fin des contradictions qui ont été le moteur de l'histoire des civilisations. Évidemment avec la dégradation du pouvoir législatif de l'État, vont resurgir les problèmes sociaux qu'il atténuait, mais surtout ces conséquences du capitalisme vont dorénavant être colmatées par la société civile, plutôt que par des institutions étatiques, comme c'est par exemple le cas avec la solution que proposent les défenseurs de la consommation responsable. Il faut évidemment se rappeler que la globalisation n'est pas encore à 100 % effective, et les débris de l'État-providence restent encore présents pour éviter la jungle économique mondiale, mais la bataille n'est pas gagnée et le projet reste en vigueur. Il est ainsi possible de s'imaginer que les contrecoups de la globalisation vont que s'accroître.

Une autre conséquence importante soulevée par Freitag est celle de l'orientation du savoir. (Freitag, 2008, p.204) Les corporations disposent de fonds de recherche très importants. Toutefois, ces fonds ne sont pas considérés comme des outils de recherche sur des problèmes fondamentaux et philosophiques, mais ils sont plutôt des investissements que ces entreprises font pour mieux s'adapter aux marchés, voir même pour créer d'autres horizons marchands. Une nouvelle orientation va ainsi être donnée à la science, qui ne servira plus à connaître le monde extérieur, mais qui servira plus à peaufiner les techniques de l'industrie, qui cherche à transformer le monde plutôt qu'à le comprendre. Ainsi, l'autonomie qui existait dans la recherche et l'accès à la connaissance fondamentale, va avoir tendance à disparaître au profit de révolutions technologiques constantes, ne desservant que l'intérêt des organisations privées. Ce nouveau monde de la connaissance essentiellement artificiel, va s'étendre dans les industries, mais aussi au de-là de celles-ci, puisque même les domaines du savoir public, notamment les institutions scolaires, vont lui donner une prédominance en soutenant l'orientation vers le marché du travail. Cet assujettissement de la recherche publique à celle

privée, va évidemment aller de pair avec un large désinvestissement des États dans la formation académique, ne serait-ce que financière, mais aussi une orientation directe des programmes publics d'études vers les besoins des industries. Ces dernières iront même dans certains endroits jusqu'à subventionner directement les chaires de recherche et les départements universitaires. Freitag lance un cri d'alarme, puisque cette orientation du savoir et de l'éducation fait perdre la valeur universelle du savoir que la modernité a eu tant de peine à implanter. Désormais, nous n'aurons plus de connaissances sur la nature humaine, sur la nature écologique, sur les grands questionnements philosophiques, ni même sur l'épistémologie des sciences, désormais serons nous assujettis à un savoir majoritairement pratique et pragmatique, ou encore un savoir peut-être fort complexe, mais ne visant pas la connaissance du monde dans lequel nous vivons, mais simplement sa transformation. Technoscience sera le nom donné à ce champ de connaissance orienté uniquement vers les besoins du capitalisme, et non plus vers les besoins humains et culturels. L'on peut évidemment voir comment cette orientation économique du savoir et un des aspects fondamentaux de la crise culturelle, où la culture n'existe plus pour elle-même comme fonction symbolique, mais prend plutôt une orientation économique.

En terme de conséquences politiques, le problème du retrait de l'État des choses publiques a déjà été évoqué et sont plus que nombreuses. À ce retrait va s'agencer une multiplication du lobbying, où les divers acteurs sociaux économiques font faire pression comme ils peuvent pour soutenir leurs intérêts. Ces concours d'influence vont avoir tendance à devenir le cœur du politique, puisqu'ils seront à présent le lieu de grandes décisions. (Freitag, 2008, p.190) Le droit subira aussi des conséquences de l'implantation du régime managérial technoscientifique. Le droit est une des principales institutions de la société moderne, qui reconnaît sa capacité de se construire en tant que société et qui par le fait même développe sa fonction législative. Avec le retrait graduel de la force étatique, le droit va connaître de grande transformation, puisqu'il n'aura plus comme fonction d'élaborer des lois

d'envergure sociétale, tel qu'il le faisait dans la modernité, mais il va plutôt s'orienter vers sa fonction judiciaire, où sa fonction principale sera de régler des litiges particuliers. Ainsi, le même mouvement que l'on retrouve dans le domaine de la connaissance ou encore en politique, où la fonction publique des grandes institutions à mise de côté pour laisser place à l'épanouissement du privé, va avoir lieu aussi dans le droit qui va désormais servir à régler des différends entre individus, plutôt que de représenter l'autorité politique. Deux conséquences sociales du capitalisme soulevées par Freitag restent à nommer. L'avant-dernière est celle des identités sociales qui vont graduellement devenir construites, non plus par la culture, mais bien par les modèles de consommations, et ce, même pour ceux qui s'identifient à la consommation responsable. (Freitag, 2008, p.209) En fait, les mécanismes identitaires vont être dominés par le capitalisme financier, qui développe des stratagèmes de marketings inimaginables pour que les gens se sentent appelés par telle voiture, ou telle marque. Dans un contexte où le politique recule et où la culture est elle-même aliénée par les tours de force de l'économie, ces techniques vont avoir un impact foudroyant sur la construction de l'identité collective, qui va elle aussi devenir de plus en plus individualisée et de moins et moins rapportée à l'identité proprement humaine. En d'autres termes, il va y avoir une perte du sentiment de l'appartenance à la société, et encore plus à l'humanité, qui va être remplacée par une identité particulière fortement orientée par les stratégies de l'économie financiarisée.

Finalement, la dernière conséquence soulevée par Freitag est celle de l'adoption de la logique marchande dans le domaine de la biologie, ou plus particulièrement de l'écologie. (Freitag, 2008, p.210) La nature aura bien longtemps été à l'abri de la logique de la chrématistique. De nouveaux marchés auront toutefois été développés afin de mettre nos plus précieuses ressources aux enchères. Évidemment, les matières premières sont depuis longtemps l'objet de spéculation, mais l'on se trouve désormais devant des procédés qui permettent de vendre l'accès à la pollution, à l'eau, voir même peut-être éventuellement à l'air, ce n'est qu'une question de temps que les autres marchés aient atteint leur point de saturation.

Ces nouvelles interventions biotechniques permettant la spéculation sur les ressources naturelles sont évidemment absurdes, puisque même si l'on fait des millions de milliards de dollars sur le dos de la pollution, la Terre ne nous supportera pas plus longtemps. Cet exemple démontre bien comment le capitalisme financiarisé s'est complètement détaché des conditions humaines et écologiques qui l'entourent et qu'il n'a des yeux que pour le profit, mais aussi que cet aveuglement face aux conditions matérielles de son existence n'a d'autres voies que de le mener à sa perte, à celle de la Terre et à celle de l'humanité, si cette dernière ne se réveille pas aujourd'hui, voir même peut-être hier.

Freitag traitera aussi du rôle actuel des banques mondiales, qui s'est radicalement transformé avec le temps puisqu'à l'époque de leur création elles avaient pour fonction d'aider à la reconstruction du monde fortement secoué par la Seconde Guerre mondiale. (Freitag, 2008, p.213) Cet objectif était relativement idéologiquement neutre, mais les banques mondiales ont progressivement commencé à prendre aux débats politiques, notamment lors de la Guerre Froide, où elles ont clairement soutenu le libéralisme et le capitalisme. Elles ont fini par représenter les corporations sous la tutelle de l'Amérique, tout en prenant un rôle prédominant dans la libération des capitaux. Ainsi, ont-elles commencé à faire divers plans d'investissements et de prêts régulant les rapports économiques, surtout entre les pays industrialisés et ceux non industrialisés, dont le plus important et le plus connu fut l'AMI. Ce traité visait essentiellement la libre circulation des investissements (Freitag, 2008, p.215) et la primauté du droit des corporations face à celui des États (Freitag, 2008, p.216). Cette fin des législations économiques nationales au niveau international allait être d'autant plus néfaste les pays en voie de développement ou sous-développés, forcé de signer sous la menace du boycott. Malgré que cet accord soit mort dans l'œuf, le projet d'une économie mondialisée avec aucune limitation politique reste à l'ordre du jour.

Cette question fondamentale de la globalisation selon Freitag, n'est toutefois pas unique, puisqu'elle doit s'accompagner d'une volonté de maintenir la pérennité des formes de vie, tant au niveau écologique que social. (Freitag, 2008, p.227) Par exemple, il serait inutile pour l'avenir de l'humanité d'éliminer la pauvreté pour maintenir un impérialisme culturel et des normes écologiques nettement en dessous des besoins de survies de l'écosystème, tout comme il apparaît inutile d'adopter des normes écologiques pour maintenir une domination culturelle. La seule solution pour l'auteur en revient à un impératif de remettre en cause notre mode de vie individualiste et consumériste. Au niveau économique, un mode de décroissance serait actuellement primordial, ainsi les révolutions technologiques devraient être ralenties et mieux évaluées. Avec les bouleversements technologiques constants, l'ontologie même de la réalité tendrait à disparaître, les limites de son possible étant continuellement repoussées. (Freitag, 2008, p.236) Selon Freitag, nous ferions face à une abolition de ce que l'on appelait l'impossible, puisque désormais tout nous apparaît comme possible par la technologie. *A priori* cela peut sembler contradictoire avec la position de Fischbach précédemment illustrée dans le second chapitre qui voulait que l'on soit devant la perte du monde des possibles. Sans doute faut-il donc préciser que cette transformation artificielle du monde par les technologies ne rectifie en rien la perte de la capacité d'agir politiquement décrite par Fischbach.

Il apparaît donc pour Freitag que la première chose à faire pour construire une alternative au capitalisme financiarisé est de reconnaître que l'économie contemporaine n'est pas naturelle, voir même qu'elle est un projet idéologique instauré politiquement. Ensuite, faudrait-il dépasser l'opposition binaire des projets politiques possibles voulant que l'on ne voit comme alternative au capitalisme que le communisme, qui par son échec soviétique n'en n'est finalement plus un. (Freitag, 2008, p.244) Cela impliquerait donc d'être constructif, et de sortir de l'idée selon laquelle le système capitaliste est la seule organisation économique possible. Le projet ne devrait toutefois pas être purement utopique, mais bien construit à

partir des bases sociales et politiques existantes, mais en se basant cette fois-ci sur les valeurs de l'*oikonomia*, plutôt que sur celles de la *chrématistique*.

La première partie de ce dernier chapitre sert à mettre sur table les conditions historiques et actuelles du capitalisme afin de bien comprendre dans quel contexte il a évolué, mais aussi afin de voir les conséquences contemporaines de cette évolution. Les trois crises qui nous concernent que sont celles écologique, culturelle et financière apparaissent à présent comme inévitables. Le contexte globalisé de l'économie contemporaine est à un tel point dérèglementé et mis en place pour ne favoriser que la libre expansion du capital, il apparaît inévitable que toutes les autres sphères de la société et du monde soient soumises à cette logique marchande. Les travaux de Freitag nous ont certes permis de voir la complexité de la problématique qui ne peut être réduite à une question de choix de consommation, la profondeur des transformations que fait subir le capitalisme au reste de la société et la gravité des conséquences ne laissent d'autres options que d'envisager des solutions à ces crises qui serait de la même envergure que l'est le problème. Un fort appui idéologique évidemment était nécessaire pour que puisse s'installer le capitalisme. C'est précisément l'économie comme science qui va devenir la justification théorique de ces pratiques. Se voulant d'être une science positive, l'économie cherche à démontrer la naturalité de son processus, équivalent à la loi de la gravité. Elle va renoncer à toutes régulations sociales sous prétexte de l'autorégulation des marchés. Cette science, avec comme seul objectif la rationalité instrumentale, s'est aveuglée à vouloir libérer le social de toutes irrationalités, sans jamais se rendre compte de la fausseté de son idéologie. Dans cette optique, lorsque le temps est venu de réfléchir sur les alternatives au capitalisme et au moyen de sortir des impasses devant lesquelles il nous place, il n'y a aucune raison selon Freitag de se limiter à des modèles qui s'arrimeraient à l'économie de marché, comme le suggère la mouvance de la consommation responsable, qui comme nous l'avons démontré cherche à humaniser le marché, plutôt que de produire un modèle économique distinct. Au contraire, il est impératif d'opter pour des

solutions qui vont à l'encontre de cette idéologie et qui remettent en place la souveraineté du politique devant celle de l'économie, prenant donc la forme de droit public.(Freitag, 2008, p.245) Voyons en quoi il est possible d'envisager ces alternatives.

3.3 Pour sortir de la crise

Les travaux de Freitag nous ont donc jusqu'à présent démontré l'ampleur de la crise qui affecte présentement l'ordre mondial. Tant par la nature de la consommation elle-même, que par la profondeur de l'impasse économique, il nous est une fois de plus possible de réitérer que la consommation responsable n'est pas une solution concrète et durable pour sauver ce qu'il reste de l'humanité et du monde. C'est ainsi que nous chercherons dans cette fin de chapitre à envisager des alternatives à la consommation responsable, mais plus spécifiquement des alternatives à l'ordre économique actuel. Pour ce faire, nous commencerons avec l'œuvre de Michéa qui dans *l'Impasse Adam Smith: Brève remarque sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche* s'est questionné sur la difficulté des groupes de gauche à proposer une alternative au capitalisme. En second temps, nous poursuivrons en exposant les solutions proposées par Freitag pour limiter voir même freiner les effets néfastes de l'économie capitaliste.

Plus spécifiquement, Michéa se questionne sur l'alternative que représente la gauche au système capitaliste. Il définit cette gauche comme étant « le vaste mouvement politique et intellectuel qui s'oppose officiellement au système capitaliste et à tous ses méfaits ». (Michéa, 2006, p.12) Il se demande pourquoi cette grande vague d'opposition extrêmement diversifiée n'a pas encore réussi à créer une alternative concrète et durable à l'économie dominante. Dans la tradition philosophique gauchiste, l'influence des Lumières est prédominante, voir même que selon Michéa, la gauche se considérerait comme la seule héritière légitime de ce courant

philosophique promulguant le progrès et la modernité. (Michéa, 2006, p.15) Toutefois, pour l'auteur, l'application de la philosophie des Lumières ne peut être faite que dans le cadre où l'on accepte les préceptes de l'*individualisme libéral*. D'un point de vue politique, cet individualisme se traduit inévitablement dans une économie politique qui trouve sa souche dans les travaux d'Adam Smith, plus précisément dans *La richesse des nations*. Ainsi, un paradoxe profond habite la gauche du fait qu'elle est née et est ontologiquement déterminée par la même tradition philosophique qu'est le libéralisme politique, ayant mené au libéralisme économique. Michéa voit bien la profondeur de cette contradiction et l'impossibilité que la gauche puisse se présenter comme une alternative viable au capitalisme, ce qui l'amène à considérer que la gauche n'a jamais su fonctionner comme alternative politique, mais qu'elle sert plutôt une fonction religieuse. Depuis le XIXe siècle, la gauche aurait fonctionné comme une religion de remplacement conférant une identité à ses fidèles, leur garantissant une allégeance à leur valeur.

Michéa construit sa pensée autour de trois propositions. La première concerne la révolution culturelle que propose la gauche. Pour la gauche, il est impératif qu'une crise marque la non-viabilité du capitalisme, afin que les dirigeants politiques et économiques se mettent à l'évidence des catastrophes qu'ils engendrent. C'est à partir des années 1970, entre les luttes ouvrières et la baisse du niveau de croissance que commence à s'intensifier cette crise, en plus de la chute de la légitimité des États totalitaires communistes et de la chute de l'influence religieuse. Paradoxalement, cette époque marque à la fois une crise systémique du capitalisme qui est confronté à des antinomies flagrantes, mais c'est aussi l'époque où l'on commence à appliquer à la lettre les préceptes de l'idéologie capitaliste dans toutes les sphères de la vie humaine et ce à un niveau planétaire. En d'autres termes c'est lorsque le capitalisme commence à avoir de la difficulté à se reproduire que l'on commence à vouloir l'universaliser. Pour les partisans de l'économie libérale, le but n'est évidemment pas de dégrader davantage les conditions sociales déjà problématiques, mais bien de les pacifier.

C'est essentiellement par l'*organisation scientifique* du monde que va passer cette tentative de retour à l'harmonie. C'est alors que l'on va vouloir appliquer une raison utilitariste à chacun des aspects de la vie humaine, comme si elle était rationalisable en tous points. Il n'y a pas de meilleur exemple de cette rationalité humaine que celui de l'échange économique. C'est ainsi que l'on va finir par considérer comme universelle une nature humaine hyper rationnelle et une propension aussi naturelle au calcul économique. Michéa nous rappelle toutefois les propos de Marx voulant que la nature rationnellement égoïste de l'humain ne soit qu'une *robinsonnade*. (Michéa, 2006, p.38) En fait l'utilitarisme n'est qu'une des multiples voies comportementales que l'humain peut emprunter. Il est aussi muni d'un inconscient et d'un système symbolique fort qui oriente ses actions selon des critères tout autre qu'économique. Pour ne reprendre que ceux-ci, Michéa parle du fait « que le don, l'entraide et la civilité continuent de marquer un part non négligeable des rapports concrets entre les individus » (Michéa, 2006, p.38), même si ces derniers n'ont rien avoir avec une rationalité utilitariste. Ainsi, les individus finissent toujours à un moment ou un autre par agir sous l'emprise irrationnelle des sentiments ou des valeurs, ce qui limite, voir même empêche, l'extension complète de l'idéologie libérale. Pour l'auteur, l'erreur que font les militants de gauche est de considérer que le capitalisme représente un ordre conservateur, patriarcal et autoritaire, alors que ce qui le définit fondamentalement est plutôt cette rationalité instrumentale. (Michéa, 2006, p.41) Pour s'appliquer, la théorie d'Adam Smith n'a pas besoin de l'Église, de l'Armée ou de la Famille, elle a besoin que chacun des individus adopte un réflexe de pensée rationnelle pour gérer leur vie professionnelle, amicale, culturelle, familiale, sociale, etc. Plus concrètement il faut que les humains réfléchissent chacun des aspects de leur vie selon la normativité économique et qu'ils soient disposés s'adapter à chacune des exigences que cette idéologie demande. Ainsi, « la gauche s'est toujours présentée, dans l'histoire, comme la seule héritière légitime de la philosophie des Lumières et à ce titre, comme l'avant-garde la plus déterminée de toutes les modernisations concevables, qu'elles soient d'ordre technologique, politique ou moral. » (Michéa, 2006, p.38) et par le fait même, elle est toujours à l'avant-

garde du changement, disposée à révolutionner le monde, en refusant par le fait même la tradition et le conservatisme. Par sa créativité et sa flexibilité la gauche serait toutefois devenue une grande source d'inspiration dans le renouvellement des marchés, ces derniers cherchant aussi à innover constamment pour maintenir une croissance économique. En fait, « elle ne pouvait devenir que ce qu'elle est devenue, à savoir une simple machine politique destinée à légitimer culturellement, au nom du « Progrès » et de la « modernisation », toutes les fuites en avant de la civilisation libérale. » (Michéa, 2006, p.51) Ainsi peut-on donc éventuellement considérer qu'il serait plus efficace pour contrer le développement de l'économie libérale de rester dans une visée traditionaliste de l'humain, plutôt que constamment chercher à révolutionner les modes de vie. Si l'on pense à la consommation responsable il est évident d'abord que ce mouvement reste dans l'individualisme de la philosophie des Lumières, mais aussi qu'il représente une avant-garde importante des rapports économiques et écologiques de demain. La seule façon de faire face à l'emprise du capitalisme, est selon Michéa, d'entreprendre une décolonisation de notre imaginaire, terme qu'il reprend à Latouche, afin que l'on perde une conception du monde et de nous-mêmes strictement rationnelle. (Michéa, 2006, p.53)

Le second plan de la réflexion de Michéa sur l'impossibilité pour la gauche de dépasser le capitalisme porte essentiellement sur les travaux de George Orwell et sa notion de *common decency*. (Michéa, 2006, p.93) Il reprend la constatation d'Orwell qui voit dans l'attitude des partisans gauchistes et des partisans du capitalisme une attitude commune. Tant l'un que l'autre voit la solution aux problèmes sociaux dans l'instauration d'une institution suprême qui aurait une prédominance sur la gestion et l'organisation de toutes les façades de la société. Pour le capitalisme, cette institution suprême est le marché, à qui l'on veut octroyer la liberté totale, alors que pour les gauchistes, cette institution est l'État. Dans un cas comme dans l'autre on se fie sur l'instauration de cette institution pour harmoniser le social, mais aussi pour rendre l'individu heureux. Selon Orwell, dans les deux cas la solution proposée

permet à ce qu'une tyrannie s'impose, ainsi tous deux permettent un totalitarisme, qu'il soit d'ordre économique ou politique. C'est donc dans la *common decency* qu'Orwell, repris par Michéa, voit la solution à cette tyrannie. Traduit intégralement Orwell parle de la décence commune, mais plus spécifiquement il parle d'une intuition spontanée que chacun a en lui pour savoir comment agir lorsqu'il est amené à partager. En d'autres termes, c'est une connaissance, à la limite de l'inconscience, sur les choses à faire et à ne pas faire pour être juste, digne, voir même pour garder notre humanité. Ces consignes intuitives sont déterminées historiquement, mais elles sont partagées par tous les membres d'une société et ce peu importe les classes ou les statuts sociaux. Ainsi, même les plus avarés des bourgeois auraient à l'occasion un sentiment de culpabilité sachant intuitivement que, même si selon les lois du marché il est dans leurs droits d'agir égoïstement, il est immoral de se comporter ainsi. Ainsi, pour Orwell, le *common decency* devient le moyen par excellence de lutter contre les idéologies totalitaires, qu'elles soient capitaliste ou communiste. Est-il possible éventuellement de s'imaginer une société où les individus seraient réellement libres et égaux, mais aussi où une civilité et une bienveillance seraient de mise, sans pour autant être le fruit d'une dictature quelconque? Évidemment dans le contexte actuel il est bien difficile de s'imaginer que les crises auxquelles nous faisons face grâce aux abus du capitalisme pourraient être résolues, mais encore faut-il tirer une leçon de la pensée de Orwell, à savoir que les systèmes totalitaires ne laissent aucune place aux jugements individuels et qu'ils ont plutôt tendance à dicter les façons d'agir, ainsi pour sortir de cette dictature de la pensée, il est impératif de laisser libre cours au jugement individuel, qui a le potentiel d'être profondément bon. Nous restons évidemment extrêmement septiques à savoir si la *common decency* serait en moyen de contrer le cours de la débâcle actuelle, mais il faut aussi rester méfiant à l'égard de solution qui opte pour une dictature du comportement.

La troisième proposition de Michéa renvoie à une critique fait par la gauche des valeurs du capitalisme. (Michéa, 2006, p.129) Il rappelle l'idéalisme d'Adam Smith, une

théorie voulant que le monde se gère selon un calcul égoïste de chacun des individus. Au regard de Michéa, cette théorie est une pure utopie, puisque pour se réaliser elle implique nécessairement la naissance d'un homme nouveau régulant ses rapports uniquement selon les préceptes de l'utilitarisme. En fait, Michéa voit dans l'idéal de Smith l'exigence d'une gestion inhumaine du monde, considérant que le principe d'utilité n'est pas un des fondements ontologiques de l'humain. Il rappelle d'ailleurs que le monde et les sociétés humaines ne sont que depuis très récemment régulés selon une vision utilitaire, la nature humaine avait jusqu'alors laissé place à des principes de régulation sociale bien différents de celui économique. Dans son application la théorie de Smith contraint chacun des individus à adopter une manière d'agir conforme à la logique systémique, ainsi, chacun devient un « *support à rapport* » du système et ce peu importe la personnalité initiale des acteurs. Dans ses mots exacts: « Le problème, c'est qu'en développant l'ensemble logique de ses effets, l'utopie capitaliste contribue nécessairement à mettre en place un monde où la contrainte de concurrence absolue (...) obligent progressivement chaque personne, quelles que soient ses intentions initiales ou sa sensibilité proclamé à fonctionner comme simple « *support à rapport* », c'est à dire comme simple touage de la machine économique, dépourvu de tout état d'âme et incapable de compassion. » (Michéa, 2006, p.132) D'autant plus que ce système se fonde sur l'insécurité, le mensonge, la fraude, la méfiance, la défiance et ce même si pour les idéalistes libéraux l'échange marchand est une ambiance propice au développement de qualité humaine admirable telle que l'honnêteté ou la confiance. Ainsi, il devient essentiel de voir l'importance de sortir de ce système si l'on veut créer une société réellement humaine et généreuse, mais aussi il devient évident qu'il est impensable de rester dans cette économie libérale et espérer y générer du respect, de l'honnêteté ou de la justice.

Les trois propositions de Michéa nous ont permis d'examiner les erreurs perpétuées par la gauche, tout en établissant certaines mises en garde face aux solutions qu'il faut envisager pour enrayer l'impérialisme économique. D'autre part, la dernière partie de ce

mémoire sera consacrée aux solutions concrètes que propose Freitag pour créer une alternative au capitalisme et tenter une sortie des multiples crises qui sévissent. Sa première proposition est qu'il est essentiel de rétablir une forte régulation de l'économie, tout en cessant de prendre l'économie chrématistique pour naturelle et autorégulatrice. (Freitag, 2008, p.226) Cette sphère a fonctionné jusqu'à maintenant sous une régulation, qu'elle soit culturelle ou politique. Freitag précise même que « cette volonté de soustraire maintenant le monde de l'économie chrématistique à tout contrôle politique est en elle-même la preuve que les économies réelles ont jusqu'à présent fonctionné à travers la réglementation, et sans doute grâce à elle. On pourrait même dire que la période où l'économie capitaliste a fonctionné le mieux a précisément été celle où elle a été le plus fortement encadrée par l'État social interventionniste, par l'État keynésien, par l'État-providence et l'on a appelé cette période « les Trentes glorieuses. » » (Freitag, 2008, p.228) On peut même dire que les politiques étatiques ont trop souvent été axées sur la société en tant que lieu de consommation plutôt qu'en tant que structure symbolique et identitaire. Malgré ce fait, il demeure que ces régulations politiques portant sur l'économie ont généralement été favorable à des valeurs sociales, plutôt qu'économiques, ce qui permis sans doute à certaines assises sociales de perdurer jusqu'à ce jour grâce à ces politiques économiques limitant la liberté du capital. Des méthodes très concrètes pourraient déjà être prises pour rétablir une régulation politique adéquate, ce qui nous amène à sa seconde proposition. Du point de vue financier et économique, il a souvent été suggéré d'imposer une taxe sur les transactions financières, nommée la taxe Tobin. (Freitag, 2008, p.231) Celle-ci aurait un grand effet de ralentissement sur la spéculation et ramènerait une certaine cohérence entre la finance et l'économie réelle. Aussi pourrions-nous imaginer une limite matérielle et politique à la création de monnaie et à l'accumulation monétaire qui en ce moment sont complètement abstraites de l'économie réelle. Une troisième solution à l'économie financière suggérée par Freitag serait de modifier les règles fiscales afin de rétablir l'équilibre entre la contribution des corporations et celle de ménages. Il explique que dans les années 70, les ménages payaient environ 25 % des impôts,

pour 75 % chez les entreprises. Aujourd'hui, le rapport est inversé, puisque les ménages payent plus ou moins 80 % des impôts. (Freitag, 2008, p.233) « Alors les disparités de revenus entre riches et pauvres ont explosé, non seulement entre les pays, mais à l'intérieur même des pays les plus riches, et bien plus encore dans les pays pauvres ». (Freitag, 2008, p.234) Les classes très aisées se servent de différentes techniques, parfois plus légales que d'autres, telles que les paradis fiscaux, pour ne payer quasiment aucun impôt et parallèlement on a supprimé la surtaxe sur les biens de luxe, à l'exception de la cigarette. Quatrièmement, une réforme politique nationalisant le capital pourrait aussi être imaginée comme alternative à la finance actuelle, malheureusement ce modèle est souvent dépeint par les échecs de l'URSS. (Freitag, 2008, p.235) Freitag précise que dans l'ex-empire soviétique « ce n'est pas tellement le capital qui y avait été nationalisé, mais le travail, et de manière assez brutale. » (Freitag, 2008, p.235) Considérant aussi les avancées technologiques actuellement acquises, l'informatique permettrait de rendre publique cette richesse financière. Face à la nationalisation, on évoque aussi souvent la faillite des entreprises publique qui aurait poussé à la dénationalisation, mais ces dénationalisations effectuées ont très souvent été faites pour des raisons idéologiques et non pratiques, puisque ces modèles ont été généralement plus accessibles, plus efficaces, plus sécuritaires, avec de meilleurs services et de meilleurs prix. (Freitag, 2008, p.237) Paradoxalement, le capital « élimine le travail par définition » (Freitag, 2008, p.239) et ce, même s'il en dépend, notamment avec l'instauration de postes de travail pour lesquels il débourse des fortunes et qui sont pratiquement autonomes de toutes interventions humaines. Ainsi, cinquièmement maintenir le travail est un élément crucial à considérer selon Freitag dans la restructuration de l'économie contemporaine, puisque plus l'entreprise est grande, moins le travail est important. (Freitag, 2008, p.240) Avec l'implantation des mégas corporations, le travail tend à disparaître au profit de la technologie, dans une situation où les gens dépendent encore du travail, ainsi sont créés des populations entières de chômeurs, et d'employés précaires. Ainsi faut-il maintenir le travail, mais aussi, et surtout le valoriser et le reconnaître, plutôt que de toujours chercher à le dénigrer et à le

précariser. Le dernier point soulevé par Freitag dans son chapitre sur le finance globalisée est celui des mouvements alternatifs, tels que les ONG, dans lequel on peut facilement inclure les groupes promulguant la consommation responsable. (Freitag, 2008, p.242) Il reconnaît à ces organismes leur grand rôle dans la sensibilisation des populations à des phénomènes outrant, tels que le travail des enfants, la traite sexuelle, le pillage, etc. « elles (participeraient) ainsi à une prise de conscience et à la formation d'une solidarité qui dépassent les cadres habituels de la communauté nationale. » (Freitag, 2008, p.242) Alors que la majorité des gens consommaient paisiblement sans trop savoir ce qu'ils encourageaient, ces groupes se sont donnés la peine de prendre part socialement et de mettre en évidence l'immoralité des pratiques économiques internationales. Toutefois, les ONG selon Freitag ne peuvent pas être considérées comme des alternatives concrètes la globalisation financière actuelle, puisqu'elles n'ont aucun poids législatif mondial. Elles réussissent à compenser pour une part du manque de régulation mondiale, mais elles sont plus en train de colmater les effets, que de réellement trouver une solution. Dans les mots de Freitag: « Ces initiative ne représentent donc pas une alternative à des mesures législatives impératives au niveau mondial, elles servent pour le moment de compensation à leur absence et de préparation à leur véritable institution. » (Freitag, 2008, p.243) D'ailleurs la morale évoquée par ces organismes est d'ordre du privé, mais elles font face à des questions publiques, exigeant une intervention politique, et non seulement éthique. Alors que Freitag parseme son œuvre de solutions très concrètes qu'il serait relativement facile d'instaurer rapidement dans diverses sphères de la société, il propose aussi une alternative mondiale à la globalisation, alternative qui saura conserver l'autonomie et la productivité locale, tout en instaurant une considération et une régulation mondiale, consolidée sous forme de pouvoir public et non particularisée.

Selon Freitag, il appartiendrait donc au politique de s'assurer que l'on retrouve une harmonie entre nos moyens de production, la nature et l'humanité. « C'est au politique que sont attachés le pouvoir et la capacité de contrainte, qui seuls peuvent répondre au caractère

global et urgent de l'ensemble des problèmes qui forment l'objet de cette analyse. » (Freitag, 2008, p.291) Afin de trouver une solution mondiale, il faudrait d'ailleurs que le politique prime sur la culture, puisqu'il est le seul à avoir le pouvoir de contraindre à un niveau planétaire, ce qui semble être la seule solution considérant l'émergence de la situation qui va rapidement vers une dérive irréparable. « Cela ne signifie pas que l'action culturelle et les engagements individuels soient négligeables: ils ne sont simplement pas suffisants » (Freitag, 2008, p.291) Ainsi, le rôle de la culture reste de première instance pour l'auteur, tout comme les efforts individuels, mais malheureusement ceux-ci ont un effet insuffisant pour résoudre la problématique actuelle, tout comme l'est aussi le rôle actuel des ONG. Le rôle principal du politique doit être de réaffirmer les différences qui ont depuis toujours habité le monde et que la globalisation capitaliste tant à détruire continuellement, voir même à les nier. Ces différences sont celles des cultures, des civilisations, des nations, de peuples, qui s'opposent, qui se contredisent, et qui sont, par ces oppositions, l'alimentation de la vie sociale. La voie actuelle laisse anticiper que seule une multitude d'individus demeurerait, ce qui tend vers la disparition de la structure sociale ontologique de l'humanité. Plus spécifiquement, Freitag va poser le problème actuel comme un choix entre un projet société ou un projet civilisationnel, où il prône le second.

Historiquement, les concepts de société et de civilisation sont corrélatifs, mais non complémentaire. D'abord, le concept de société est plus récent que celui de civilisation, il est lié au développement des sciences sociales qui prétendaient être en moyen de se substituer au projet de civilisation. La société est donc une idée purement moderne, mais aussi occidentale. Pour le définir, Freitag dit que « Le concept de société désigne ainsi l'ordre d'ensemble qui régit toutes les manifestations et tous les accomplissements sociaux particuliers, selon un rapport d'appartenance ou de coappartenance spécifique : la société représente le champ objectif dans lequel se déploient toutes les interactions sociales diversifiées selon leur forme, leur nature ou leur sens. » (Freitag, 2008, p.295) La sociologie elle-même a fortement

contribué au développement du côté unitaire de la société, et ce, en s'inspirant elle-même de l'État-nation, de son caractère autoréférentiel, unitaire et intégrateur. Les sociétés modernes ne sont évidemment pas limitées à cette forme étatique. C'est la sociologie qui s'en est inspirée pour se développer elle-même et son objet qu'est la société. Cette idée que la société est une construction et une institutionnalisation, est déjà typiquement moderne, mais elle fut quand même transposée de façon rétrospective à des situations prémodernes. Le concept de civilisation « plus ancien, a été élaboré dans le cadre des « humanités » et des « sciences morales » (Freitag, 2008, p.294), à qui les sciences sociales se sont substituées. Freitag critique toutefois cette substitution en différenciant l'objet de ces deux disciplines, la première relevant de la philosophie, des lettres, de la culture, et la seconde de la science positive. Ainsi, le projet de civilisation fut exclu du lieu de réflexion, lorsque les humanités furent discréditées au profit de sciences sociales fantasmant du même niveau de précisions que les sciences naturelles. Ainsi, un choix se pose selon l'auteur entre un projet de société ou un projet de civilisation. En fait, le symbolique est beaucoup plus que le langage pratique, il renvoie à toutes les formes d'expressivité qu'elles soient langagières ou pas, tel que les gestes, la création d'objet expressif, la tradition, etc. La civilisation regroupe en elle ce symbolique en orientant le projet de l'humanité vers l'art, la culture, la littérature, la philosophie, plutôt que vers la science pure et la technicité. Le symbolique, qui définit la vie humaine, doit donc être au centre de la compréhension et de la construction du monde humain, ce que permet la civilisation. En résumé, le projet qui visera à reconstruire le monde du désordre que lui fait vivre le capitalisme mondialisé devra forcément être issu de la vision civilisationnelle et non sociétale, sans quoi le fondement ontologique symbolique de l'humain sera constamment négligé.

Pour sortir de l'impasse que pose la globalisation, il est essentiel selon Freitag « de faire un retour critique sur une unification du monde telle qu'elle a été opérée sous l'égide du monde occidental, alors qu'il se soumettait lui-même dans son développement, à la

dynamique conquérant du capitalisme qu'il allait finalement imposer partout ailleurs de manière unilatérale. » (Freitag, 2008, p.333) Il est impératif que nous développiions une critique de cette normalisation unique de toutes les sociétés, mais surtout il est essentiel que la diversité s'implante dans les pratiques politiques réelles. Toutefois, en considérant l'état actuel de la planète et l'emprise considérable qu'ont sur elle les organisations de la globalisation, il est nécessaire de mettre en place un pouvoir politique mondial qui saura à la fois réguler les questions de fond, que sont le respect de l'écosystème et le respect de la diversité civilisationnelle. Cette régulation mondiale est actuellement opérée par l'Occident; Freitag remarque toutefois que l'Occident est confronté à l'existence des autres civilisations qui survivent malgré sa domination. Ainsi, les autres civilisations (Chinoise, Japonaise, Africaine noire, Latino-Américaine) devront être part du projet politique visant la fin de l'hégémonie capitaliste globalisée, afin que le vivre ensemble devenu planétaire, soit respectueux des diversités qu'engendre l'ontologie humaine. Freitag précise d'ailleurs que la forme politique que représente l'État-nation est typiquement occidentale, et n'est pas adaptée à la majorité des civilisations, qui ont des racines plus profondes, mais surtout qui ne coïncident pas avec la représentativité individuelle. Il devient ainsi impératif de construire une forme de participation planétaire qui saura réguler les grands enjeux du monde contemporain, tout en ne tombant pas dans un dogmatisme où l'une civilisation occidentale croit détenir la raison sur les autres et se trouve aussi du coup à détenir les moyens d'imposer cette raison. Évidemment, un problème de fond est posé, puisque Freitag propose de réunir dans un même pouvoir mondial de nombreuses civilisations qui ont des références symboliques, historiques, culturelles, pratiques, spirituelles, complètement différentes, sans compter les sociétés qui n'ont pas l'ampleur des grandes civilisations connues, mais qui méritent tout de même une implication dans le débat sur l'avenir de notre biosphère et de notre humanité. Ce problème est à la fois inévitable et très ancien, puisqu'il se pose à chaque fois que des civilisations se rencontrent. « Ce que chaque tradition civilisationnelle participante doit ainsi abandonner, c'est la prétention, non de détenir un système de valeurs

universellement valable, mais le modèle exclusif de la codification de ces valeurs en formes positives. Les valeurs doivent donc être comprises pour ce qu'elles sont, des sources d'inspiration et non pas directement des normes positives, et rien n'empêche alors que soit non seulement reconnue mais aussi pratiqués au niveau mondial la pluralité de références normatives et identitaires ». (Freitag, 2008, p.363) Il ne doit surtout pas représenter un frein à la solution, puisqu'elle se trouve justement dans la reconnaissance du multiculturalisme. Le projet ne doit pas pour autant devenir un simple relativisme culturel, il doit réelle avoir un pouvoir politique régulateur qui ne peut prendre autre forme que juridique et constitutionnelle, afin de permettre un contrepoids à la globalisation actuelle. L'impérativité de prendre en considération cette multitude de sociétés, de civilisations, de cultures, vient du fait, que pour l'auteur, la richesse de l'humanité ne vient pas de la production matérielle, ou des découvertes scientifiques et techniques, mais vient de la capacité qu'à l'humain à créer une multitude infinie de sens distincts à partir de leurs expériences sensibles, ainsi chacun des groupes avec leur sens propre devrait pouvoir jouer un rôle dans la sauvegarde de ces différences et ce même au prix d'un certain arbitraire culturelle. (Freitag, 2008, p.340)

Plutôt que de créer une nouvelle instance inexistante, Freitag suggère plutôt d'emprunter celles déjà existantes et de réorienter leurs fonctions, pour éventuellement créer une nouvelle forme d'autorité. (Freitag, 2008, p.256) Évidemment, la tâche est de taille, mais la poursuite des activités économiques actuelles ne mènera assurément qu'à une catastrophe irréparable. Malheureusement, l'ONU devait avoir un rôle dans le contrôle des excès du capitalisme, mais un vide est resté non comblé. (Freitag, 2008, p.252) On a souvent, et encore aujourd'hui, demandé à la société civile de colmater les problèmes sociaux qui créent la non-régulation du capital, mais celle-ci n'est pas un pouvoir politique et elle ne peut réguler, elle ne peut que panser les blessures. Ce recours à la société civile plutôt qu'au politique aurait eu pour effet de privatiser les difficultés encourues, tout en particularisant les identités, ainsi que les valeurs, les croyances, les buts ne sont plus ceux d'une société, mais bien ceux d'individus

ou de groupes et tout aussi en négligeant l'importance d'un interventionnisme politique mondialisé. Les paroles précises de Freitag étant que « le discours apparemment unifiant sur le renforcement non-gouvernemental de la société civile, incluant la substitution d'organisation non gouvernementales au pouvoirs d'État classiques, masquent le fait que cette nouvelle forme de domination s'exerce précisément sur la société civile et sur les mentalités et escamotent également l'exigence de la constitutions des nouvelles modalités participatives à des instances ou institutions politiques au niveau mondial ». (Freitag, 2008, p.348) Ainsi, la sphère économique se retrouve avec une mainmise sur la société civile qu'elle module à sa manière, et se trouve aussi affranchie de toutes tutelles politiques et législatives. Le problème de l'intervention de la société civile pour contrer les défauts de l'économie, est qu'elle ne peut le faire de façon unitaire, elle se forme en tant que multitudes d'organisations ayant un projet précis, mais la société civile est incapable de former une critique systémique de l'emprise de l'économie sur le reste de la société et est encore moins capable de mettre en place des structures politiques limitant ce pouvoir économique.

La première dimension à prendre en considération dans la reconstruction est l'écologie. (Freitag, 2008, p.350) Il est nécessaire de démentir de mythe sur la naturalité de l'économie capitaliste qui rend tout autre projet illégitime. Ensuite, il est essentiel d'imposer des normes, obligatoires et contraignantes, politiques universelles, donc mondiales. Ces normes doivent réguler les activités liées à l'écologie, mais aussi à la finance. Considérant la nature identitaire de l'humain, ces normes ne peuvent pas être strictement formelles, elles doivent représenter les valeurs et les identités des civilisations qui visent la confection d'un développement commun. Ainsi doivent s'instaurer des débats sur ces politiques régulatrices, elles ne doivent pas être imposées par une nation, mais elles doivent prendre en considération les variantes culturelles. La voie la plus réaliste selon Freitag d'instaurer un tel pouvoir politique n'est pas de créer de toutes pièces une institution, mais plutôt d'emprunter la forme actuelle de l'ONU, qui devra toutefois laisser tomber le contrôle qu'exerce certains États sur

elle, par le biais du Conseil de sécurité. L'ONU pourrait ainsi être transformée en instance politique mondiale qui coordonnerait les activités planétaires. Actuellement et depuis sa fondation l'ONU n'a jamais pris cette tâche, elle tente plutôt de sauvegarder une fausse paix, mais n'a pas de pouvoir sanctionnant. Ainsi, chacune des communautés participerait à ce pacte, qui établirait une mutuelle reconnaissance des groupes membres. Ceux-ci conserveraient leur souveraineté locale, dans la mesure où elle respecterait l'engagement à la résolution de problèmes mondiaux. Freitag élabore très peu sur cette solution concrète, qu'il compare à un modèle fédéraliste, il ne fait que le suggérer, en constatant que peu importe la solution, le travail de conceptualisation et d'application sera ardu et parsemé d'opposition et d'incompréhension. Malgré ces difficultés, il reste que ça fait partie de la beauté humaine que de ne pas tous penser de la même façon, et ce, malgré les difficultés lorsqu'une collaboration mondiale est essentielle.

La seconde dimension à prendre en considération est l'effet de destruction identitaire qu'a la globalisation sur les diverses communautés. (Freitag, 2008, p.353) Ainsi, ces dernières devront être impliquées dans la reconstruction et ce peu importe leur place dans la hiérarchie actuelle ou leur pouvoir économique. La structure politique devra être intégrative, mondialement, plutôt qu'exclusive. Et comme il fut déjà mentionné, aucune communauté « ne saurait donc y prétendre dominer l'ensemble, ni conférer directement une valeur d'universalité à ses propres caractères spécifiques. La formation d'une structure politique intégrative au niveau mondial doit donc comporter la reconnaissance de plusieurs niveaux d'intégration totalisante » (Freitag, 2008, p.354).

Finalement, la troisième dimension à considérer dans le projet de mondialisation, non globalisé, est la participation des sociétés distinctes à l'instauration d'une institution mondiale. (Freitag, 2008, p.354) C'est donc la question d'établir des normes de reconnaissances des sociétés participantes, celles-ci ne seront pas exclusivement issues de la modernité

occidentale, ce qui soulèvera des problèmes supplémentaires, mais elles devront tout de même prendre part au débat et aux décisions.

Pour conclure, ce chapitre sur la solution à l'impasse de la globalisation avait pour but de donner des pistes de réflexion sur le projet à construire, nous avons retenus quatre points essentiels que met de l'avant Freitag. La première est qu'il est nécessaire de maintenir les pouvoirs politiques qui existent déjà et qui tendent à perdre de leur pouvoir, et ce, tant au niveau national qu'international. C'est donc la structure de l'État-nation qui doit être maintenue et défendue. (Freitag, 2008, p.357) Ensuite, l'instance mondiale à instaurer ne devrait pas prendre la forme d'un État universel, mais bien celle d'un pouvoir intégrant les diverses formes d'entités politiques locales régulant uniquement les questions d'ordre communes telles que l'écologie. (Freitag, 2008, p. 358) Cette institution ne devrait se positionner que sur le maintien de l'intégrité de la nature et des communautés, mais non sur la régulation locale de ces communautés. En troisième lieu, il est essentiel que ce nouveau pouvoir mondial n'émane pas d'un pouvoir économique ou politique national, mais qu'il résulte d'un regroupement des divers pouvoirs locaux. (Freitag, 2008, p.359) L'arbitraire d'un pouvoir particulier ne ferait que nous ramener au dogmatisme actuel. Finalement, la quatrième remarque met en garde de la nécessité de reconnaître les diverses sociétés, dans leurs identités propres. (Freitag, 2008, p.360) Chaque communauté à son enracinement dans son histoire, et chacune de ces spécificités devront être respectées. Les différences entre les communautés ne devront plus être le lieu de tentative d'assimilation, mais bien le lieu de respect de l'autre et de reconnaissance qu'aucune de ces communautés ne détient la bonne et vraie façon de faire, mais que les autres ont une façon de faire qui leur semble bonne, mais qui en fin de compte personne ne détient la vérité absolue sur comment gérer ce monde en dérive. Ainsi, devront cesser le dogmatisme, le fanatisme, le totalitarisme, qui croient tous être la voie unique à la vérité et à la solution. Le dernier principe à considérer selon Freitag est justement que dans ce respect des différences des sociétés devraient cesser l'illusion de

détenir la vérité sur le monde et sur l'avenir qu'il devrait entreprendre. Les valeurs particulières devront être maintenues, mais toujours rapportées au fait qu'elles ne pas sont universelles.

CONCLUSION

Dès le début de ce mémoire nous avons cherché à comprendre en quoi la consommation responsable peut ou pas être une solution aux défis qui se présentent au monde contemporain sous la forme des trois crises culturelles, écologiques et financières. Nous avons présenté et discuté la nature de ces crises et nous avons cherché à démontrer en quoi consiste la consommation responsable, tant au niveau historique, que dans la détermination de ses valeurs, dans son application et dans ses visées. Dans le deuxième chapitre nous avons cherché à comprendre la consommation en elle-même, son origine comme forme sociale, mais aussi ses répercussions. Nous avons montré que la nature de la consommation vient de la séparation entre le moment de production et celui de consommation qui fait perdre aux producteur le contrôle sur l'objet lui permettant son travail, tout en l'aliénant de l'objet résultant de son travail. Nous avons alors constaté que la consommation est une action profondément passive et aliénante, puisqu'entraînant une transformation, voir même une perte, du rapport au monde pour le travailleur et pour l'individu lui-même. Dans ce second chapitre nous avons aussi démontré la force symbolique de la consommation en tant que

système qui reproduit des hiérarchies sociales, mais aussi l'impossibilité de créer des alternatives au capitalisme par des objets de consommations alternatifs qui se voient toujours repris par le système. Nous en sommes arrivés à la conclusion que le geste de consommation est au fondement du système capitaliste puisqu'il suppose une séparation entre le producteur et le consommateur médiatisé par le travail aliéné et le marché. Il nous est alors apparu claire que la consommation responsable n'est pas un geste qui de par sa nature se distingue du geste consommateur lui-même. Ainsi, nous en sommes venus à la conclusion que la consommation responsable, malgré ses ambitions de transformation sociale, maintient l'aliénation, la passivité, la hiérarchisation sociale au même titre que la consommation de masse. Nous avons aussi développé l'idée selon laquelle la consommation de masse s'est développée sur des revendications très similaires à celle de la consommation responsable et qu'il apparaissait impossible de distinguer fondamentalement ces deux types de consommation. Par le fait même, la consommation responsable ne pouvait plus être considérée comme une limite au capitalisme, mais plutôt comme l'investigateur de nouveaux marchés, peut-être contre-culturels, mais tout aussi lucratifs. En troisième chapitre nous avons commencé en démontrant que les trois crises qui sévissent actuellement ont pour souches les racines même du capitalisme qui s'est transformé en capitalisme managérial et qui semble être au fondement même des impasses. Devant cette meilleure compréhension de l'origine des impasses nous avons cherché à voir les solutions à envisager pour contrer les trois crises auxquels nous faisons face et nous en sommes arrivés encore une fois à la conclusion que la consommation responsable ne pouvait contrer les impasses structurelles du capitalisme mondialisé, vue la profondeur politique de ces impasses qui se trouvent à être au fondement même de l'économie capitaliste, et qui, par le fait même, ne peuvent être résolues par des propositions d'éthique individuelle. Le problème ayant mené aux trois crises n'est en fin de compte pas uniquement celui de la consommation qui n'est pas suffisamment éthique ou écologique, mais est plutôt celui du capitalisme lui-même, dans sa nécessité de maintenir une croissance. Cette croissance l'a amené à évoluer vers une globalisation économique, qui elle

est la cause des trois impasses. Par le fait même, les solutions à ces crises devraient s'attaquer non pas aux symptômes que sont la pauvreté et les problèmes écologiques, mais devraient plutôt s'en prendre directement à la cause qu'est le mode de production capitaliste. Nous avons vu avec Freitag que la cause de ces trois crises est une question profondément politique et pour lesquelles les solutions envisagées doivent elles aussi être de nature politique. Il est impératif de reprendre un contrôle sur l'orientation politique de nos sociétés et de redonner aux souverains une emprise sur l'économie. C'est alors aussi que l'on constate que d'agir en fonction d'un idéal social par le biais d'un geste aussi individualiste que la consommation est profondément paradoxale. L'économie capitaliste est en soit un mouvement politique et social qui révèle sa nature profonde, qui n'est pas naturelle, mais qui est bien idéologique et politique. Ainsi de vouloir contrer le capitalisme à partir d'un geste particulier est non seulement inutile, mais contribue à alimenter cette illusion qu'il n'existe pas en tant que telle d'idéologie capitaliste, ou en d'autres termes ça contribue à nourrir l'idée selon laquelle le capitalisme est le résultat naturel d'une somme de volontés individuelles. Le paradoxe est en fait celui de penser que l'on peut contrer un système politique et social, par des gestes individuels que l'on prétend naturel. La consommation responsable ne vient pas réaffirmer la nature politique du capitalisme, au contraire, elle vient plutôt contribuer à la négation de sa nature politique en proposant une alternative qui n'est pas elle-même politique. La consommation responsable serait-elle en fait elle-même dans un déni de la nature politique du capitalisme? Par cette réflexion nous avons évidemment cherché à réaffirmer la nature politique du capitalisme, mais aussi à démontrer la nécessité d'une réponse profondément politique à celui-ci qui sortirait de l'aliénation du monde qu'imposent toutes consommations.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDRILLARD, Jean, *La société de consommation*, Paris, Folio Essais, 2010, 318p.
- BOYER, Robert et ORLÉAN, André, *Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire : d'Henry Ford au fordisme*, Revue économique, 1991, volume 42, numéro 2
- COHEN, Lizabeth, *A consumer's republic: The politics of mass consumption in postwar America*, New-York, Knopf Edition, 2003, 567 p.
- Collectif d'étude sur les pratiques solidaires, *La consommation responsable: entre bonne conscience individuelle et transformations collectives*, Montréal, Édition Écosociété, 2007, 92 p.
- CORIAT, Benjamin, *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgois Editeur, 1979, 301 p.
- CORRE, Marie-France, *Le consommation responsable de A à Z. Santé, environnement, budget...Tout ce que vous devez savoir pour bien consommer*, Paris, Pearson Education France, 2008, 455 p.
- DOBRÉ, Michelle, et JUAN, Salvador, *Consommer autrement: La réforme écologique des modes de vie*, Paris, Lharmattan, 2009, 317 p.

DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, *La consommation engagée*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 2009, 143 p.

European Fair Trade Association (EFTA)

URL: <http://www.european-fair-trade-association.org/> (consulté de 13/04/2011)

EWEN, Stuart, *Conscience sous influence: Publicité et genèse de la société de consommation*, Paris, Aubier Montaigne, 1983, 240p.

Fairtrade Labelling Organisation Internatinal (FLO)

URL: <http://www.fairtrade.net/> (consulté le 13/04/2011)

FISCHBACH, Franck, *Sans objet: Capitalisme, subjectivité, aliénation*, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 2009, 269 p.

FREITAG, Michel, *L'impasse de la globalisation: Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2008, 415 p.

GENDRON, Corinne, *Le développement durable comme compromis: La modernisation écologique de l'économie à l'ère de la mondialisation*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2006, 276 p.

GENDRON, Corinne, TURCOTTE, Marie-France, AUDET, René, DE BELLEFEUILLE, Stéphane, LAFRANCE, Marc-André et MAURAI, Julie, *La consommation responsable: L'impact des nouveaux mouvements sociaux économiques dans la structure normative des industries*, Montréal, Les cahiers de la Chaire, No 15, 2003, 21p.

GORZ, André, *Écologica*, Paris, Éditions Galilée, 2009, 158 p.

GORZ, André, *Métamorphose du travail*, Saint-Amand, Éditions Galilée, 1988, 438 p.

HEATH, Joseph et POTTER, Andrew, *Révolte consommée: Le mythe de la contre-culture*, Toronto, Harpercollins Publishers Ltd, 2005, 428 p.

LASCH, Christopher, *Le moi assiégé: Essai sur l'érosion de la personnalité*, Paris, Flammarion, 1984 (2008), 229p.

MARX, Karl, *Le capital*, Paris, Presses universitaires de France, 1993, 940 p.

MESTIRI, Ezzedine, *Le nouveau consommateur: Dimensions éthiques et enjeux planétaires*, Paris, L'Harmattan, 2003, 219p.

MICHÉA, Jean-Claude, *Impasse Adam Smith*, Paris, Flammarion, 2010, 185 p.

MONGEAU, Serge, *La simplicité volontaire*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1985, 151 p.

MYLONDO, Baptiste, *Des caddies et des hommes*, Paris, Éditions La Dispute, 2005, 168 p.

Observatoire de la consommation responsable :

URL: <http://consommationresponsable.ca/> (Consulté le 13/04/2011)

PAPIN, Serge et PELT, Jean-Marie, *Consommer moins, consommer mieux*, Paris, Éditions Autrement, 2009, 124p.

POSTONE, Moishe, *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits, 2009, (Cambridge University Press, 1993), 591 p.

POTTER, Andrew, *The Authenticity of Hoax: how we get lost finding Ourselves*, Toronto, McClelland & Stewart Ltd., 2010, 296p.

ROCHEFORT, Robert, *Plus qu'un effet de mode*, Alternative économique, hors-série no 4, La consommation responsable, mars 2003.

WARIDEL, Laure, *Acheter, c'est voter*, Montréal, Éditions Écosociété, 2005, 176 p.

WILLIAMS, Raymond, *Culture et matérialisme*, Montréal, Lux Éditeur, 2009

World Fairtrade Organisation (WFTO),

URL: <http://www.wfto.com/> (consulté le 13/04/2011)